



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 AOÛT 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 3RD, 1940

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

3257-27-9-o

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House.

3258-27-9-o

Lettres Patentes

Letters Patent

"Anglo-French Development Corporation, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1940, constituant en corporation: Alexandre Papineau Mathieu, avocat, membre du Barreau de la Province de Québec, Victor de Pendock, courtier, tous deux de la cité de Westmount, et Gustave Mathieu, agent, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme agent d'immeubles et aussi comme agent ou courtier pour l'achat ou la vente d'usines, raffineries, distilleries, manufactures et usines telles que fonderies, fondeurs, laminaires, aciéries, industries mécaniques, usines pour la fabrication de peinture et de produits chimiques, droits miniers, avec leur outils, instruments, machinerie et achalandage;

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, gérer, utiliser, développer, faire usage et en jouir ou autrement en disposer et faire valoir et vendre, louer, échanger ou autrement, céder et disposer de biens-fonds ou d'intérêts dans des biens-fonds, ou des bâtisses et autres constructions érigées sur ces biens-fonds;

"Anglo-French Development Corporation, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1940, incorporating: Alexandre Papineau Mathieu, attorney at law, member of the Bar of the Province of Quebec, Victor de Pendock, broker, both of the city of Westmount, and Gustave Mathieu, agent, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agent and also as agent or broker in the buying or selling of industrial plants, refineries, distilleries manufacturing plants and factories, such as foundries, smelters, rolling mills, steel plants, automotive plants, paint and chemical plants, mining rights with their tools instruments, machinery, goodwill;

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilise, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected;

Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes espèces d'immeubles et constructions pour tous usages et avec toutes sortes de commodités;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente ou la gérance de propriétés, le placement, entremise, prêt, paiement, transmission, débeture, et collection de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures et autres valeurs, et l'entreprise d'enquêtes, évaluation, vente, échange, baux, subdivisions et opérations de même nature;

Faire, importer, exporter, acheter, vendre, échanger et autrement trafiquer ou négocier des effets, articles et marchandises en général, concernant et se rapportant à l'achat, l'administration, la construction et le développement des immeubles et affaires de la compagnie;

Agir comme marchands de gros, courtiers et agents de manufacturiers; acheter, vendre et autrement disposer de, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et négocier, soit comme mandants ou agents, et à commission, consignation ou autrement, des effets, articles et marchandises tels que: instruments aratoires, ciment, conserves, brique de toute sorte et description, terra-cotta, tuiles à l'épreuve du feu, tuyaux de drainage et d'égout et tous autres produits argileux et tous matériaux entrant dans la confection, vente et disposition d'eux; charbon, fer et acier, bois, coton, farine, aliments, fruits et légumes, grains, épicerie, peaux brutes et peaux tannées; bois de construction, pièces de bois de charpente et d'appareils électriques, miniers et industriels, aéroplanes, bateaux à vapeur, remorqueurs et autre équipement maritime, de la viande, du bétail, des moutons et autres animaux, accessoires de moteurs, toutes sortes de conserves, fruits et légumes en boîtes et toutes sortes de fruits et légumes secs, et toutes autres sortes de produits ou sous-produits de légumes et provisions d'épicerie; toutes sortes de pierre et exploiter des carrières et agir comme exploiters et marchands de pierre; gravier, brique et sable de toute description; faire affaires comme marchands généraux à commission, courtiers agents et commissaires de vente dans le commerce d'effets, d'articles et de marchandises exploités par la compagnie sous le nom de "Anglo-French Development Corporation, Ltd.", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000), divisé en dix mille (10,000) actions d'un dollar (\$1) chacune.

La partie du capital-actions devant être émise en actions privilégiées est cinq mille dollars (\$5,000), divisée en cinq mille (5,000) actions d'un dollar (\$1) chacune. Lesdites actions privilégiées porteront intérêt à 6%, seront cumulatives et n'auront pas droit de vote.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de juillet 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

3699

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences;

To act as agents or attorneys for the management of estate, the sale or management of property, the investment, handling, loan payment, transmission, debenture and collection of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking or investigations, valuations, sale, exchange, leases, subdivision and the like;

To make, import, export, buy, sell, exchange and otherwise deal in or with goods, wares, and merchandise in general concerning and relating to the purchase, administration, construction and development of immoveables and business of the Company;

To act as wholesale merchandise, brokers, and manufacturers' agents, to buy, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares and merchandise such as, agricultural implements, cement, canned goods, bricks of every class and description, terra-cotta, fire proofing tiles, drain and sewer pipes and all other clay products and all materials entering into the manufacture sale and disposition thereof: coal, iron and steel, wood, cotton, flour, food products, fruits and vegetables, grains groceries, hides and skins, lumber timber and electrical, mining and industrial, airplanes, steamboats, tugs, and other floating equipment, meat, cattle, sheep and other animals, motor accessories, all kinds of preserves and canned fruits and vegetables and all kinds of dried fruits and vegetables, and all other kinds of vegetable products, or by-products and grocery supplies: all kind of stones and to carry on the business of quarry owners and operators and stone merchants; all kinds of gravel, brick and sand: to do a general commission merchants' merchandise, brokerage, selling agents' and factors' business in goods, wares, and merchandise dealt in by the company, under the name of "Anglo-French Development Corporation, Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one dollar (\$1.00) each. The said preferred shares to be with interest at 6% cumulative and no voting power.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

3700-0

"Gallagher's Restaurants Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1940 constituant en corporation: Samuel Shenkman, négociant, Lyon W. Jacobs, C.R., avocat, et Isabella Philip, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

"Gallagher's Restaurants Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1940, incorporating: Samuel Shenkman trader, Lyon W. Jacobs, K.C., advocate, and Isabella Philip, spinster, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce de restaurants, cafés, tavernes, rafraîchissements, buffets, "curb services", maisons garnies, et tenanciers d'hôtels, victuailleurs licenciés, marchands de vin, bière, spiritueux et tabac, importateurs et fabricants d'eaux gazeuses minérales et artificielles et autres breuvages, fournisseurs et pourvoyeurs d'amusements publics en général; propriétaires d'automobiles, carrosses, cabs et voitures, tenanciers d'écurie de louage, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs;

Construire, ériger, exploiter, acquérir, vendre et posséder des hôtels, restaurants, stations de "curb service", bureaux, magasins, appartements, et garages, habitations, ateliers, entrepôts, usines, résidences, maisons de pension, buanderies, places d'amusement, et machinerie et accessoires nécessaires aux fins susdites;

Acheter, louer, acquérir, construire, posséder ou utiliser tous biens, meubles ou immeubles, actif, biens-fonds, franchises, clientèle, brevets d'invention, marques de commerce, droits ou privilèges utiles aux fins industrielles et commerciales de la compagnie, - sous le nom de "Callagher's Restaurants Incorporated", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1940.

L. DÉSILETS,

3701

Assistant-procureur général.

"Hilstone Developments Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1940 constituant en corporation: Max Alfred Louis, architecte, Benjamin Leopold Louis et Edward Samuel Berger, avocats, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, s'en servir et en avoir la jouissance ou autrement en faire le commerce, et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement transférer et disposer d'immeubles ou d'intérêts immobiliers et des édifices ou autres constructions y érigées, concessions forestières, forces hydrauliques et autres, et autres propriétés mobilières et immobilières de toutes natures et descriptions et des droits dans telles propriétés;

Bâtir, remodeler ou réparer toutes sortes d'édifices et structures, routes, chemins, ponts ou tous autres travaux privés ou publics, de toute description quelconque;

Conclure des contrats ou conventions avec des sous-entrepreneurs construisant, remodelant ou réparant toutes sortes d'édifices, soit à son propre compte ou pour d'autres;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration de successions, la vente ou l'administration de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission, débetures et encaissement de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures et autres valeurs et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et autres choses similaires;

To carry on the business of restaurants, cafés, taverns, refreshment, booths, lunch counters, curb services, lodging houses, and hotel keepers licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, purveyors and caterers for public amusements generally; automobiles, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers and warehouse men;

To construct, erect, operate, acquire, sell and possess hotels, restaurants, curb service stands, offices, stores, apartments, and garages, dwelling houses, shops, warehouses, factories, residences, boarding houses, laundries, places of amusement and machinery and equipment suitable for the purposes above mentioned;

To buy, lease, acquire, construct, possess or utilize any property, moveable or immovable, assets, stock in trade, franchises, good will, patents of invention, trademarks, rights or privileges useful for the industrial and commercial purposes of the company, under the name of "Callagher's Restaurants Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1940.

L. DÉSILETS,

3702-o

Deputy Attorney General.

"Hilstone Developments Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of June, 1940, incorporating: Max Alfred Louis, architect, Benjamin Leopold Louis and Edward Samuel Berger, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease, or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilise, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water power, and other immovable property of all kinds and descriptions and rights in such property;

To build, remodel or repair all kinds of buildings and structures, roads, highways, bridges of any other private or public works of whatsoever description;

To enter into contracts or agreements with sub-contractors when building, remodelling or repairing any kind of building, whether for its own account or for others;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale or management of property, the investment, handling, loan, payment, transmission, debenture and collection of moines, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debenture and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sale, exchange, leases, subdivisions and the like;

Faire, importer, exporter, acheter, vendre, échanger et autrement faire le commerce et le négoce d'effets, articles et marchandises, outils ou outillage, soit à l'état neuf ou usagé, qui sont ordinairement employés ou utilisés dans la construction, réparation, ou l'entretien d'édifices, ponts, routes ou autres constructions ou travaux que la compagnie est autorisée à exécuter, sous le nom de "Hilstone Developments Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1,000) actions communes ou ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1940.

L. DÉSILETS,

3703 Assistant-procureur général.

"La Compagnie des Terrains Champlain Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de juillet 1940, constituant en corporation: Wilfrid Yale, entrepreneur décorateur, Claire Yale, majeure usant de ses droits, rentière, tous deux des cité et district de Montréal, et Alfred Cinq-Mars, avocat, de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, échanger des propriétés immobilières de quelque nature qu'elles soient et construire sur les immeubles que la compagnie possédera ou pourra louer;

Louer, cultiver, subdiviser, hypothéquer les dites propriétés immobilières et accepter des hypothèques en paiement des dites propriétés immobilières;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Effectuer des prêts d'argent garantis par hypothèque ou par des cautions acceptées par le bureau de direction;

Etre agent pour faire les commerces ci-dessus mentionnés et pour faire affaire comme agent d'assurance et comme constructeur et entrepreneur général, sous le nom de "La Compagnie des Terrains Champlain Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de juillet 1940.

L. DÉSILETS,

3707-o Assistant-procureur général.

"La Cie de Mica, Mistassibi Ltée, libre de responsabilité personnelle".

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1940, constituant en corporation: Louis Pelchat, marchand, Ludger Ménard, beurrer, tous deux de Ste-Lucie d'Alban, Adrien Couture, d'Hébertville-Station, J.-Lucien Gagnon, de Jonquière, et J.-Arthur Hamel, de Chicoutimi, tous trois agents, et Siméon Guay, prospecteur, de Mistassini, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

To make, import, export, buy, sell, exchange, and otherwise deal in or with such goods, wares, merchandise, tools or equipment whether new or used as are ordinarily employed or utilized in the construction, repair, or maintenance of buildings, bridges, roads or other constructions or works which the Company is authorized to make, under the name of "Hilstone Developments Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) common or ordinary shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1940.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"La Compagnie des Terrains Champlain Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1940, incorporating: Wilfrid Yale, contractor-decorator, Claire Yale, spinster in the use of her rights, annuitant, both of the city and district of Montreal, and Alfred Cinq-Mars, advocate, of the Town of Outremont, in the district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, sell, exchange immovable properties of any nature whatsoever and to build on the immovables which the company may own or may lease;

To lease, cultivate, subdivide, hypothecate the said immovable properties and accept hypothecs in payment for the said immovable properties;

To purchase or otherwise acquire, or own by lease or other title, any immovable which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated;

To effectuate loans of money guaranteed by hypothec or by sureties accepted by the Board of Directors;

To act as agent for the foregoing businesses and to carry on business as insurance agent and as builder and general contractor, under the name of "La Compagnie des Terrains Champlain Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1940.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

"La Cie de Mica, Mistassibi Ltée, No personal liability".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1940, incorporating: Louis Pelchat, merchant, Ludger Ménard, butter manufacturer, both of Ste-Lucie d'Alban, Adrien Couture, d'Hébertville-Station, J. Lucien Gagnon, of Jonquière, and J. Arthur Hamel, of Chicoutimi, all three agents, and Siméon Guay, prospector, of Mistassini, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphes ou de téléphones, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour le transport de ses produits;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, sous le nom de "La Cie de Mica, Mistassibi Ltée, libre de responsabilité personnelle", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en neuf mille (9,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Les actionnaires de la présente compagnie n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Lucie d'Alban, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de juillet 1940.

L. DÉSILETS,
3705-o Assistant-procureur général.

"Les Immeubles Maisonneuve Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1940, constituant en corporation: Georges-Henri Amyot, industriel, Charles-Arthur Cannon, avocat, et Robert Poulin, sténographe, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire des opérations immobilières de toutes sortes et agir comme agent d'immeuble;

Faire le commerce des fruits et des produits retirés de ses immeubles; établir et diriger toutes constructions, usines ou manufactures dans le but d'améliorer ces produits et de les transformer, sous le nom de "Les Immeubles Maisonneuve Inc."

Le capital actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de juillet 1940.

L. DÉSILETS,
3709-o Assistant-procureur général.

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control telegraph or telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, under the name of "La Cie de Mica, Mistassibi Ltée, No personal liability", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.) divided into nine thousand (9,000) shares of five dollars (\$5.) each.

The shareholders of the present company will incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid for their shares.

The head office of the company will be at Ste-Lucie d'Alban, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixty day of July, 1940.

L. DÉSILETS,
3706 Deputy Attorney General.

"Les Immeubles Maisonneuve Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1940, incorporating: Georges Henri Amyot, manufacturer, Charles Arthur Cannon, advocate, and Robert Poulin, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal in immovables of all kinds and to act as real estate agent;

To deal in fruit and the products derived from its immovables; establish and direct any buildings, plants or factories for the purpose of improving and transforming the said products, under the name of "Les Immeubles Maisonneuve Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$5,000.

The head office of the company will be in the City of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1940.

L. DÉSILETS,
3710 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No 17,204. Emérentienne Bolduc, épouse commune en biens de Gérard Mercier, cultivateur de Ste-Clothilde de Beauce, demanderesse; vs Le dit Gérard Mercier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 juillet 1940.

St-Joseph, Beauce, ce 26 juillet 1940.

Le procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

3713-o

Province de Québec, District de Pontiac, Cour Supérieure, No P-178. Dame Elmière Lavallée, épouse commune en biens d'Eusèbe Tétrault, menuisier de Laverlochère, comté Témiscamingue, district de Pontiac, dûment autorisé d'ester en justice en vertu d'un jugement rendu le 30 janvier 1940, demanderesse; vs ledit Eusèbe Tétrault, menuisier de Laverlochère, comté Témiscamingue, district de Pontiac, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur. Campbell's Bay, ce 10 mai 1940.

Le procureur de la demanderesse,
DONAT GOULET.

3715-o

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 193325. Laurette Guérin, demanderesse; vs Rolland Faubert, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de juillet 1940.

Le procureur de la demanderesse,
PAUL-H. LEVESQUE.

3733-o

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. 17,204. Mrs. Emérentienne Bolduc, wife common as to property of Gérard Mercier, farmer of Ste-Clothilde, Beauce, plaintiff; vs The said Gérard Mercier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 25th of July 1940.

St-Joseph, Beauce, 26th July 1940.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

3714-o

Province of Quebec, District of Pontiac, Superior Court, No. P-178. Dame Elmière Lavallée, wife common as to property of Eusèbe Tétrault, carpenter of Laverlochère, county of Témiscamingue, district of Pontiac, duly authorized d'ester en justice in virtue of a judgment rendered of January 30th, 1940, Plaintiff; vs the said Eusèbe Tétrault, carpenter of Laverlochère, county of Témiscamingue, district of Pontiac, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant. Campbell's Bay, May 10th, 1940.

DONAT GOULET,
Attorney for Plaintiff.

3716-o

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 193325. Laurette Guérin, plaintiff; vs Rolland Faubert, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on July 30th, 1940.

PAUL H. LEVESQUE,
Attorney for plaintiff.

3734-o

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'église "The Olivet Baptist Church of Sutton", Qué., demandera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 201 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, et amendements.

Sutton, le 1er juillet 1940.

Le procureur du requérant,
57 ouest, rue St-Jacques, HOWARD S. ROSS.
Montréal. 3395-28-5

LOI DES SEIGNEURIES

Avis est par le présent donné que, par acte passé en la cité de Québec, le 12 février, 1929, par devant Maître Réginald Meredith, notaire, sous le numéro 12190 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Champlain, sous le numéro 89989, et au bureau d'enregistrement pour le comté de Portneuf, sous le numéro 81522, Price Brothers & Company Limited, de la cité de Québec, a vendu à Laurentide Company Limited, de la cité de Montréal, les cens et rentes dues depuis le 2 février, 1928, des Seigneuries de Ste-Anne de la Pêrade et Grondines.

Montréal, 23 juillet 1940.

Le secrétaire,
3659-30-2-o G. WILFRED HODGSON.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Olivet Baptist Church of Sutton, Que., will petition the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 201 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925 and amendments.

Sutton, July 1, 1940.

HOWARD S. ROSS,
57 St. James St., West, Solicitor for Petitioner.
Montreal. 3396-28-5-o

THE SEIGNORIES' ACT

Notice is hereby given that by deed passed in the City of Quebec, on February 12th 1929, before Maître Réginald Meredith, Notary, under number 12190 of his minutes and registered in the Registry Office for the Registration Division of Champlain under number 89989, and in the Registry Office for the Registration Division of Portneuf under number 81522, Price Brothers & Company, Limited, of the City of Quebec, sold to Laurentide Company Limited, of the City of Montreal, the "cens et rentes" due since the 2nd. of February, 1928, of the Seignories of Ste. Anne de la Pêrade and Grondines.

Montreal, July 23rd, 1940.

G. WILFRED HODGSON,
3660-30-2-o Secretary.

Canada, Province de Québec, District de Saguenay:—Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que la compagnie "Quebec North Shore Paper Company" a demandé l'autorisation d'utiliser une hauteur de chute additionnelle de 7½ pieds à sa centrale de la rivière aux Outardes, dans les cantons de Raguénau et Manicouagan, comté de Saguenay, sur la Côte Nord du St-Laurent.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant les modifications apportées aux ouvrages déjà autorisés et les terrains additionnels affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche et que des duplicata de ces plans et devis ont été déposés au bureau d'enregistrement du comté de Saguenay, à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

La requérante,

QUEBEC NORTH SHORE PAPER COMPANY.
Québec, le 24 juillet, 1940. 3685-30-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay:—Notice is hereby given, pursuant to Section 7 of the Quebec Streams Act, that Quebec North Shore Paper Company has asked for the authorization to utilize an additional water-head of 7½ feet to its power development at Outardes River, in the townships of Raguénau and Manicouagan, county of Saguenay, on the North Shore of St. Lawrence.

Notice is also given that a Petition for that purpose, with plans and specifications showing the modifications made to the works already authorized and the additional lands affected by the flooding of the waters, has been transmitted to the Minister of Lands and Forests, of Game and Fisheries, and that duplicates of the plans and specifications have been deposited at the Registry's Office of the County of Saguenay, at Tadoussac.

The petition contained in the said Petition will be considered on or towards the day following the date of the last publication of the said Notice in the *Quebec Official Gazette*.

The Petitioner,

QUEBEC NORTH SHORE PAPER COMPANY.
Québec, July 24th, 1940. 3686-30-4-o

LA RÉGIE PROVINCIALE DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Ordonnance générale No 9

Ordonnance générale concernant la pesanteur, les dimensions et les lanternes des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison, tels que définis dans la loi des véhicules automobiles.

Attendu que certains pouvoirs mentionnés au paragraphe 1 de l'article 68 de la loi des véhicules automobiles sont maintenant exercés par la Régie, en vertu de l'article 48 de sa loi et qu'elle peut:

a) Modifier le maximum de pesanteur, y compris la charge, des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison, lorsqu'ils sont en usage sur tous les chemins publics ou sur certains d'entre eux et dans toutes les localités ou dans certaines d'entre elles;

b) Établir le maximum de largeur, de hauteur et de longueur des véhicules automobiles en usage sur tous les chemins publics ou sur certains d'entre eux et dans toutes les localités ou dans certaines d'entre elles, ainsi que le maximum de largeur, de hauteur et de longueur de leur charge;

c) Permettre et réglementer l'usage de convois automobiles sur tous les chemins publics ou certains d'entre eux et dans toutes les localités ou dans certaines d'entre elles, et établir soit la longueur totale de ces convois, soit le nombre de véhicules qui les composent;

d) Changer et réglementer l'usage et la disposition des lanternes et la couleur et l'intensité de leurs feux;

e) Exiger et réglementer l'emploi d'appareils sonores ou autres moyens propres à prévenir les accidents;

Attendu que ces dits pouvoirs sont exercés au moyen de règlements adoptés par la Régie sur avis du ministre de la voirie;

Attendu que par une lettre en date du 17 juin 1940, le ministre de la voirie a signifié son approbation au règlement que la Régie lui a soumis sous le titre: "Ordonnance générale No 9" et qui apparaît ci-dessous;

PROVINCIAL TRANSPORTATION & COMMUNICATION BOARD

General Order No. 9

General Order concerning the weight, dimensions and lamps of autobusses, commercial vehicles and delivery cars as defined in the Motor Vehicle Act.

Whereas certain powers mentioned in paragraph 1 of Article 68 of the Motor Vehicle Act are now exercised by the Board under Section 48 of its Act and that it may:

a) Alter the maximum weight, load included, of autobusses, commercial vehicles and delivery cars used on all or certain public highways and in all or certain localities;

b) Determine the maximum width, height and length of motor vehicles used on all or certain public highways or in all or certain localities, and the maximum width, length and height of their load;

c) Allow and regulate the use of motor-trains on all or certain public highways and in all or certain localities, and determine the total length of such trains, or the number of vehicles of which they may be composed;

d) Change and regulate the use and placing of lamps and the color and power of their lights;

e) Require and regulate the use of sounding devices or other means to accidents prevention;

Whereas such powers are exercised by means of regulations adopted by the Board upon the advice of the Minister of Roads;

Whereas by a letter of the 17th of June, 1940, the Minister of Roads made known his approbation of a regulation submitted by the Board and intitled "General Order No. 9", which is cited hereunder;

Attendu que ce règlement donne effet aux dispositions de l'article 48 de la loi de la Régie et au paragraphe 1 de l'article 68 de la loi des véhicules automobiles, le tout sujet aux autres dispositions de cette dernière loi, en autant qu'elles ne viennent pas en conflit avec le présent règlement;

Pour ces motifs, le règlement qui a été soumis et approuvé comme susdit est maintenant adopté par la Régie comme ordonnance générale No 9 et elle prescrit ce qui suit:

Dimensions maxima:

Les dimensions maxima de tout autobus, véhicule de commerce ou véhicule de livraison, y compris la charge, circulant sur tout chemin public, dans la province, seront les suivantes, pourvu que la nature, l'état et les dimensions des chemins publics et des ponts le permettent.

Longueur, en pieds:

Autobus ou camion.....	33
Autobus et remorque, camion et remorque, tracteur et remorque, ou tracteur et semi-remorque.....	50

N.B. Il est interdit de circuler sur les chemins publics avec plus d'une remorque trainée par un camion et plus d'une remorque ou semi-remorque trainée par un tracteur.

Hauteur, en pieds.....	12½
Largeur, en pieds.....	8

La largeur de la charge pourra être portée à 8½ pieds pour le bois de chauffage ou de pulpe, pourvu que le miroir du camion soit disposé de telle façon que son conducteur puisse voir, de son siège, tout véhicule venant à l'arrière.

Si la charge est recouverte d'une toile, cette dernière devra être solidement assujettie au véhicule de manière à ne pas dépasser les limites de hauteur et de largeur indiquées précédemment.

Dans les cas exceptionnels, où le transport de bâtiments, machineries lourdes, etc., par camion, ne peut pas se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur et largeur ci-dessus fixées, un permis spécial devra être obtenu dans chaque cas du directeur du service de la circulation, qui fixera les conditions dans lesquelles tel transport devra être effectué.

Pesanteur maximum:

Sujet aux restrictions imposées par les autorités compétentes quant à la résistance des ponts, les autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison circulant sur tout chemin public dans la province seront soumis aux règles suivantes:

a) Le poids appliqué sur une roue, par pouce de largeur de son pneu ne devra pas excéder 500 livres pour des pneus de moins de 6 pouces et 600 livres pour des pneus de 6 pouces et plus. Cette largeur sera celle estampée sur le pneu par le manufacturier;

b) Le poids appliqué sur tout essieu pourvu de roues simples ne devra pas excéder 12,000 livres et sur tout essieu pourvu de roues jumelles, 18,000 livres; si les essieux sont espacés à moins de 8 pieds, le poids maximum appliqué sur chaque essieu sera réduit à 9,000 livres dans le cas de roues simples et à 12,000 livres dans le cas de roues jumelles;

c) La pesanteur totale, y compris la charge, de tout véhicule de livraison ou de commerce ne devra pas excéder les ¾ des poids maxima prescrits pour tous ses essieux. Cette règle s'appli-

Whereas this regulation gives effect to the prescriptions of Section 48 of the Board's Act and to Paragraph 1 of Section 68 of the Motor Vehicle Act, the whole subject to all other prescriptions of this latter Act, in so far as they do not conflict with the present regulation;

Wherefore, the regulation so submitted and approved as aforesaid is now adopted as General Order No. 9 and the Board prescribes as follows:

Maximum dimensions:

The maximum dimensions of any autobus, commercial vehicle or delivery car, load included, operating on any public road in the Province shall be the following, provided that the nature, condition and dimensions of public roads and bridges so permit:

Total length, in feet:

Autobus or truck.....	33
Autobus and trailer, truck and trailer, tractor and trailer or tractor and semi-trailer.....	50

N.B. It is forbidden to operate on public roads with more than one trailer drawn by a truck or more than one trailer or semi-trailer drawn by a tractor.

Height, in feet.....	12½
Width, in feet.....	8

The width of the load may be extended to 8½ feet for firewood or pulp wood, provided the mirror of the truck be so adjusted that the driver, from his seat, is able to see any vehicle coming from the rear.

If the load is covered by a tarpaulin, such covering must be made fast so that it will not exceed the limits of height and width above-mentioned.

In exceptional cases where the moving of buildings, heavy machinery, etc., by truck, cannot be effected without exceeding the limits of length, height or width above-mentioned, a special permit must be obtained in each case from the Director of Highway Traffic, who shall fix the conditions under which such transport may be effected.

Maximum weight:

Subject to the weight restrictions, concerning vehicles, imposed by competent authorities because of the capacity limit of bridges, every autobus, commercial vehicle and delivery car operating on any public road in the Province shall comply with the following rules:

a) The weight on any wheel, per inch width of its tire, shall not exceed 500 lbs for tires of less than 6 inches nor 600 lbs for tires of 6 inches or more. Such width shall be that stamped on the tire by the manufacturer;

b) The weight upon any axle equipped with single wheels shall not exceed 12,000 lbs, and, on any axle equipped with twin wheels, 18,000 lbs; in the case of axles less than 8 feet apart, the maximum weight on each axle shall be reduced to 9,000 lbs if equipped with single wheels and 12,000 lbs if equipped with twin wheels;

c) The total weight, load included, of any commercial vehicle or delivery car shall not exceed ¾ of the maximum weight allowed on all its axles. This rule shall also apply in the case of a tractor

que également au cas du tracteur ou du camion traînant une remorque, mais le poids total des deux unités ne devra pas excéder 40,000 livres. La pesanté totale, y compris la charge, de tout autobus ne devra pas excéder 27,500 livres si l'empattement est d'au moins 210 pouces et si $\frac{3}{4}$ des poids maxima prescrits pour tous ses essieux si l'empattement est moindre que 210 pouces.

Les pesantés maxima indiquées précédemment aux paragraphes a, b et c, s'appliquent à des véhicules entièrement munis de bandages pneumatiques circulant sur les "chemins pour trafic lourd", classe 1, désignés comme tels par le Lieutenant-Gouverneur en conseil. Pour les véhicules munis entièrement ou partiellement de bandages solides, il faudra apporter une réduction de 25%.

Sur les "chemins pour trafic léger", classe 2, les pesantés maxima susmentionnées aux paragraphes a, b et c devront être réduits de 25% pour les véhicules munis entièrement de bandages pneumatiques et de 40% pour ceux munis entièrement ou partiellement de bandages solides.

Lanternes et réflecteurs de délimitation:

En outre des lanternes prescrites par l'article 27 de la loi concernant les véhicules automobiles, tout autobus, véhicule de commerce et véhicule de livraison, mesurant plus de 80 pouces de largeur, circulant dans un chemin public entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, devra porter à l'avant une lanterne à feu vert et à l'arrière une lanterne à feu rouge et un réflecteur rouge disposés à pas plus de 6 pouces du côté extrême gauche du véhicule, de manière à bien délimiter la partie de la route occupée de ce côté par le véhicule, le signal lumineux des dites lanternes et réflecteurs devant être visible à une distance d'au moins 500 pieds. La lanterne à feu rouge à l'arrière ne sera pas exigée sur les tracteurs lorsqu'ils traînent des semi-remorques ou remorques, pourvu que ces dernières portent le réflecteur rouge et la lanterne à feu rouge requis.

Lanternes d'identification:

En outre des lanternes prescrites par l'article 27 de la loi concernant les véhicules automobiles, tout autobus, véhicule de commerce et véhicule de livraison mesurant plus de 80 pouces de largeur ou plus de 30 pieds de longueur, circulant dans un chemin public entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, devra porter à l'avant trois lanternes à feu vert et à l'arrière trois lanternes à feu rouge alignées horizontalement et espacées de pas moins de 6 pouces les unes des autres et de pas plus de 12 pouces, le signal lumineux des dites lanternes devant être visible à une distance d'au moins 500 pieds. Ces lanternes devront être posées au centre et aussi près du sommet du véhicule que sa structure permanente le permettra.

Dans le cas d'une combinaison de véhicules, les trois lanternes d'avant devront être posées aussi près du sommet du véhicule remorquant que sa structure permanente le permettra et les trois lanternes d'arrière aussi près du sommet de la remorque ou semi-remorque que la structure permanente le permettra.

Lanternes d'urgence:

Tout autobus, véhicule de commerce ou véhicule de livraison, qui circule sur un chemin public, en dehors d'une cité, ville ou village, entre

or truck hauling a trailer, but the total weight of the two units shall not exceed 40,000 lbs. The total weight, load included, of any autobus must not exceed 27,500 lbs if the wheel-base measures at least 210 inches, and $\frac{3}{4}$ of the maximum weight allowed on all its axles if the wheel-base is less than 210 inches.

The maximum weights above-mentioned in paragraphs a, b and c shall apply to vehicles entirely equipped with pneumatic tires operating on "heavy traffic highways", class 1, designated as such by the Lieutenant-Governor in Council. For vehicles equipped entirely or partially with solid tires, a reduction of 25% shall apply.

On "light traffic highways", class 2, the maximum weights above-mentioned in paragraphs a, b and c, shall be reduced by 25% for vehicles equipped entirely with pneumatic tires and by 40% for those equipped entirely or partially with solid tires.

Clearance Lamps and Reflectors:

In addition to the lamps prescribed by Section 27 of the Motor Vehicle Act, every autobus, commercial vehicle or delivery car, measuring more than 80 inches in width, operating on a public road between one hour after sunset and one hour before sunrise, must carry in front a lamp showing a green light and in the rear a lamp showing a red light and a red reflector located within 6 inches of the extreme left side of the vehicle, in such a way as to show clearly the space occupied on the road by the vehicle on that side, the luminous signal of said lamps and reflectors to be visible at a distance of at least 500 feet. The lamp showing a red light in the rear shall not be required on tractors when they are drawing trailers or semi-trailers, provided such latter vehicles carry the lamp showing a red light, and the required red reflector.

Identification Lamps:

In addition to the lamps required by Section 27 of the Motor Vehicle Act, every autobus, commercial vehicle and delivery car measuring more than 80 inches in width or a length of more than 30 feet, operating between one hour after sunset and one hour before sunrise, must carry in front three lamps showing a green light and at the rear three lamps showing a red light, located as near the top of the vehicle as its permanent structure will permit and spaced not less than six or more than twelve inches apart along a horizontal line, the luminous signal of said lamps to be visible at a distance of at least 500 feet.

In the case of a combination of vehicles, the three front lamps shall be located as near the top of the traction vehicle as its permanent structure will permit and the three rear lamps as near the top of the trailer or semi-trailer as its permanent structure will permit.

Emergency Lamps:

Every autobus, commercial vehicle or delivery car operating on a public road between one hour after sunset and one hour before sunrise, outside

une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, devra être pourvu d'au moins deux torches (flares), lampes ou lanternes portatives, d'un type accepté par la Régie. Ces torches, lampes ou lanternes devront être d'une capacité suffisante pour servir, durant une période interrompue d'au moins huit heures, de signaux lumineux, visibles à une distance d'au moins 500 pieds.

S'il arrive qu'un autobus, véhicule de commerce ou véhicule de livraison se trouve en panne sur la partie carrossable d'un chemin public, en dehors d'une cité, ville ou village, entre une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever et que son système d'éclairage ne puisse être utilisé, dans ce cas les torches, lampes ou lanternes portatives susmentionnées devront être allumées et maintenues sur le chemin public jusqu'à une heure avant le lever du soleil. Une de ces lumières devra être placée à environ 100 pieds en avant et l'autre à environ 100 pieds en arrière du véhicule.

Dates de l'entrée en vigueur des prescriptions de la présente ordonnance:

Les clauses de la présente ordonnance, qui concernent les dimensions et la pesanté des véhicules automobiles, entreront en vigueur le 1er juillet 1940. Celles qui concernent les lanternes et réflecteurs entreront en vigueur le 1er mars 1941.

Modifications à la loi des véhicules automobiles:

Lorsque les prescriptions de la présente ordonnance viendront en vigueur, aux dates susmentionnées, elles auront pour effet de remplacer et rendre nuls les arrêtés ministériels, adoptés en vertu de l'article 68 de la loi des véhicules automobiles, qui portent les numéros et dates suivants:

No 1047 sanctionné le 20 juin 1925.
No 492 sanctionné le 13 mars 1934
No 595 sanctionné le 27 février 1936.
Québec, le 4 juillet 1940.

Le président, R.P.T.C.,
3711-o (s) LUCIEN DUGAS.

CORPORATION DE LA CITÉ DE SOREL

Avis aux Créanciers Obligataires

Avis est, par les présentes, donné, en vertu de la règle de pratique numéro 3 de la Commission Municipale de Québec, que la corporation de la Cité de Sorel, comté de Richelieu, a soumis, conformément aux dispositions du paragraphe "B" de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers obligataires un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée ayant eu lieu le 28 juin 1940. Le plan soumis est maintenant en vigueur après avoir reçu toutes les approbations requises par la loi.

Pour donner effet au dit plan de réorganisation financière, des obligations ont été émises et les créanciers obligataires sont priés de transmettre les obligations qu'il détiennent actuellement, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une banque, à M. Gaston Laurent, délégué de la Commission municipale de Québec, chambre 205, Nouveau Palais de Justice, 100 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Les coupons d'intérêt portant la date du 1er juin 1940 et toutes dates subséquentes, devront être attachés aux dites anciennes obligations qui seront transmises pour échange.

of a city, town or village, between one hour after sundown and one hour before sunrise, shall be provided with at least two flares, lamps or portable lanterns, of a type approved by the Board. These flares, lamps or lanterns must be capable of being used during an interrupted period of at least 8 hours as luminous signals visible at a distance of at least 500 feet.

Should an autobus, commercial vehicle or delivery car be stalled on the travelled part of a public road, outside a city, town or village, between one hour after sundown and one hour before sunrise and that its lighting system cannot be made use of, in such case the flares, lamps or portable lanterns above-mentioned must be lighted and so maintained on the public road up to one hour before sunrise. One of such lights shall be placed about one hundred feet in front of and the other about one hundred feet in the rear of the vehicle.

Date of coming into effect of the Requirements of the present Order:

The clauses of the present Order concerning the dimensions and the weight of motor vehicles shall come into force on the 1st of July, 1940. Those concerning lamps and reflectors shall come into force on the 1st of March, 1941.

Modifications to Motor Vehicle Act:

When the requirements of the present Order shall come into force, on the dates above-mentioned, they will then replace and cancel the Orders-in-Council adopted under Section 68 of the Motor Vehicle Act and bearing the following numbers and dates:

No. 1047 sanctioned the 20th of June, 1925.
No. 492 sanctioned the 13th of March, 1934.
No. 595 sanctioned the 27th of February, 1936.
Quebec, July 4, 1940.

(s) LUCIEN DUGAS,
3712-o President, P.T.C.B.

CORPORATION OF THE CITY OF SOREL

Notice to Bond Holders

Notice is hereby given, under rule of practice No. 3 of the Quebec municipal Commission, that the Corporation of the City of Sorel, County of Richelieu, has submitted in conformity with the provisions of paragraph "B" of Article 44 of the Quebec municipal Commission Act, to its bond holders a plan of financial reorganization, at a meeting which was held on June 28th 1940. The plan thus submitted is now in force after having been ratified and confirmed in the manner prescribed by law.

In order to carry out the said plan, new bonds have been issued and the creditors are requested to transmit immediately the bonds which they hold, by registered mail or through a Bank, to Mr. Gaston Laurent, delegate of the Quebec Municipal Commission, Room 205, New Court House, 100 Notre Dame St. East, Montreal.

The interest coupons, bearing the date of June 1st, 1940, and all later dated coupons, must be attached to the bonds which will be transmitted for exchange.

En échange les créanciers obligataires recevront de nouvelles obligations pour une valeur nominale égale à celles qu'ils détiennent actuellement. Les nouvelles obligations seront datées du 1er mai 1940.

De plus, ils recevront un chèque en paiement des intérêts au 1er mai 1940 sur les anciennes obligations. Ces intérêts seront calculés aux taux mentionnés sur les dites anciennes obligations.

Les porteurs enregistrés des anciennes obligations le seront également quant aux nouvelles obligations; cependant, s'ils préfèrent recevoir des titres au porteur, ils devront transmettre à M. Gaston Laurent, en même temps que leurs anciennes obligations, une formule de procuration dûment certifiée par une banque et autorisant le transport au porteur des dites anciennes obligations.

Les porteurs non enregistrés des anciennes obligations qui désirent se faire enregistrer comme détenteurs des nouvelles obligations auxquelles ils ont droit voudront bien en faire la demande lorsqu'ils transmettront leurs titres actuels pour être échangés.

Daté à Sorel, ce 23 juillet 1940.

La Corporation de la Cité de Sorel,

Le greffier,

3719-o

A.-O. CARTIER.

LOI DES SEIGNEURIES

Avis est par le présent donné que, par acte supplémentaire de vente passé en la cité de Montréal, le 11 juillet, 1940, par devant Maître E.-C. Common, notaire, sous le numéro 11317 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Champlain sous le numéro 109599, et au bureau d'enregistrement pour le comté de Portneuf, sous le numéro 98235, Laurentide Company Limited, de la cité de Montréal, a vendu, cédé, transporté et abandonné à Consolidated Paper Corporation Limited, de la cité de Montréal, présente et acceptant, les valeurs suivantes, savoir:

"Les cens et rentes dus depuis le 1er juin, 1932, affectant les terres des seigneuries de Ste-Anne de la Pérade et de Grondines, le tout tel que vendu et cédé au vendeur par Price Brothers & Company, Limited, suivant les termes d'un certain acte de vente supplémentaire, exécuté devant R. Meredith, notaire, le 12 février, 1929, et enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Champlain sous le numéro 89989, et au bureau d'enregistrement pour le comté de Portneuf sous le numéro 81522."

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED.

Par le trésorier,

3731-31-2-o

D. L. ADAMS.

La formation d'une société sous le nom de "Association des Employés de Bennett Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-neuf juillet 1940.

Le siège social de la société sera à Chambly Canton.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

3751-o

In exchange the bond holders will receive new bonds with a face value equal to their present bonds. The new bonds will be dated May 1st, 1940.

Furthermore, they will receive a cheque in payment of interest to May 1st, 1940, on the old bonds. The interest will be paid at the rates mentioned on the said old bonds.

The registered holders of the present bonds will be registered as holders of the new bonds; however, if they prefer to receive new bonds not registered they must transmit to Mr. Gaston Laurent, accompanying their bonds, a proxy, duly certified by a bank and authorizing the transfer to bearer of the present bonds.

The non-registered holders of present bonds who desire to be registered as holders of new bonds, which they have the right to do, will please make this request when they transmit their bonds for exchange.

Dated at Sorel, July 23rd, 1940.

The Corporation of the City of Sorel,

A. O. CARTIER,

3720-o

City Clerk.

THE SEIGNIORIES' ACT

Notice is hereby given that by Supplementary Conveyance passed in the City of Montreal, on July 11th, 1940, before Maître E. C. Common, Notary, under number 11317 of his minutes and registered in the Registry Office for the Registration Division of Champlain under number 109599, and in the Registry Office for the Registration Division of Portneuf under number 98235, Laurentide Company Limited, of the City of Montreal, sold, transferred, conveyed and assigned to Consolidated Paper Corporation Limited, of the City of Montreal, thereof accepting, the following, namely:

"All Seigniorial Rents in capital and interest due since the 1st of June, 1932, affecting lands in the Seigniories of Ste. Anne de la Pérade and Grondines, the whole as sold and conveyed to the Vendor by Price Brothers & Company, Limited, under the terms of a certain Supplementary Deed of Sale by the said Price Brothers & Company Limited to it executed before R. Meredith, Notary, on the 12th day of February, 1929, and Registered in the Registry Office for the Registration Division of Champlain under the number 89989 and in the Registry Office for the Registration Division of Portneuf under the number 81522."

CONSOLIDATED PAPER CORPORATION LIMITED.

D. L. ADAMS,

3732-31-2-o

Treasurer.

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Bennett Limited", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, this twenty ninth of July, 1940.

The principal place of business of the Association will be at Chambly Township.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

3752

Bureau-chef

Chief-Office

Le bureau principal de North River Motors Limited est situé sur la rue Principale, No 211, dans la ville de Lachute dans la province de Québec.

The Head Office of North River Motors Limited is situated at 211 Main Street in the Town of Lachute, in the Province of Quebec.

Lachute, le 23 juillet, 1940.

Lachute, July 23rd, 1940.

3723-o

Le secrétaire,
L.-E. BARCHARD.

3724-o

L. E. BARCHARD,
Secretary.

Charte—Abandon de

Charter—Surrender of

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Apollo Confectionary Inc.", fera application au secrétaire provincial pour l'abandon de sa charte et l'émission d'un certificat de désistement de ses lettres patentes.

Notice is hereby given that the Company Apollo Confectionary Inc., will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter and the issue of a certificate cancelling its letters patent.

Montréal, le 22 juillet 1940.

Montreal, July 22nd, 1940.

Le procureur de la requérante,
E. TROTTIER.

E. TROTTIER,
Attorney for petitioner.

3735-o

3736-o

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Avis public est par les présentes donné que Isabel Brooks Call (née Mitchell) épouse séparée de biens de Russell Burton Call, actuellement de Knowlton, dans la Province de Québec; et ledit Russell Burton Call aux fins d'autoriser sadite épouse; Louise Weldon (née Mitchell) épouse séparée de biens de Frederic Weldon, des cité et district de Montréal; et ledit Frederic Weldon aux fins d'autoriser sadite épouse; James Simpson Mitchell, des cité et district de Montréal; Isabel Winnifred Mitchell (née White) veuve de feu Malcom William Mitchell en son vivant de ladite cité de Sherbrooke, tant personnellement que comme tutrice de ses enfants mineurs issus de son mariage avec ledit feu Malcom William Mitchell, savoir: Malcom William Mitchell et John White Mitchell; Sherbrooke Trust Company et Clinton E. Soles, gérant de la Banque Canadienne de Commerce, à Sherbrooke, en leur qualité d'exécuteurs de la succession et en vertu du testament dudit feu Malcom William Mitchell; Dame Ann Low Mitchell (née Fuller) épouse séparée de biens dudit James Simpson Mitchell et dudit James Simpson Mitchell aux fins d'autoriser sadite épouse; et Douglas L. Ross, de ladite cité de Montréal, comptable agréé, en sa qualité de conseiller juridique dudit James Simpson Mitchell:

Public notice is hereby given that Isabel Brooks Call (née Mitchell) wife separate as to property of Russell Burton Call, presently of Knowlton, in the Province of Quebec; and the said Russell Burton Call for the purpose of authorizing his said wife; Louise Weldon (née Mitchell) wife separate as to property of Frederic Weldon, of the City and District of Montreal; and the said Frederic Weldon for the purpose of authorizing his said wife; James Simpson Mitchell, of the City and District of Montreal; Isabel Winnifred Mitchell (née White) widow of the late Malcom William Mitchell in his lifetime of the said City of Sherbrooke, both personally and as Tutrix to her minor children issue of her marriage with said late Malcom William Mitchell, viz: Malcom William Mitchell and John White Mitchell; Sherbrooke Trust Company and Clinton E. Soles, manager of The Canadian Bank of Commerce, at Sherbrooke, in their quality of Executors of the Estate and under the Will of said late Malcom William Mitchell; Dame Ann Low Mitchell (née Fuller) wife separate as to property of said James Simpson Mitchell and the said James Simpson Mitchell for the purpose of authorizing his said wife; and Douglas L. Ross, of the said City of Montreal, chartered accountant, in his quality of Judicial Adviser to said James Simpson Mitchell:

S'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi pourvoyant au partage des biens de la succession de feu Malcom W. Mitchell au bénéfice de ses cinq enfants, aussi bien qu'à certaines avances faites à même le revenu accumulé; et aussi pour rendre valide un transfert à Ann Low Mitchell, et pour autres fins.

Will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to provide for a partition of the estate of the late Malcom W. Mitchell for the benefit of his five children, as well as for certain advances out of accumulated revenue; to validate a transfer to Ann Low Mitchell, and for other purposes.

Les procureurs des requérants,
RUGG, MIGNAULT, HOLTHAM & GRUNDY.
Sherbrooke, Qué., le 31 juillet 1940. 3717-31-4

RUGG, MIGNAULT, HOLTHAM & GRUNDY,
Solicitors for Applicants.
Sherbrooke, Que., July 31st, 1940. 3718-31-4-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉ-ILETS,
Assistant-procureur
général.

1.—ATTENDU que l'Honorable Ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries, de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1925, article 2, chapitre 261), un plan du canton de Desandrouins, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

2.—ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec;

3.—ATTENDU que ce plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries;

4.—ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code Civil, des copies exactes de ce plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, le deuxième jour de juillet mil neuf cent quarante;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil de Notre Province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Desandrouins désigné ci-dessus, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code Civil de Notre Province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code Civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code Civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉ-ILETS,
Deputy Attorney
General.

1.—WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, article 2, chapter 261), a plan of a part of the Township of Desandrouins, in the Registration Division of Témiscamingue;

2.—WHEREAS an official book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

3.—WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries;

4.—WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue on the second day of the month of July, one thousand nine hundred and forty.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting that part of the Township of Desandrouins, above designated, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt-sixième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

3725-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI,

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

3726 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

VILLE D'AYLMER

Avis public est par les présentes donné par T. E. Ritchie, B. Com., Secrétaire-Trésorier de la ville d'Aylmer, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 16 juillet, 1940, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46A de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles situés dans la Ville d'Aylmer sur lesquels il était dû des arrérages pour taxes et qu'en conséquence les lots ou parties de lot ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle du conseil de l'Hôtel de Ville d'Aylmer, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, 1940 à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, pour taxes dues à la Ville d'Aylmer, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

Nom du propriétaire—Numéros du cadastre et subdivision:

KUNTZ, MADAME HENRY (FRS. X. ST. JACQUES):—2021.—7—Borné en avant vers le sud par la rue, vers l'est par le lot 2021-6, vers le nord par le lot 2021-16, vers l'ouest par la rue Victoria, (2021-65); mesurant soixante-six pieds en avant, par quatre vingt-dix-neuf pieds de profondeur, et contenant six milles cinq cent trente-quatre pieds de superficie (mesure anglaise (6534)).

KUNTZ, MADAME HENRY:—2021.—Partie—Un certain terrain dans la ville d'Aylmer, district d'Ottawa, étant composé des lots de cadastre numéros 2021, 2178 et 2176 de ladite ville d'Aylmer, laquelle propriété peut se décrire plus particulièrement comme suit:

Premièrement: Commencant à un point sur la ligne est du lot numéro 2021 et 138 pieds sur un parcours nord cinq degrés, quarante-six minutes est magnétiquement de l'intersection du coin sud est du lot 2021, avec la rive nord de la rivière Ottawa, où un piquet de fer fut planté, point A, section 1 du plan, annexé au contrat de vente entre La Hull Electric Company et La Victoria Hôtel Company (Limited) en date du 2 août 1897, et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement du comté de Wright; ensuite suivant la ligne est du lot numéro 2021 sur un parcours de cinq degrés nord, quarante-six minutes est, magnétiquement une distance de 815 pieds à un point où un piquet de fer fut planté, point B dudit plan, section première; ensuite sur un parcours de quatre-vingt-quatre degrés nord,

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec

TOWN OF AYLMER

Public notice is hereby given by T. E. Ritchie, B. Com., Secretary-Treasurer of the Town of Aylmer, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated July 16th, 1940, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 46A of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables situate in the Town of Aylmer on which are due arrears of taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Council Room of the City Hall of Aylmer, on the TWENTY SECOND day of AUGUST, 1940, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, for taxes due to the Town of Aylmer, unless same be paid with interest and costs before the sale.

Name of Proprietor—Cadastral and Subdivision Numbers:

KUNTZ, MRS. HENRY (FRS. X. ST. JACQUES):—2021.—7—Bounded on the front towards the South by street, towards the East by lot 2021-6, towards the North by lot 2021-16, towards the West by Victoria street (2021-65); measuring sixty-six feet in front, by ninety-nine feet in depth, containing in superficies six thousand five hundred and thirty-four feet English measure (6534).

KUNTZ, MRS. HENRY:—2021.—Part—That certain property in the Town of Aylmer, District of Ottawa, being composed of part of cadastral lots numbers 2021, 2178 and 2176 of the said Town of Aylmer, which said property may be more fully described as follows, to wit:

Firstly: Beginning at a point on the East side line of lot number 2021 and 138 feet on a course of north five-degrees, forty-six minutes east magnetically from the intersection of the south east corner of lot 2021, with the north shore of the Ottawa River, where an iron post has been planted, point A, part one on the plan annexed to the deed of sale made between the Hull Electric Company and the Victoria Hotel Company (Limited) dated on the 2nd day of August 1897, and registered in the registry office, for the Registration Division of the County of Wright; thence continuing along the east side line of lot number 2021 on a course of north five degrees, forty-six minutes east, magnetically a distance of 815 feet to a point where an iron bolt has been planted, point B on said plan, part one; thence on a

quatorze minutes ouest, magnétiquement une distance de 867 pieds à un point où un piquet de fer fut planté, point C sur ledit plan, section première; ensuite sur un parcours de quarante degrés sud, quatre minutes est magnétiquement, une distance de 1,111 pieds, point D, dudit plan, section première; ensuite continuant en une direction sud est et suivant une courbe ayant un rayon de 255 pieds, une distance de 80 pieds, plus ou moins, au point premier, A, contenant une superficie de 8 acres et 12-100 et borné au nord par la balance des lots numéros 2021, 2178 et 2176, vers l'est par la rue Elgin, au sud et à l'ouest, par la propriété de La Hull Electric Company, le tout tel que dénoté dans la section première dudit plan, avec bâtisses et améliorations y situées à la date de la vente.

Deuxièmement: Commencant à l'intersection du coin sud ouest du lot numéro 2021 et de la rive nord de la rivière Ottawa, où un piquet de fer fut planté, point E, dudit plan, section deuxième; ensuite sur un parcours de cinq degrés nord et quarante-six minutes est, magnétiquement, et longeant la côte est du lot numéro 2021, une distance de 68 pieds, point F dudit plan, partie deuxième; ensuite en une direction nord-ouest longeant une courbe ayant un rayon de 131 pieds, point G dudit plan, section deuxième, ensuite sur un parcours nord quarante degrés, quatre minutes ouest, magnétiquement une distance de 790 pieds à l'eau haute sur la rive nord de la rivière Ottawa, point H dudit plan, section deuxième; ensuite en une direction sud est longeant la rive nord de la rivière Ottawa pour une distance de 973 pieds, plus ou moins, au point de départ E, contenant en superficie 59-100 d'un acre, et borné au nord par la propriété de la Hull Electric Railway Company à l'est par la rue Elgin, au sud et à l'ouest par la rivière Ottawa, le tout comme dénoté sur ledit plan, section deuxième, y compris le privilège du rivage se rattachant audit morceau de terre avec les dépendances y situées. Moins cependant ce morceau dudit 2021 vendu par feu François Xavier St. Jacques à M. Charles Magee par acte de vente passé devant le notaire soussigné, le 29e jour de novembre 1902, No 3567 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wright, Lib.-B-Vol.7, No 6130, et comme désigné particulièrement dans ledit contract, qui n'est pas inclus et ne fait pas partie du présent acte. Et moins aussi la partie du lot 2021 ci-devant vendu par James K. Paisley, le défendeur dans la présente à R. & T. Ritchie Limited d'Aylmer par acte de vente passé devant le notaire F.-Albert Labelle, le 7e jour de mars 1913, étant No. 16644 de son répertoire et enregistré au Bureau d'enregistrement ci-devant mentionné, sous Lib.-B-Vol.-21-No. 20935 et comme dénoté particulièrement dans ledit contrat.

Donné à Aylmer, Québec, ce 18e jour de juillet, 1940.

Le délégué spécial,
T. E. RITCHIE, B. Com.
3633-30-2-o

Province de Québec, Comté de Lévis

VILLE DE LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Lévis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées,

course of north eighty four degrees, fourteen minutes west, magnetically a distance of 867 feet to a point where an iron bolt has been planted point C on said part one; thence on a course of south forty degrees, four minutes east magnetically a distance of 1,111 feet, point D, on said plan; part one; thence continuing in a south easterly direction along a curve the radius of which is 255 feet, a distance of 80 feet, more or less, to the point of beginning A, containing in superficies an area of 8 acres and 12-100 of an acre and bounded towards the north by the remaining portions of lots numbers 2021, 2178 and 2176, towards the east by Elgin street, and towards the south and west by the property of the Hull Electric Company, the whole as shown upon part one of said plan, with such buildings and improvements as may be thereon at date of sale.

Secondly: Beginning at the intersection of south east corner of lot number 2021 with the north shore of the Ottawa river, where an iron bolt had been planted point E, on said plan, part two; thence in a course of north five degrees forty-six minutes east, magnetically, extending along the east side line of lot number 2021, a distance of 68 feet, point F on said plan, part two; thence in a north westerly direction along a curve, the radius of which is 321 feet, a distance of 131 feet, point G on said plan, part two; thence on a course of north forty degrees, four minutes west, magnetically a distance of 790 feet to high water mark on the north shore of the Ottawa River point H on said plan, part two; thence in a south easterly direction following the north shore of the Ottawa River for a distance of 973 feet, more or less, to the point of beginning E, containing in superficies an area of 59-100 of an acre, and bounded towards the north by the property of the Hull Electric Railway Company towards the east by Elgin Street, and towards the south and west by the Ottawa River, the whole as shown on the said plan part two, together with all the riparian rights appertaining to said piece of land with appurtenances thereon. Less however that part of said lot 2021 sold by said late François Xavier St. Jacques to Mr. Charles Magee by deed of sale passed before the undersigned Notary, on the 29th day of November 1902, No. 3567 of his repertory, registered in the Registry Office of the County of Wright, Lib.-B-vol-7, No. 6130, and as particularly described in said deed, which is not included in the present sale and does not form part hereof. And less also that part of lot 2021 aforesaid sold by James K. Paisley the Defendant herein to R. & T. Ritchie Limited of Aylmer aforesaid by deed of sale passed before F. Albert Labelle, Notary on the 7th day of March 1913, being No. 16644 of his repertory and is registered in the Registry Office aforesaid, at Lib.-B-vol-21 No. 20935 and as particularly described in the said deed.

Given at Aylmer, Quebec, this 18th day of July, 1940.

T. E. RITCHIE, B. Com.,
Special Delegate.
3634-30-2-o

Province of Quebec, County of Levis

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given by the undersigned, Lévis Bourassa, Secretary of the aforesaid Town, that the properties hereinafter designated,

seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P. Q., VENDREDI, le TRENTIEME jour d'AOUT 1940, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville en la ville de Lauzon, P. Q.

will be sold by public auction in the hall of the City Hall, Town of Lauzon, County of Lévis, P. Q., on FRIDAY the THIRTIETH day of AUGUST, 1940, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), in payment of the municipal and school taxes and interest mentioned below and the costs to be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the Treasurer of the Town of Lauzon, at the City Hall, in the Town of Lauzon, P. Q.

Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville.—The following lots belong to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.

Propriétaires Owners	No Cadastres No. Cadastre	Subdivision	Taxes dues Taxes due
1.—Suc.-Est. Curé Pelletier	194	Pt.	\$ 16 65
2.—Suc.-Est. Curé Pelletier	175	Pt.	24 05
3.—Suc.-Est. Curé Pelletier	175	11 Pt.	476 25
4.—Suc.-Est. Curé Pelletier	175	10	516 10
5.—Suc.-Est. Curé Pelletier	175	13	42 25
6.—Suc.-Est. Curé Pelletier	194	7	673 80
7.—Desbiens, Jean	119	Pt.	190 00

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.—All the following lots belong to the official cadastre for the Incorporated Village of Lauzon.

8.—Suc.-Est. Curé Pelletier	1098	Pt.	70 61
9.—Théberge, Alfred	859	Pt.	177 47
10.—Théberge, Alfred	1108		21 30
11.—Bourget, Alfred	203		267 65
12.—Faucher, Honorius	233		207 87
13.—Samson, Achille Dame-Mrs.	258		238 69
14.—Fons, Antoni.	282		522 29
15.—Suc.-Est. Boutin, J. B.	300	B.	440 87
16.—Therault, Thomas Dame-Mrs.	653	Pt.	457 38
17.—Pelletier, Gilbert	682		9 31
18.—Théberge, Emile Dame-Mrs.	713	Pt.	592 24
19.—Théberge, Emile	714	Pt.	19 39
20.—Boutin, P. A.	714	Pt.	14 64
21.—Truchon, Chas. Dame-Mrs.	249	Pt.	31 42

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon.—All the following lots belong to the official cadastre for the East part of the Incorporated Village of Lauzon.

22.—Descarreaux, Joseph	184		295 76
-------------------------	-----	--	--------

Donné en la ville de Lauzon, ce 29ème jour de juillet, 1940.

Given at the Town of Lauzon, this 29th day of July, 1940.

3721-31-2-0

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

3722-31-2

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

Province de Québec.

Province of Quebec.

CITÉ DE SAINT-LAMBERT.

CITY OF SAINT LAMBERT.

Avis public est par les présentes donné par David M. Currie, secrétaire-trésorier de la corporation de la cité de Saint-Lambert, que la commission municipale de Québec, par un ordre daté du quatrième jour de juillet, mil neuf cent quarante, a ordonné au sous-signé—conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la commission municipale de Québec—de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des arrérages de taxes municipales ou scolaires, générales ou spéciales et que, en conséquence, les lots ou parties de lots ci-après mentionnés ou décrits seront vendus par encaissement public, en la salle du Conseil, en l'hôtel de ville, coin des avenues Aberdeen et argyle, Saint-Lambert, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT, mil neuf cent quarante, à DIX heures du matin, à moins que lesdites taxes ainsi que les intérêts et les frais soient payés avant la date de la vente.

Public notice is hereby given by David M. Currie, Secretary-Treasurer of the Corporation of the City of Saint Lambert, that the Quebec Municipal Commission by an order dated the fourth day of July, nineteen hundred and forty, has ordered the undersigned pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act to sell the immovables on which are due arrears of General or Special Municipal or School Taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned or described will be sold by public auction in the Council Chamber of the City Hall, corner of Aberdeen and Argyle Avenues, Saint Lambert, on the TWENTY EIGHT day of AUGUST, nineteen hundred and forty, at TEN o'clock in the forenoon, unless the said taxes be paid with interest and costs before the date of the sale.

Liste de la vente des taxes 1940 — 1940 Tax Sale List.

Rôle No Roll No.	Nom Name	Rue Street	Cadastre	Subdivision
2362	Philias Baillargeon.....	Walnut.....	162.....	2115, 2116.
2364	".....	".....	".....	2106 à-to 2112 inc.
249	J. H. Barnett.....	Beixton.....	161.....	517
557	W. A. Berry.....	Dominion.....	273.....	41, 42
234	H. L. Brooks.....	Bridge.....	258.....	10-2
2394	".....	Waterman.....	257.....	30, 31, 32
301	Alex. Burgess.....	".....	256.....	152
1382	".....	Bromley.....	264.....	457
1753	Delle-Miss M.-E. Butler.....	Montrose.....	".....	482
2215	J. C. Cameron.....	Ranelagh.....	266.....	188, 189
2100	W.B. Cayford.....	Third.....	259.....	261, 262
2203	".....	Stanley.....	258.....	138
".....	".....	St. Lawrence.....	256.....	76
".....	".....	".....	257.....	24
877	Dame-Mrs. M. E. Chadsey.....	Hudson.....	161.....	2040, 2041
278	J. E. Moriarty, syndic de—trustee to Craig Florists & Nurseries.....	Brixton.....	161.....	499 à-to 506 inc.
933	S. W. Cuthbert.....	Lapinière.....	270.....	98
853	Dame-Mrs. A.B. de Gagné.....	Hickson.....	259.....	173
407	L. C. de la Haye.....	Crescent.....	161.....	1708
".....	".....	".....	161.....	Pt. 1709
161 Partie 1709.—La demie nord-est du lot 161-1709 mesurant 14 pieds en front et en arrière d'une profondeur de 112.5 pieds du côté nord-est et 111 pieds du côté nord-ouest, bornée en front par Schmidt Crescent, en arrière par 161-1707, du côté nord-est par le lot 161-1708 et du côté sud-ouest par l'autre moitié du lot 161-1709.				
161 Part 1709.—North East Half of lot 161-1709 measuring 13 feet in front and in rear by a depth of 112.5 feet on its north east side and 111 feet on its south west side, bounded in front by Schmidt Crescent, in the rear by 161-1707, on the north East side by lot 161-1708 and on the South West Side by the other half of the lot 161-1709.				
2400	J. V. T. Déry.....	Waverley.....	266.....	233
1327	J.-B. Dubois.....	Merton.....	161.....	786, 787, 788
1892	G. L. Duncan.....	Riverside Drive.....	255.....	75
1969	Mme-Mrs. E. C. Ethier.....	Rothsay.....	261.....	315, 316
651	A. B. Fisher.....	Edison.....	258.....	100
".....	".....	".....	259.....	147
1616	S. R. Fraser.....	Osborne.....	264.....	421
1925	".....	Riverside Dr.....	263.....	5
1439	Mme-Mrs. H.-L. Gratton.....	Notre-Dame.....	162.....	6
78	Camille Grothé.....	Berkley.....	161.....	2052A
".....	".....	".....	".....	2053 à-to 2057 inc.
82	".....	".....	".....	2704 à-to 2711 inc.
2225	".....	Tiffin Road.....	".....	2703A, 2703B,
".....	".....	".....	".....	2712 à-to 2717 inc.
2242	".....	".....	".....	2058, 2059
334	J. H. Hayes.....	Casgrain.....	264.....	164
275	Dame-Mrs. L. C. & E. M. L. Henderson.....	Brixton.....	161.....	209
61	J. N. Howie.....	Bedford.....	263.....	29, 30
1781	G. Hyde & Dame-Mrs. G. Hyde.....	Regent.....	262.....	152
1939	La Cie Construction Santa Maria.....	Riverside.....	255.....	76
1010A	Roland Lamurrie.....	Logan.....	161.....	364, 365
779	L. J. MacDonald.....	Green.....	161.....	1591A, 1590A.
1216	".....	Mercille.....	162.....	1063
1604	J. Maisonneuve.....	Osborne.....	262.....	62, 63, 57 58
1785	".....	Regent.....	".....	143, 144
1845	".....	Rivernere.....	".....	4A
1914	".....	Riverside.....	".....	46
281	A. Mallinson.....	Brixton.....	161.....	1008, 1009
894	Samuel Manning.....	Irvine.....	264.....	96
1463	Jas. Mercer.....	Notre-Dame.....	162.....	34-3, 34-4.
1316	Wm. Monk.....	Merton.....	161.....	1669
580	W. Morrison.....	Dulwich.....	1295, 1296	1295, 1296
1131	J. T. McCalpin.....	Maple.....	162.....	1803, 1802
400	F. McGillacudy.....	Craigmore.....	260.....	14
668	F. W. McKeen.....	Upper Edison.....	248.....	7, 15 de-of 8
La demie sud-ouest du lot 248-8 mesurant 25 pieds en front et en arrière, par 166 pieds du côté sud-ouest et 169 pieds du côté nord-est. Bornée en front par l'Avenue Edison, en arrière par une ruelle, au sud-ouest par 248-7 et au nord-est par la moitié restante de 248-8.				
South West Half of Lot 248-8.—Measuring 25 feet in front and in rear by 166 feet on the South-West side and 169 feet on its North East side. Bounded in front by Edison Avenue, in the rear by a lane, on the South West by 248-7 and on the North-East by the remaining half of 248-8.				
1406	Joseph Nickson.....	Mortlake.....	161.....	1449
1031	Dame-Mrs. J. O'Neill.....	Logan.....	162.....	1647, 1648
1238	Ubald Paquin.....	Mercille.....	".....	948
908	W. N. Peterkin.....	Irvine.....	264.....	59
1357	E. W. Palford & R. O. Ritchie.....	Montrose.....	264.....	506A
552	W. B. Quinn.....	Dominion.....	273.....	66
111	Dame-Mrs. J. A. Reid.....	Birch.....	162.....	1120, 1114-21, 1119
".....	".....	".....	".....	1114-22, 1118,
".....	".....	".....	".....	1114-25.
1684	Dame-Mrs. M. E. B. Royle.....	Pine.....	162.....	1502
224	L. G. Ryan.....	Bolton.....	264.....	144, 143
257	W. R. Rynell.....	Brixton.....	161.....	1338, 1339
596	".....	Dulwich.....	".....	532
797	Salvation Army of Canada.....	Green.....	162.....	1042A, 1042B
410	Dame-Mrs. F. M. G. Schmidt.....	Schmidt Crescent.....	161.....	1714, 1713
638	W. E. Sharp.....	Edison.....	259.....	180
520	J. W. Shaw.....	Desaulniers.....	161.....	1309

Liste de la vente des taxes 1940 — 1940 Tax Sale List.

Rôle No Roll No.	Nom Name	Rue Street	Cadastre	Subdivision
733	J. W. Shaw.....	Green.....		1475, 1474, 1473
1309	".....	Merton.....	161.....	1627
1739	L. R. Sims.....	Queens.....	262.....	100
1791	".....	Regent.....		134
1323	L. R. Tarrant.....	Merton.....	161.....	644
1235	Julien Therrien.....	Mercille.....	162.....	955, 956
222	J. T. Thompson.....	Bolton.....	264.....	147
2232	Dame-Mrs. Mary Thompson.....	Tiffin Road.....	161.....	1567
1644	Dame-Mrs. M. Turnbull.....	Pine.....	162.....	1247, 1246
Lot 162 — 1/2 of 1246.—La demie ouest du lot 162-1246 mesurant 12 1/2 pieds par 85 pieds de profondeur — bornée en front par l'Avenue des Pins, en arrière par 162-1229, du côté ouest par 162-1247 et du côté est par la moitié restante du lot 162-1246.				
Lot 162 — 1/2 of 1246.—The West half of lot 162-1246 measuring 12 1/2 feet by 85 feet in depth—bounded in front by Pine Avenue, in rear by 162-1229, on the west side by 162-1247 and on the east side by the remaining half of lot 162-1246.				
1096	Villeray Construction.....	Macaulay.....	261.....	147 à-to 151 inc.
1286	".....	Merton.....	161.....	860
1081	(Ave Macaulay Ave, Prop.).....	Macaulay.....	261.....	56 à-to 58 inc.
1362	".....	Montrose.....	264.....	500
59	".....	Bedford.....	263.....	19 à-to 21 inc.
295	".....	Bromley.....	264.....	433 à-to 437 inc.
			263.....	132 à-to 136 inc.
308	A. T. Weldon.....	Bute.....	260.....	29
1655	W. J. Westaway.....	Pine.....	162.....	1674, 1675, Pt. 1673
Lot 162 — Partie 1673.—La partie ouest du lot 162-1673 mesurant 8 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur, bornée en front par l'Avenue des Pins, en arrière par 162-1676, du côté ouest par le lot 162-1674 et à l'est par la partie restante du lot 162-1673				
Lot 162 — Part 1673.—Westerly part of lot 162-1673 measuring 8 feet in width by 85 feet in depth bounded in front by Pine Avenue, in rear by 162-1676 on the west side by lot 162-1674 and on the east by the remaining portion of lot 162-1673.				
203	Succ.-Est. J. McCowan.....	Bolton.....	264.....	331, 332
1934	".....	Riverside.....	2.....	
2122	Sterling Realty.....	Stanley.....	258.....	Pt. 15B
Lot 258-15B de forme triangulaire excepté la partie appartenant au et formant partie de l'emprise du chemin de fer C.N.				
Lot 258 — 15B.—Of triangular form except part belonging to and forming part of the C. N. Railway roadbed.				
703	Succ.-Est. Geo. Brown.....	First.....	259.....	Pt. 54
Lot 259 — 1/2 54.—La demie nord du lot 259-54 mesurant 22 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur — bornée en front par la Première rue, en arrière par le lot 259-59, au nord par le lot 259-55 et au côté sud par la moitié restante du lot 259-54.				
Lot 259 — 1/2 54.—Northerly half of lot 259-54 measuring 22 feet in width by 100 feet in depth — bounded in front by First Street in rear by lot 259 — 59 on the North by lot 259-55 and on the South side by remaining half of lot 259-54.				
2334	Delle-Miss Mary Byrne.....	Victoria.....	182.....	Pt. S.-O.-S.W. 22
Lot 182 — Partie S.-O. 22.—La partie sud-ouest du lot 182-22 mesurant 45 pieds en front sur une profondeur de 95.5 pieds du côté ouest et 98 pieds du côté est, bornée en front par l'Avenue Victoria, du côté ouest par le lot 182-21, du côté est par le lot 182-23 et en arrière par le résidu dudit lot 182-22.				
Lot 182 — S. W. Part 22.—South-West part of lot 182-22 measuring 45 feet in front by a depth of 95.5 feet on its west side and 98 feet on its east side, bounded in front by Victoria Avenue, on the west side by lot 182-21, on the east side by lot 182-23 and in the rear by the residu of said lot 182-22.				
2334	Delle-Miss Mary Byrne.....	Victoria.....	182.....	Pt. S.-O. S. W. 21
Lot 182 — Partie S.-O. du 21.—La partie sud-ouest du lot 182-21 mesurant 45 pieds de largeur sur une profondeur de 93 pieds du côté ouest et 95.5 pieds du côté est, bornée en front par l'Avenue Victoria, du côté ouest par le lot 182-20, du côté est par le lot 182-22 et en arrière par le résidu dudit lot 182-21.				
Lot 182 — S.W. Part of 21.—South West part of lot 182-21 measuring 45 feet in width by a depth of 93 feet on its west side and 95.5 on its east side, bounded in front by Victoria Ave, on the west side by lot 182-20, on its east side by lot 182-22 and in the rear by the residu of said lot 182-21.				
2290B	Inconnu-Unknown.....	Victoria.....	256.....	Pt. 50
"	".....	Lemoine.....	161.....	2499, 2502
"	".....	Midway.....		2500 & 2501, 2405 & 2406
"	".....	Arundel.....		2404 & 2407
1213	Dame-Mrs. J. A. Reid.....	Mercille.....	162.....	1101, 1114-20, 1100 1114-23, 1099, 1114-24
1110	W. H. Burton.....	Macaulay.....	261.....	Pt. 67
Lot 261 — Partie 67.—La partie sud-est du lot de subdivision 67 au plan de subdivision du lot No 261 (S. E. 261-67) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil mesurant 76 pieds de largeur sur une profondeur de 70 pieds et 5 pouces et bornée comme suit: en front au sud par l'Avenue Macaulay, en arrière au nord par une partie non-subdivisée dudit lot numéro 261, d'un côté à l'est par une autre partie dudit lot de subdivision 67 mesurant 76 pieds de largeur et de l'autre côté à l'ouest par la partie restante dudit lot de subdivision 67.				
Lot 261 Pt. 67.—South Easterly part of the subdivision lot 67 on the subdivision plan of lot No. 261 (S. E. 261-67) on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil measuring 76 feet in width by a depth of 70 feet and 5 inches and bounded as follows: On front to the South by Macaulay Avenue, in rear to the North by an unsubdivided portion of said lot number 261, on one side to the East by another portion of said subdivision lot number 67 measuring 76 feet in width and on the other side to the West by the remaining portion of said subdivision lot number 67.				

Donné à Saint-Lambert, ce trentième jour de juillet, mil neuf cent quarante.

Le délégué spécial,

3729—31-2

DAVID M. CURRIE.

Given at Saint Lambert this thirtieth day of July, nineteen hundred and forty.

DAVID M. CURRIE,

Special Delegate.

3730—31-2-o

ERRATUM

Au sujet de l'avis de nomination de M. J.-B. Martineau comme officier spécial au département du procureur général, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 27 juillet 1940, page 2300, il faut lire: "M. J.-B. Martineau, de Montréal" et non pas "M. J.-B. Martineau, avocat, de Montréal." 3761-o

ERRATUM

With regard to the appointment of Mr. J. B. Martineau as Special Officer in the Department of the Attorney General, published in the *Quebec Official Gazette* of the 27th July, 1940, on page 2300, please read: "Mr. J. B. Martineau, of Montreal" and not "Mr. J. B. Martineau, advocate, of Montreal." 3762-o

Arrêté-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 18 juillet 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 juillet 1940.

Concernant l'adoption des règlements relatifs aux électriciens et aux installations électriques.

No 2780

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 18 juillet (1940), expose:

Attendu que, en vertu des articles 8, 10, 18b, 18c et 45 de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, (Chapitre 178 S.R.Q. 1925 et amendements), le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire tous les règlements nécessaires pour sa mise à exécution:

Attendu que le Bureau des examinateurs des électriciens a recommandé que les règlements actuellement approuvés par l'arrêté ministériel numéro 1254 du 30 juin 1939 et amendés par l'arrêté numéro 2627 du 25 novembre 1939 soient abrogés et remplacés par de nouveaux règlements qui assureront une mise en vigueur plus rationnelle de ladite loi;

L'honorable ministre du Travail a l'honneur de recommander:

1. Que les règlements ci-annexés, désignés sous le nom de "Règlements relatifs aux électriciens et aux installations électriques", soient approuvés par le Lieutenant-gouverneur en Conseil et deviennent en vigueur à compter du 1er juillet 1940;

2. Que les règlements approuvés par l'arrêté ministériel numéro 1254 du 30 juin 1939 et amendés par l'arrêté ministériel numéro 2627 du 25 novembre 1939 soient abrogés.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS en exécution de la Loi des Électriciens et des installations électriques.

SECTION I.

Dispositions générales

1.—Les règlements édictés par l'arrêté ministériel no 1926 du 6 septembre, 1933 et approuvés par le Lieutenant-Gouverneur le 7 septembre, 1933, publiés dans la *Gazette Officielle de Québec* le 23 septembre, 1933 sous le no 1926, et modifiés par l'arrêté ministériel no 234 du 30 janvier, 1934, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 3 février, 1934, par l'arrêté ministériel no 853 du 21 avril, 1934, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 5 mai, 1934, par l'arrêté ministériel no 2746 du 7 novembre, 1934, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 10 novembre, 1934,

Order-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated July 18th 1940, approved by the Lieutenant-Governor on July 20th 1940.

Concerning the approval of the regulations under the Act respecting Electricians and Electrical Installations.

No. 2780

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated July 18th (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to sections 8, 10, 18b, 18c and 45 of the Act respecting Electricians and Electrical Installations (Chapter 178 Q.R.S. 1925 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may make all the regulations required for its carrying out:

Whereas the Board of Examiners of the Electricians has recommended that the regulations actually approved by Order-in-Council No. 1254 of June 30th, 1939, and amended by orders Nos. 2627 of November 25th, 1939, be repealed and replaced by new regulations which shall assure a more rational enforcement of the said Act;

The Honourable Minister of Labour has the honor to recommend:

1. That the regulations attached hereto, designated as follows: "Regulations respecting Electricians and Electrical Installations", be approved by the Lieutenant-Governor in Council and become effective on and from July 1st 1940;

2. That the regulations approved by Order-in-Council No. 1254 of June 30th, 1939, and amended by Order-in-Council No. 2627 of November 25th, be repealed.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS under the Act respecting Electricians and Electrical Installation.

PART I

General provisions

1.—The regulations enacted by Order-in-Council No. 1926 of September 6th 1933 and approved by the Lieutenant-Governor on September 7th 1933, published in the *Quebec Official Gazette* of September 23rd 1933 under number 1926 and modified by Order-in-Council No. 234 of January 30th 1934, published in the *Quebec Official Gazette* of February 3rd 1934; by Order-in-Council no. 853 of April 21st 1934, published in the *Quebec Official Gazette* on May 5th 1934; by Order-in-Council No. 2746 of November 7th 1934, published in the *Quebec Official Gazette* on

par l'arrêté ministériel no 2756 du 22 décembre, 1938, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 31 décembre, 1938, par l'arrêté ministériel no 1254 du 30 juin, 1939, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 8 juillet, 1939 et par l'arrêté ministériel no 2627 du 25 novembre, 1939, publié dans la *Gazette Officielle de Québec* le 2 décembre, 1939, sont abrogés.

2.—Le Code Canadien de l'Electricité servira aux fins de l'article 32 de la présente Loi.

3.—Le terme "Service d'Inspection" contenu dans le Code Canadien de l'Electricité aura comme signification "le Bureau des Examineurs des Electriciens".

4.—Toutes les installations électriques déclarées défectueuses en exécution de l'article 9 de la loi devront être réparées dans le plus bref délai. La personne à qui le permis d'installation aura été accordé devra retourner au Bureau des Examineurs la copie de l'avis de défectuosité qu'elle en aura reçu en indiquant la date à laquelle les réparations seront complétées et l'installation prête pour re-inspection. Tout avis additionnel, en sus du premier, comportera une charge de \$1.00 et toute visite inutile sera considérée comme une inspection spéciale et sera l'objet du tarif mentionné à l'article 26 des présents règlements.

Il pourra être procédé en justice contre les contrevenants si les défectuosités n'ont pas été corrigées dans un délai de trente (30) jours de la date de l'avis qui aura été servi.

5.—Les pénalités prévues à l'article 34 de la Loi seront celles imposables dans le cas de poursuites pour infraction aux présents règlements.

SECTION II.

Approbations des Appareils

6.—Le terme "approuvé" en interprétation de l'article 10 de la Loi s'applique dans le sens de la définition de ce terme à la section I du Code Canadien de l'Electricité.

7.—Chaque unité des matériaux, appareils ou accessoires approuvés devra porter une étiquette, une plaque, un label ou une autre marque d'approbation reconnue par le Bureau des Examineurs.

SECTION III

Permis annuels et licences

8.—Permis annuels.

Tout propriétaire d'édifice public ayant un ou des électriciens, en permanence à son emploi, doit prendre un permis annuel. Dans le cas d'un industriel ayant des établissements dans diverses parties de la Province, le permis annuel peut être pris séparément pour chaque établissement, basé sur le nombre d'employés, tel que stipulé ci-après, ou un seul permis peut être pris pour tous les établissements dans leur ensemble, sur la même base.

Les honoraires de ce permis sont les suivants:

Jusqu'à—Up to	100 employés inclusivement, comprenant le personnel	\$ 10 00
De-From 101 à—to	250 " " " " " "	25 00
De-From 251 à—to	500 " " " " " "	50 00
De-From 501 à—to	1,000 " " " " " "	100 00
Chaque 500 employés additionnels, ou fraction de 500 employés—Each 500 additional employees or fraction thereof		50 00

Un groupe d'édifice publics et leurs dépendances, l'un de ceux-ci étant un édifice public, tel que défini par l'article 2 de la Loi, appartenant au même propriétaire et formant un ensemble dont les parties sont situées sur des terrains rapprochés et sont desservies par un même branchement de consommateur, constituera un seul édifice public pour les fins du présent règlement.

November 10th 1934; by Order-in-Council No. 2756 of December 22nd 1938, published in the *Quebec Official Gazette* on December 31st 1938; by Order-in-Council No. 1254 of June 30th, 1939, published in the *Quebec Official Gazette* of July 8th, 1939 and by Order-in-Council No. 2627 of November 25th 1939, published in the *Quebec Official Gazette* of December 2nd 1939, are repealed.

2.—The Canadian Electrical Code shall serve for the purposes of articles 32 of the present Act.

3.—The term "Inspection Department" contained in the Canadian Electrical Code shall mean "The Board of Examiners of Electricians".

4.—Electrical installations declared to be defective under article 9 of the act shall be repaired in the shortest possible delay. The holder of the installation permit shall return to the Board of Examiners the copy of the defect notice he shall have received mentioning thereon the date on which the repairs shall be completed and that on which the installation may be re-inspected. Every additional notice, in excess of the first, shall cost \$1.00 and every useless visit shall be considered as a special inspection and subject to the rate mentioned in article 26 of the present regulations.

Legal action may be taken against transgressors should the defects not be repaired within a delay of thirty (30) days from the date of the receipt of the notice.

5.—The penalties mentioned in article 34 of the Act may be enforced in the case of suits for violations of the present regulations.

PART II

Equipment approval

6.—The term "approved" mentioned in article 10 of the Act applies within the meaning of the definition of this term in section I of the Canadian Electrical Code.

7.—On each unit of approved materials, apparatus or accessories shall bear a ticket, a plate, label or other mark of approval acknowledged by the Board of Examiners.

PART III

Annual permits and licenses

8.—Annual permits:

Owners of public buildings employing permanently one or more electricians shall take an annual permit. In the case of a manufacturer whose establishments are located in various parts of the Province, the annual permit may be issued separately for each establishment, based upon the number of employees, as hereinafter set forth, or one permit only may be issued for all the establishments as a whole, on the same basis.

The fees for such permits shall be as follows:

Jusqu'à—Up to	100 employés inclusivement, comprenant le personnel	\$ 10 00
De-From 101 à—to	250 " " " " " "	25 00
De-From 251 à—to	500 " " " " " "	50 00
De-From 501 à—to	1,000 " " " " " "	100 00
Chaque 500 employés additionnels, ou fraction de 500 employés—Each 500 additional employees or fraction thereof		50 00

A group of public buildings and their dependencies, one of these being a public building, as defined in article 2 of the Act, belonging to the same owner and constituting a whole the parts of which being located on nearby lots and supplied by a same consumer's service, shall constitute but one public building for the purposes of the present regulations.

Le détenteur d'un permis annuel devra tenir un registre dans lequel seront inscrits tous les travaux d'installation, de réparation ou de modification qui auront été effectués dans les édifices faisant l'objet du permis annuel; ces travaux sont sujets à une inspection périodique d'après arrangement à cette fin avec le Bureau des Examineurs, ainsi qu'aux honoraires d'inspection stipulés à la section V des présents règlements.

L'électricien en charge devra être détenteur de la licence "A2" définie à l'article 9 des présents règlements.

Un nouveau permis annuel devra être pris chaque année entre le premier juillet et le premier août.

9.—*License "A2" pour édifices publics.*

La licence "A" définie à l'article 21 de la Loi est divisée en deux catégories: la licence "A" et la licence "A2" pour les édifices publics.

La licence "A2" peut être émise à toute personne qualifiée pour la licence "A" aux termes de la Loi, mais qui est à l'emploi d'un propriétaire d'édifice public. Le détenteur d'une telle licence ne peut faire d'installations électriques que dans les édifices appartenant à son employeur.

Cette licence est émise au nom de l'électricien et doit porter le nom de son employeur.

Les honoraires d'émission de cette licence sont de \$25.00.

Les applications pour permis en vertu de cette licence doivent être signées conjointement par l'électricien et le propriétaire. Le propriétaire est responsable des honoraires.

Si l'électricien quitte son emploi avant l'expiration de la licence, celle-ci sera annulée. L'engagement d'un autre électricien qualifié donnera lieu à l'émission d'une nouvelle licence "A2" au nom de ce dernier électricien et de son employeur, qui sera valable pour le temps qui restera à courir avant l'expiration de la licence annulée.

Les honoraires de \$25.00 ne sont payés qu'une fois, quel que soit le nombre de licences "A2" successives émises pour le même propriétaire durant une même année fiscale. Toutefois, les honoraires de \$1.00 seront exigibles pour l'émission de toute licence à la suite de l'engagement d'un nouvel électricien en charge, suivant l'émission de la licence "A2" originale, faite au cours de la même année fiscale.

Le propriétaire doit déclarer lors de l'émission de la licence les signatures des personnes autorisées à signer les applications.

10.—*License "B2".*

La licence "B" définie à l'article 21 de la Loi est subdivisée en deux catégories: la licence "B" régulière et la licence "B2".

La licence "B2" peut être accordée à toute compagnie, association ou corporation faisant affaires ou désirant faire affaires comme entrepreneurs d'installations électriques, pourvu qu'elle ait à son emploi un compagnon électricien détenant la licence "C"; celui-ci doit avoir rempli les conditions prévues pour l'émission de cette licence "B2".

En faisant la demande d'octroi d'une licence "B" ou "B2", on doit déclarer le nom de l'électricien justifiant l'émission de cette licence; cette licence est suspendue si cet électricien cesse d'être à l'emploi du détenteur de la licence et peut être remise en force dès que celui-ci aura fait la déclaration du nouvel électricien à son emploi.

The holder of an annual permit shall keep a register in which he shall inscribe all the installation, repair or alteration works which have been performed in the buildings covered by an annual permit; such works shall be inspected periodically as arranged with the Board of Examiners, and subject to inspection fees stipulated in part V of the present regulations.

The electrician in charge must hold license "A-2" defined in article 9 of the present regulations.

A new annual permit shall be taken each year between the first of July and the first of August.

9.—*"A-2" License for public buildings.*

License "A" defined in article 21 of the Act is divided in two categories: the regular "A" license and "A-2" License for public buildings.

License "A-2" may be issued to any person qualified for license "A" according to the provisions of the Act, but that person must be in the employ of a public building owner. The holder of such a license shall make electrical installations in buildings owned by his employer only.

The said license is issued in the name of the electrician and shall bear the name of his employer.

The fees for the issuance of this license are \$25.00.

Applications for permits under this license must be signed jointly by the electrician and the owner. The owner is responsible for the fees.

Should the electrician leave his employ before the expiration of the license, the latter shall be annulled. The hiring of another qualified electrician shall cause the issuance of a new "A-2" license in the latter's name and that of his employer and the said license shall be valid for the remainder of the period for which the annulled license was issued.

The fees of \$25.00 shall be paid but once, irrespective of the number of successive "A-2" licenses issued for the same owner during the same fiscal year. However, the fees of \$1.00 shall be required for the issuance of any license as a result of the hiring of a new electrician in charge, following the issuance of the original "A-2" license during the same fiscal year.

The owner shall declare, at the time of the issuance of the license, the signatures of the persons authorized to sign the applications.

10.—*"B-2" license.*

License "B" defined in article 21 of the Act is subdivided in two categories: the regular "B" license and license "B-2".

License "B-2" may be issued to any company, association or corporation doing or intending to do business as electrical contractors, provided it shall employ one journeyman-electrician holding license "C"; the latter must have complied with the conditions stipulated for the issuance of the said "B-2" license.

When applying for a "B" or a "B-2" license, the name must be given of the electrician in virtue of whose license the "B" or "B-2" is to be issued; the latter shall be suspended if the electrician leaves the employ of the holder of the "B" or "B-2" license, which may be validated on the declaration of the employ of another electrician.

11.—Pourcentages requis.

Tout compagnon électricien détenteur d'une licence "C" en vertu de laquelle demande est faite de l'octroi d'une licence "A", "A2", "B" ou "B2", doit subir un nouvel examen et obtenir le pourcentage stipulé ci-dessous, s'il n'a pas déjà obtenu le pourcentage lors de l'émission de sa licence "C" originale:

Pour une licence "A"	80% au minimum
" " " "A2"	70% " "
" " " "B"	80% " "
" " " "B2"	70% " "

Les pourcentages requis pour les licences "C", "D" et "E" sont de 60% au minimum, sauf dans les cas de la licence "D" pour les opérateurs d'appareils cinématographiques de 16 mm., utilisés pour fins religieuses, vocationnelles ou éducationnelles alors qu'une telle licence pourra être émise sans examen sur production d'un certificat de compétence.

SECTION IV

Apprentissage

12.—Pour licences "C" et "D".

L'apprentissage préparatoire à l'obtention de la licence de compagnon électricien et de la licence d'opérateur d'appareils cinématographiques, prévues à l'article 21 de la loi, sera régi de la façon suivante:

1.—Au cours des trente (30) jours suivant son entrée en apprentissage, l'apprenti devra s'inscrire au Bureau des Examineurs.

2.—Le Bureau des Examineurs fournira aux candidats un carnet d'apprenti auquel seront apposés:

(a) La photographie du candidat qui devra être fournie par lui-même et dont les dimensions seront déterminées par le Bureau.

(b) Le sceau du Bureau des Examineurs.

3.—Les honoraires de \$0.25 (vingt-cinq cents) seront exigés pour l'émission initiale.

4.—L'employeur de l'apprenti devra inscrire dans le carnet d'apprenti la date de l'entrée en service ainsi que la date où l'apprenti cessera son emploi, si tel est le cas; cette formalité sera renouvelable chaque fois que l'apprenti changera d'emploi.

5.—L'apprenti devra remettre son carnet au Bureau des Examineurs lorsqu'il aura terminé son apprentissage et qu'il sera détenteur d'une licence.

6.—La durée minimum de l'apprentissage pour les candidats à la licence "D" sera d'un an.

SECTION V

Honoraires d'inspection

13.—Permis d'installation.

Les honoraires d'émission du permis d'installation prévu à l'article 4 de la Loi seront de \$0.10 (dix cents). Cette somme doit toujours être versée intégralement pour chaque permis, en plus des honoraires d'inspection déterminés dans ces règlements, sauf pour les permis annuels.

Les honoraires d'inspection doivent toujours être payés d'avance et en entier par le détenteur de la licence à qui le permis est émis en vertu de l'article 4 de la Loi.

Il devra être pris autant de permis individuels, tel qu'exigé à l'article 4 de la Loi, qu'il y a d'installations distinctes et indépendantes; à cette fin, chaque branchement de consommateur détermine une installation distincte et indépendante, qu'il

11.—Percentage required:

Any journeyman electrician holding a "C" license and applying for an "A", "A-2", "B" or "B-2" license, must undergo another examination and obtain the percentage hereinafter stipulated, if he has not obtained the required percentage when the original "C" license was issued.

For license "A"	80% (minimum)
" " "A-2"	70% " "
" " "B"	80% " "
" " "B-2"	70% " "

The percentages required for "C" "D" and "E" licenses shall be 60%, minimum, except for license "D" issued to operators of cinematographic equipment of 16 mm. used for religious, vocational or educational purposes which may be issued without examination, but a certificate of competency shall be required.

PART IV

Apprenticeship

12.—For "C" and "D" licenses.

The apprenticeship, prior to the obtaining of the journeyman-electrician's and the moving-picture machine operator's licenses mentioned in article 21 of the Act, shall be governed as follows:

1.—Within 30 days following the beginning of his apprenticeship, the apprentice shall register as such with the Board of Examiners;

2.—The Board of Examiners shall supply the candidates with an apprentice book to which shall be affixed:

(a) the photograph of the candidate to be supplied by himself; its size shall be determined by the Board;

(b) The seal of the Board of Examiners.

3.—The fees of \$0.25 (twenty-five cents) shall be required for the initial issuance.

4.—The employer of the apprentice shall inscribe, in the apprentice's book, the date on which the apprentice enters or leaves his employ if such is the case; this formality be renewed each time the apprentice changes employer.

5.—The apprentice shall return his apprentice book to the Board of Examiners when he has ended his apprenticeship and holds a license.

6.—The minimum duration of apprenticeship for candidates to license "D" shall be one year.

PART V

Inspection fees

13.—Installation permits.

The issuance fees covering installation permits mentioned in article 4 of the Act shall be \$0.10 (ten cents). This sum must always be paid for each permit as an integral part, in addition to the inspection fees determined by these regulations except in the case of annual permits.

The inspection fees must always be completely paid in advance by the license holder to whom the permit is issued under article 4 of the Act.

As required under article 4 of the Act, a permit must be obtained for each complete installation; to this end, every consumer's service shall determine a distinct and independent installation, whether or not there be a meter installation and

y ait ou non installation de compteur à chacun, et les exigences du Code Canadien de l'Électricité doivent être suivies en rapport avec l'installation.

Le Bureau des Examineurs pourra refuser l'émission de permis à un entrepreneur qui est en retard dans le paiement d'honoraires depuis une période de trente (30) jours. Il pourra aussi refuser le raccordement permanent de tout installation pour laquelle une balance d'honoraires d'inspection resterait due.

14.—Branchements de service.

Capacité de l'interrupteur de branchement:

Jusqu'à—Up to	60 ampères inclusivement—amperes inclusively	\$1 00
De-From 61 à—to 100	" " " " " "	1 50
De-From 101 à—to 200	" " " " " "	2 00
De-From 201 à—to 400	" " " " " "	2 50
De-From 401 à—to 600	" " " " " "	4 50
De-From 601 à—to 1200	" " " " " "	6 50
1200	" et plus—and over	8 50

Si un branchement alimente un édifice par l'intermédiaire de transformateurs, la capacité des interrupteurs à basse tension, placés immédiatement après tels transformateurs, sera la capacité du branchement pour les fins du tableau ci-dessus.

Si une installation peut être alimentée de deux sources différentes, les honoraires du tableau ci-dessus seront exigés pour chacune de ces sources.

Si les compteurs des consommateurs résidant dans un même édifice sont placés dans la même chambre que le branchement de service de l'édifice lui-même, et si l'inspection des raccords desdits compteurs peut être faite au cours de la même inspection que celle du branchement de service mentionné, les taux d'honoraires pour le branchement de service seront basés sur la capacité de l'entrée principale de l'édifice, tel que stipulé plus haut, et les honoraires additionnels de dix centins seront exigés pour chaque compteur installé au branchement de consommateur desservi par ce branchement de service.

Si les compteurs des consommateurs ne sont pas placés dans la même chambre que le branchement de service de l'édifice, les honoraires mentionnés au tableau ci-dessus seront alors exigés pour chaque branchement de consommateur, en plus des honoraires fixés pour le branchement de service principal de l'édifice.

15.—Tableaux de distribution et de contrôle et tableaux-panneaux.

Chaque circuit \$0 10

16.—Transformateurs, condensateurs, redresseurs, convertisseurs et accumulateurs. Tarif par appareil.

Tension primaire ou secondaire: 750 volts ou moins.

Moindres que 1 kilowatt (K.W.) ou Kilovolt-ampère (K.V.A.) comme sorties. (Art. 17 des présents règlements, y compris la sortie d'installation.

1 jusqu'à—to 5 K.W. ou—or K.V. A. inclusivement-inclusively	\$1 00
Au-dessus de—Over 5 " " " " " "	1 50
" " " " " " " " " "	2 00
" " " " " " " " " "	2 50
" " " " " " " " " "	4 00

Tension primaire ou secondaire: 751 volts et plus.

Moindres que 1 Kilowatt (K.W.) ou Kilovolt-ampère (K.V.A.) comme sorties. (Art. 17 des présents règlements, y compris la sortie d'installation.

the requirements of the Canadian Electrical Code must be observed with regard to the installation.

The Board of Examiners may refuse the issuance of permits to a contractor delayed more than thirty (30) days in the payment of his fees. It may also refuse the permanent connection of any installation on which some inspection fees are unpaid.

14.—Service entrances.

Capacity of the Service Switches.

Should a service supply a building through the medium of transformers, the capacity of the low potential switches, connected on the secondaries of the transformers, shall be the capacity of the service for the purposes of the above schedule.

If an installation can be supplied from two different sources, the fees hereinabove mentioned shall be required for each of these sources.

Should the meters of consumers dwelling in the same building be located in the same room as the service entrance of the building itself, and should it be possible to make the inspection of the connection of the said meters during the same inspection visit as that of the said service entrance, the fees for the service entrance shall be based upon the capacity of the main service entrance of the building, as stipulated above, and the additional fee of ten cents shall be required for each meter connected to the main service entrance and served by it.

Should the consumers' meters not be located in the same room as the service entrance of the building, the fees mentioned in the above schedule shall then be required for each consumer's service, in addition to fees stipulated for the main service entrance of the building.

15.—Distribution and control panels and panel boards.

Each circuit \$0 10

16.—Transformers, condensers, rectifiers, converters and batteries. Rates for each apparatus.

Primary or secondary potential: 750 volts or less. Under 1 Kilowatt (K. W.) or Kilovolt-ampere (K. V. A.) as outlets. (Article 17 of the present regulations, including the installation outlet).

Primary or secondary potential: 751 volts and over.

Under 1 Kilowatt (K.W.) or Kilovolt-ampere (K.V.A.) as outlets. (Article 17 of the present regulations, including the installation outlet.)

		1 jusqu'à-to	10 K.-W. or-or K.V.A. inclusivement-inclusively.	
Au-dessus de—Over	10	20	30	50
"	20	30	50	60
"	30	50	100	70
"	50	100	200	80
"	100	200		100

Pour les honoraires d'inspection des transformateurs pour lampes à gaz, Néon ou autres similaires, voir l'article 19 des présents règlements.

For inspection fees of transformers for gas lamps, Neon or other similar, see article 19 of the present regulations.

17.—*Installation de fils. Pour l'inspection des sorties et des interrupteurs seulement.*

17.—*Wire installation. For inspection of outlets and switches only.*

1	\$0 50	51	\$6 70
2	0 65	52	6 80
3	0 80	53	6 90
4	0 95	54	7 00
5	1 10	55	7 10
6	1 25	56	7 20
7	1 40	57	7 30
8	1 55	58	7 40
9	1 70	59	7 50
10	1 85	60	7 60
11	2 00	61	7 70
12	2 15	62	7 80
13	2 30	63	7 90
14	2 45	64	8 00
15	2 60	65	8 10
16	2 75	66	8 20
17	2 90	67	8 30
18	3 05	68	8 40
19	3 20	69	8 50
20	3 35	70	8 60
21	3 50	71	8 70
22	3 65	72	8 80
23	3 80	73	8 90
24	3 95	74	9 00
25	4 10	75	9 10
26	4 20	76	9 20
27	4 30	77	9 30
28	4 40	78	9 40
29	4 50	79	9 50
30	4 60	80	9 60
31	4 70	81	9 70
32	4 80	82	9 80
33	4 90	83	9 90
34	5 00	84	10 00
35	5 10	85	10 10
36	5 20	86	10 20
37	5 30	87	10 30
38	5 40	88	10 40
39	5 50	89	10 50
40	5 60	90	10 60
41	5 70	91	10 70
42	5 80	92	10 80
43	5 90	93	10 90
44	6 00	94	11 00
45	6 10	95	11 10
46	6 20	96	11 20
47	6 30	97	11 30
48	6 40	98	11 40
49	6 50	99	11 50
50	6 60	100	11 60

La somme additionnelle de \$0.05 (cinq cents) doit être versée pour chaque sortie additionnelle au-dessus de 200.

Les honoraires d'inspection dans le cas de sorties montées sur canalisation en lisère seront basés sur le tarif des appareils d'éclairage seulement, article 18 des présents règlements.

18.—*Appareils d'éclairage.*

Les honoraires d'inspection suivants seront exigés d'après le nombre de douilles dans chaque appareil d'éclairage, en plus des honoraires d'inspection pour sorties et interrupteurs, dans chaque installation.

101	11 67	151	15 17
102	11 74	152	15 24
103	11 81	153	15 31
104	11 88	154	15 38
105	11 95	155	15 45
106	12 02	156	15 52
107	12 09	157	15 59
108	12 16	158	15 66
109	12 23	159	15 73
110	12 30	160	15 80
111	12 37	161	15 87
112	12 44	162	15 94
113	12 51	163	16 01
114	12 58	164	16 08
115	12 65	165	16 15
116	12 72	166	16 22
117	12 79	167	16 29
118	12 86	168	16 36
119	12 93	169	16 43
120	13 00	170	16 50
121	13 07	171	16 57
122	13 14	172	16 64
123	13 21	173	16 71
124	13 28	174	16 78
125	13 35	175	16 85
126	13 42	176	16 92
127	13 49	177	16 99
128	13 56	178	17 06
129	13 63	179	17 13
130	13 70	180	17 20
131	13 77	181	17 27
132	13 84	182	17 34
133	13 91	183	17 41
134	13 98	184	17 48
135	14 05	185	17 55
136	14 12	186	17 62
137	14 19	187	17 69
138	14 26	188	17 76
139	14 33	189	17 83
140	14 40	190	17 90
141	14 47	191	17 97
142	14 54	192	18 04
143	14 61	193	18 11
144	14 68	194	18 18
145	14 75	195	18 25
146	14 82	196	18 32
147	14 89	197	18 39
148	14 96	198	18 46
149	15 03	199	18 53
150	15 10	200	18 60

The additional sum of \$0.05 (five cents) must be paid for each additional outlet over 200.

The inspection fees in the case of outlets installed in lined-up wireways shall be based on the rate of lighting apparatus only, article 18 of the present regulations.

18.—*Lighting apparatus.*

The following inspection fees shall be required according to the number of sockets in each lighting apparatus in addition to inspection fees for outlets and switches, in each installation.

1.....	\$0 20	51.....	\$3 40	101.....	\$5 88	151.....	\$7 64
2.....	0 30	52.....	3 45	102.....	5 92	152.....	7 67
3.....	0 40	53.....	3 50	103.....	5 96	153.....	7 71
4.....	0 50	54.....	3 55	104.....	5 99	154.....	7 74
5.....	0 60	55.....	3 60	105.....	6 03	155.....	7 78
6.....	0 68	56.....	3 65	106.....	6 06	156.....	7 81
7.....	0 75	57.....	3 70	107.....	6 10	157.....	7 85
8.....	0 83	58.....	3 75	108.....	6 13	158.....	7 88
9.....	0 90	59.....	3 80	109.....	6 17	159.....	7 92
10.....	0 98	60.....	3 85	110.....	6 20	160.....	7 95
11.....	1 05	61.....	3 90	111.....	6 24	161.....	7 99
12.....	1 13	62.....	3 95	112.....	6 27	162.....	8 02
13.....	1 20	63.....	4 00	113.....	6 31	163.....	8 06
14.....	1 28	64.....	4 05	114.....	6 34	164.....	8 09
15.....	1 35	65.....	4 10	115.....	6 38	165.....	8 13
16.....	1 43	66.....	4 15	116.....	6 41	166.....	8 16
17.....	1 50	67.....	4 20	117.....	6 45	167.....	8 20
18.....	1 58	68.....	4 25	118.....	6 48	168.....	8 23
19.....	1 65	69.....	4 30	119.....	6 52	169.....	8 27
20.....	1 73	70.....	4 35	120.....	6 55	170.....	8 30
21.....	1 80	71.....	4 40	121.....	6 59	171.....	8 34
22.....	1 88	72.....	4 45	122.....	6 62	172.....	8 37
23.....	1 95	73.....	4 50	123.....	6 66	173.....	8 41
24.....	2 03	74.....	4 55	124.....	6 69	174.....	8 44
25.....	2 10	75.....	4 60	125.....	6 73	175.....	8 48
26.....	2 15	76.....	4 65	126.....	6 76	176.....	8 51
27.....	2 20	77.....	4 70	127.....	6 80	177.....	8 55
28.....	2 25	78.....	4 75	128.....	6 83	178.....	8 58
29.....	2 30	79.....	4 80	129.....	6 87	179.....	8 62
30.....	2 35	80.....	4 85	130.....	6 90	180.....	8 65
31.....	2 40	81.....	4 90	131.....	6 94	181.....	8 69
32.....	2 45	82.....	4 95	132.....	6 97	182.....	8 72
33.....	2 50	83.....	5 00	133.....	7 01	183.....	8 76
34.....	2 55	84.....	5 05	134.....	7 04	184.....	8 79
35.....	2 60	85.....	5 10	135.....	7 08	185.....	8 83
36.....	2 65	86.....	5 15	136.....	7 11	186.....	8 86
37.....	2 70	87.....	5 20	137.....	7 15	187.....	8 90
38.....	2 75	88.....	5 25	138.....	7 18	188.....	8 93
39.....	2 80	89.....	5 30	139.....	7 22	189.....	8 97
40.....	2 85	90.....	5 35	140.....	7 25	190.....	9 00
41.....	2 90	91.....	5 40	141.....	7 29	191.....	9 04
42.....	2 95	92.....	5 45	142.....	7 32	192.....	9 07
43.....	3 00	93.....	5 50	143.....	7 36	193.....	9 11
44.....	3 05	94.....	5 55	144.....	7 39	194.....	9 14
45.....	3 10	95.....	5 60	145.....	7 43	195.....	9 18
46.....	3 15	96.....	5 65	146.....	7 46	196.....	9 21
47.....	3 20	97.....	5 70	147.....	7 50	197.....	9 25
48.....	3 25	98.....	5 75	148.....	7 53	198.....	9 28
49.....	3 30	99.....	5 80	149.....	7 57	199.....	9 32
50.....	3 35	100.....	5 85	150.....	7 60	200.....	9 35

La somme additionnelle de \$0.02½ (deux centins et demi) sera exigée pour chaque douille additionnelle au-dessus de 200.

The additional sum of \$0.02½ (two cents and one half) shall be required for each additional socket over 200.

19.—Enseignes électriques et marques.

Les honoraires d'inspection de ces dernières sont comme suit:

19.—Electrical signs and marquees.

The inspection fees of the latter are as follows:

Fabrication des enseignes et des marques:

Les honoraires pour l'inspection faite au cours de la fabrication d'une enseigne fixe ou d'une marquise, seront de \$1.00 les cent lampes, ou fraction de 100 lampes, s'il s'agit de lampes à incandescence.

Manufacturing of signs and marquees:

The fees for the inspection made during the manufacturing of a stationary sign or marquee, shall be \$1.00 for each 100 lamps or fraction thereof in the case of incandescent lamps.

Les honoraires d'inspection au cours de la fabrication des enseignes à gaz, Néon ou autres similaires, seront de \$1.00 pour chaque transformateur.

The inspection fees during the manufacturing of gas, Neon or similar signs, shall be \$1.00 for each transformer.

Les honoraires d'inspection au cours de la fabrication de toute enseigne portative reliée au circuit d'alimentation par une prise de courant détachable seront basés sur le nombre total des unités portatives inspectées au cours de la même visite, d'après le tarif de l'article 17 des présents règlements.

The fees of the inspection made during the manufacturing of portable signs connected to the supply circuit by a detachable current tap shall be based upon the total number of portable units inspected during the same visit according to the schedule of fees of article 17 of the present regulations.

Installations:

Les honoraires d'inspection pour l'installation des enseignes fixes, y compris leur raccordement, si l'inspection de l'installation du circuit qui les alimente est faite en même temps que celle de leur raccordement, seront comme suit:

Chaque enseigne ordinaire.....	\$1.00
Chaque enseigne mue par moteur....	3.00

En cas de déménagement d'un de ces appareils qui serait raccordé à un autre circuit déjà existant, les honoraires d'inspection seront de \$0.50 dans le cas d'une enseigne fixe et de \$1.00 pour une enseigne mue par moteur.

Panneaux-réclame:

Les honoraires d'inspection des panneaux-réclame seront identiques à ceux fixés par les articles 17 et 18 des présents règlements. Sont considérés comme tels, les panneaux sur lesquels sont peintes et apposées des affiches et qui sont éclairés au moyen d'une installation électrique distincte.

20.—Eclairage divers:

Eclairage au moyen de projecteurs: Les honoraires d'inspection de toute sortie de moins de 500 watts seront basés sur le tarif des sorties et des interrupteurs, article 17 des présents règlements, et chaque sortie de 500 watts et plus \$0.50.

Eclairage par tubes fluorescents: Un circuit alimentant des unités de ce genre doit rencontrer les exigences de l'article 514A du Code Canadien de l'Electricité quant au nombre de sorties; la protection du fil utilisé sera au moyen d'un fusible maximum de 15 ampères dans le cas d'un circuit en fil No 14. La charge sera calculée d'après la longueur du tube, en se basant sur la capacité de la lampe en watts, plus un ($\frac{3}{4}$) tiers pour perte sur le circuit dans le cas des tubes de 15, 20 et 30 watts et de 20% dans le cas des tubes de 40 watts; ce calcul s'applique aux unités qui sont munies d'un appareil de correction du facteur de puissance. Si ce dernier n'y est pas, l'addition alors est des deux-tiers ($\frac{2}{3}$) dans le cas des tubes de 15, 20 et 30 watts, et de 50% cinquante dans le cas des unités de 40 watts.

Eclairage décoratif pour tombolas, expositions etc., de nature temporaire: Les honoraires d'inspection d'installation de fils et d'appareils d'éclairage seront aux taux de \$1.00 les 100 lampes ou fraction de 100 lampes.

Eclairage décoratif de nature permanente: Les honoraires d'inspection dans ce cas seront sur la base de ceux des appareils d'éclairage, article 18 des présents règlements, si l'espacement entre unités n'est pas plus de trente (30") pouces.

21.—Appareils de chauffage:

Sont considérés comme tels, les fournaux d'émaillage, ceux des fonderies, les chaudières à vapeur, les appareils de chauffage industriels ou autres, chauffés à l'électricité.

Moindres que 1 kilowatt, comme sorties (art. 17 des présents règlements) y compris la sortie d'installation.

De—From	1 jusqu'à—to	10 Kilowatts inclusivement-inclusively	
Au-dessus de—Over	10	20	\$ 1.00
"	20	40	1.50
"	40	100	2.00
"	100	200	3.00
"	200	500	5.00
"	500	1000	7.00
"	1000	2000	10.00
"	2000	chaque 100 kilowatts ou fraction additionnelle—each 100 kilowatts or additional fraction	15.00
			0.50

Installation:

The inspection fees for the installation of stationary signs, including their connection, if the inspection of the installation of the circuit supplying same is made at the same time as that of the connection, shall be as follows:

Each ordinary sign.....	\$1.00
Each motor-operated sign.....	3.00

In the case of the removal of one of these which would be connected to another existing circuit, the inspection fees shall be \$0.50 in the case of a stationary sign and \$1.00 for a motor-operated sign.

Signboards:

The inspection fees for signboards are identical to those fixed by articles 17 and 18 of the present regulations. Billboards on which advertising matter is painted or pasted and illuminated by a distinct electrical installation, shall be considered as signboards.

20.—Various lighting:

Projector lighting: The inspection fees for outlets of less than 500 watts shall be based on the rate for outlets and switches, article 17 of the present regulations, and each outlet of 500 watts and more, \$0.50.

Fluorescent tubing lighting: A circuit supplying such units shall be subject to the requirements of article 514A of the Canadian Electrical Code as to the number of outlets; the wire used shall be protected by a 15-ampere fuse (maximum) in the case of a circuit of a No. 14 wire. The load shall be figured on the length of the tube, based on the watt capacity of the lamp, plus $\frac{1}{3}$ (one-third) to cover loss on the circuit in the case of 15, 20, and 30 watts, and plus 20% in the case of 40 watt tubes; this figure applies to units equipped with an apparatus for power factor correction. If there is no such apparatus the addition shall then be of two-thirds ($\frac{2}{3}$) in the case of 15, 20 and 30-watt tubes, and of 50% in the case of 40-watt units.

Temporary decorative lighting (tombola, exhibitions etc.):

The inspection fees for the installation of wires and lighting apparatus shall be on the basis of \$1.00 for each 100 lamps or fraction thereof.

Permanent decorative lighting:

The inspection fees in this case shall be those stipulated for lighting apparatus, article 18 of the present regulations, if the space between units is not more than thirty (30) inches.

21.—Heating apparatus:

Ovens for enamelling, in foundries, steam boilers, industrial heating apparatus, or others electrically heated shall fall under this classification.

Under 1 Kilowatt, as outlets (article 17 of the present regulations) including the installation outlet.

Les honoraires d'inspection des appareils de chauffage tubulaire, des couches chaudes et des incubateurs, seront basés sur le tarif ci-dessus, mais établis sur la capacité globale, en kilowatts, de l'installation de chauffage couverte par le permis.

22.—*Poêles, réchauds et chauffe-eau électriques:*

Les honoraires d'inspection de ces appareils seront de \$1.00 chacun et comprendront leur raccordement si l'inspection de ce dernier est faite en même temps que celle du circuit l'alimentant.

En cas de raccordement seulement d'un de ces appareils déjà utilisés, les honoraires d'inspection, lors d'un déménagement, seront de \$0.50 chacun, pourvu que le circuit alimentant chacun d'eux soit déjà installé.

23.—*Dynamos. Tarif par appareil*
750 volts ou moins

Moindres que $\frac{1}{4}$ Kilovolt-ampère (K.V.A.) comme sorties. Art. 17 des présents règlements, y compris la sortie d'installation.

De—From	$\frac{1}{4}$	Jusqu'à—to	5	Kilovots-ampères inclusivement-amperes exclusively	\$1 00
Au-dessus de—Over	5	"	$7\frac{1}{2}$	"	1 20
"	"	$7\frac{1}{2}$	"	10	1 50
"	"	10	"	"	2 00
751 volts et plus					
Jusqu'à—Up to	"	"	50	Kilovots-ampères inclusivement-amperes-inclusively	\$10 00
Au-dessus de—Over	50	"	100	"	12 00
"	"	100	"	"	15 00

Les honoraires d'inspection pour l'excitatrice d'une dynamo sont compris dans les tableaux ci-dessus.

24.—*Moteurs. Tarif par appareil.*
750 volts ou moins

Moindres que $\frac{1}{4}$ cheval-vapeur (H.P.) comme sorties. Art. 17 des présents règlements, y compris la sortie d'installation.

De—Over	$\frac{1}{4}$	Jusqu'à—to	5	chevaux-vapeur-horse-power (H.P.) incl.	\$ 1 00
Au-dessus de—Over	5	"	$7\frac{1}{2}$	"	1 20
"	"	$7\frac{1}{2}$	"	10	1 50
"	"	10	"	"	2 00
751 volts et plus					
Jusqu'à—Up to	"	"	50	chevaux-vapeur-horse-power (H.P.) incl.	\$10 00
Au-dessus de—Over	50	"	100	"	12 00
"	"	100	"	"	15 00

Les honoraires d'inspection des moteurs d'enseignes et de ceux des pompes à gazoline seront ceux déterminés aux articles 19 et 25 respectivement des présents règlements.

25.—*Pompes à gazoline.*

Pompes ordinaires:

Installation d'une pompe.	\$1 00
Chaque pompe additionnelle installée dans une même station de service par le même entrepreneur, si inspectée lors de la même visite.	0 50
Chaque pompe installée dans une même station de service, sous un même permis, si elle est inspectée en même temps que d'autres travaux d'installation électrique couverts par le même permis.	0 50

Pompes mues par moteur:

Chaque unité.	1 50
Chaque unité additionnelle installée dans une même station de service par le même entrepreneur, si inspectée lors de la même visite.	1 00

The inspection fees for tubular heating apparatus, hot beds and incubators shall be based on the above rates but established upon the total kilowatt capacity of the installation of a heating system covered by the permit.

22.—*Electric ranges, heaters and motor heaters:*

The inspection fees for these apparatus shall be \$1.00 each and shall include their connection if the inspection of the latter is made at the same as that of the circuit supplying same.

For the connection only of these apparatus which are already in use, the inspection fees, at the time of its removal shall be \$0.50 each, provided the circuit supplying it be already installed.

23.—*Dynamos. Rate for each apparatus.*
750 volts or less.

Under $\frac{1}{4}$ Kilowatt-ampere (K.V.A.), as outlets, article 17 of the present regulations, including the installation outlet.

The inspection fees for the exciter of a dynamo are included in the above rates.

24.—*Motors. Rate for each apparatus.*
750 volts or less.

Under $\frac{1}{4}$ Horse-power (H.P.) as outlets, article 17 of the present regulation including the installation outlet.

The inspection fees for sign and gasoline pump motors shall be those determined in articles 19 and 25 respectively of the present regulations.

25.—*Gasoline pumps.*

Ordinary pumps:

Installation of a pump.	1 00
Each additional pump installed in a same service station by the same contractor, if inspected during the same visit.	0 50
Each pump installed in a same service station under the same permit, if inspected in the same time as other electrical installation work covered by the same permit.	0 50

Motor operated pumps.

Each unit.	1 50
Each additional unit installed in a same service station by the same contractor, if inspected during the same visit.	1 00

Chaque unité dans une même station de service, sous un même permis, si elle est inspectée en même temps que d'autres travaux d'installation électrique couverts par le même permis 1 00

Les honoraires d'inspection ci-dessus couvrent l'installation et le raccordement de ces unités ainsi que les sorties, les interrupteurs et les appareils d'éclairage qui forment partie de chacune d'elles.

26.—*Inspections spéciales.*

Tout travail d'installation, de modification ou de réparation électrique qui n'est pas décrit dans les divers tarifs des présents règlements sera considéré comme nécessitant une inspection spéciale. On appliquera alors le tarif horaire de \$2.00 et on pourra exiger, en plus, le remboursement des frais de déplacement de l'inspecteur. Les honoraires minima seront de \$1.00 dans chaque cas.

Si seule l'installation des conduits ou celle des moteurs ou d'autres appareils électriques est entreprise par une personne autre que celle qui fera ensuite l'installation des fils et le raccordement, les honoraires d'inspection seront basés sur le tarif horaire de \$2.00.

Les honoraires d'inspection de l'installation des fils et du raccordement des moteurs ou d'autres appareils électriques seront ceux déterminés ailleurs dans les présents règlements.

27.—*Inspection de l'équipement électrique des troupes théâtrales*

L'inspection de l'équipement électrique utilisé sur la scène d'un théâtre sera faite avant le commencement de la série de représentations données par un acteur ou une troupe, soit par exemple, le lundi matin. Il est défendu d'utiliser un tel équipement avant qu'il n'ait été inspecté. Les honoraires minima dans ce cas seront de \$1.00.

L'inspection de l'équipement électrique des troupes qui ont des engagements à longs termes sera faite sur la scène du théâtre tous les lundis matin durant toute la période de l'engagement et les honoraires minima pour chaque inspection hebdomadaire, suivant l'inspection initiale, seront de \$0.50.

28.—*Installation temporaire pour fins de construction.*

Les honoraires d'inspection exigibles dans ces cas seront basés sur la moitié des divers taux fixés par les présents règlements.

29.—*Eglises et chapelles.*

Une réduction de 10% dix pour cent sera accordée sur les honoraires d'inspection des installations électriques faites dans les églises ou les chapelles, lorsque ces honoraires s'élèveront à plus de \$1.00. Le total des honoraires d'inspection pour chaque octroi de permis pour installation de sorties et d'interrupteurs, ou d'appareils d'éclairage, articles 17 et 18 des présents règlements, ne devra pas excéder \$25.00.

30.—*Fermes des cultivateurs.*

Les honoraires maxima d'inspection chez les cultivateurs résidant sur une ferme en dehors d'une ville ou d'un village, seront de \$2.00 lors de chaque octroi de permis d'installation de sorties et d'interrupteurs, ou d'installation d'appareils d'éclairage.

31.—*Cirques, foires, carnivals, etc.*

Les cirques, foires et autres établissements de ce genre, se déplaçant d'un lieu à un autre, devront verser les honoraires d'un permis annuel,

Each unit in a same service station, under a same permit, if inspected at the same time as other electrical installation work covered by the same permit 1 00

The inspection fees hereinabove mentioned cover the installation and the connection of these units as well as outlets, switches and lighting apparatus forming part of each.

26.—*Special inspections.*

Any electrical installation, modification or repair work which is not described in the various rates of the present regulations shall be considered as requiring a special inspection. The hourly rate of \$2.00 shall then be applied and moreover the reimbursement of the travelling expenses of the inspector may be required. The minimum fees shall be \$1.00 in each case.

Should the installation of electric conduits only or that of motors or other electrical apparatus be undertaken by a person other than the one who will see later to the installation of wires and the connection, the inspection fees shall be based on the hourly rate of \$2.00.

The inspection fees for the installation of the wires and the connection of motors and other electrical apparatus shall be those determined elsewhere in the present regulations.

27.—*Inspection of the electrical equipment of theatrical companies.*

The inspection of electrical equipment to be used on stages of theatres will be made before the first of the performances to be given by an actor or troupe, for instance, on Monday morning. The use of such equipment prior to inspection is not permitted. The minimum fees in this case, shall be \$1.00.

For stock companies inspection of electrical equipment to be used on stages of theatres will be made every Monday morning for the period of the engagement. The minimum fees for each weekly inspection following the initial inspection shall be \$0.50.

28.—*Temporary installations for building purposes.*

The inspection fees in such cases shall be one half of the various rates fixed by the present regulations.

29.—*Churches and chapels.*

A reduction of ten (10) percent shall be granted on the inspection fees for electrical installations made in churches and chapels when such fees shall amount to more than \$1.00. The total amount of inspection fees for each permit covering the installation of outlets and switches or lighting apparatus, articles 17 and 18 of the present regulations, shall not exceed \$25.00.

30.—*Farms.*

The maximum fees of inspection for farmers living on a farm outside of town or village shall be \$2.00 for each issue of a permit of installation of outlets and switches or installation of lighting apparatus.

31.—*Circus, Fairs, Carnivals, Etc.*

Circus, fairs and any other similar establishments travelling from one place to another shall pay the fees of an annual permit as per schedule

d'après le tableau de l'article 8 des présents règlements. Ces établissements devront avoir une installation électrique transportable complète. L'électricien en charge devra obtenir une licence "A2" spéciale pour l'établissement. Pour chaque nouvel emplacement, un permis devra être obtenu. S'il y a un raccordement au réseau du distributeur, les honoraires de l'article 14 des présents règlements seront appliqués pour le permis, sinon, les honoraires d'inspection spéciale, article 26 des présents règlements, seront alors appliqués.

32.—Appareils à polir et à sabler les planchers.

Un permis annuel sera requis pour autoriser l'emploi des machines électriques raccordées temporairement à des installations existantes en un endroit ou un autre, dans le but d'exécuter des travaux, tels que: polir et sabler les planchers, dégrader et fileter les tuyaux et autres de ce genre, sauf dans le cas des détenteurs de licences d'entrepreneurs électriciens ou dans le cas de l'usage d'appareils avec raccordement détachable, mus par moteur de moins de $\frac{1}{4}$ de cheval-vapeur. Ce permis ne couvrira que le simple raccordement. Les honoraires de ce permis seront de \$10.00.

33.—Inspections annuelles.

Les honoraires d'inspection annuelle des installations électriques dans les édifices publics, telle que décrétée à l'article 13 de la Loi, sont basés sur la capacité totale du ou des branchements de service de l'édifice entier, comme suit:

De-From	31 ampères jusqu'à-ampères up to	100 ampères inclusivement-ampères inclusively.	30 ampères et moins-ampères and less.	\$ 2 00
"	101 " " " " 200	" " " " " 5 00		
"	201 " " " " 400	" " " " " 10 00		
"	401 " " " " 600	" " " " " 15 00		
	Au-dessus-de-Over 600	" " " " " 20 00		

Si un branchement de services alimente un édifice par l'intermédiaire de transformateurs, la capacité des interrupteurs à basse tension, placés immédiatement après ces transformateurs, sera la capacité du branchement pour les fins du tableau ci-dessus.

Les édifices d'un caractère religieux, charitable ou éducationnel, bénéficieront d'une réduction de cinquante (50%) si la capacité du ou des branchements de service de l'édifice excède 200 ampères.

L'inspection annuelle des installations électriques sera faite gratuitement dans les cas suivants:

1. Les garages qui ont une capacité de remisage de cinq (5) automobiles ou moins;
2. Les boutiques ou fabriques où l'on emploie moins de dix (10) personnes;
3. Les hôtels ne pouvant donner hébergement à plus de quatorze (14) hôtes;
4. Les propriétés des gouvernements provincial et fédéral;
5. Les édifices publics dont l'installation a été inspectée une première fois et pour laquelle les honoraires ont été payés et dont l'installation électrique n'accuse ou ne révèle aucune défec-tuosité sur re-inspection annuelle.

34.—Plans.

Le Bureau des Examineurs pourra exiger que quatre (4) copies des plans, mentionnés à l'article 3 de la Loi, soient soumises et approuvées avant l'émission du permis. L'entrepreneur devra tenir sur les travaux, à la disposition des électriciens, une copie du plan approuvé par le Bureau des Examineurs, et l'inspecteur pourra en tout temps exiger la production de cette copie.

of article 8 of the regulations. Such establishments shall have a complete portable electrical equipment. The Chief Electrician shall hold a special "A-2" license for that particular establishment. In each locality a new permit shall be secured. Fees mentioned in article 14 of the present regulations shall be payable should their equipment be connected to a public distribution system; if not, those mentioned in article 26 of the present regulations shall be applied.

32.—Equipment for polishing floors etc.

An annual permit shall be required to cover the authorization to use electrically operated machines connected temporary to existing establishments in various locations for the purpose of polishing floors, thawing water pipes, threading pipes, and other similar work, except in the case of holders of licenses as electrical contractors or where such apparatus is used with detachable connection and are operated by a motor of less than $\frac{1}{4}$ horse-power. This permit shall cover their connection only. The fee for such a permit shall be \$10.00.

33.—Annual inspection:

The annual inspection fees for electrical installations in public buildings, as decreed in article 13 of the Act, shall be based on total capacity of the service entrance or entrances of the entire building, as follows:

30 ampères et moins-ampères and less.	\$ 2 00
100 ampères inclusivement-ampères inclusively.	3 00
" " " " " 200	5 00
" " " " " 400	10 00
" " " " " 600	15 00
" " " " " 600	20 00

Should a service entrance supply a building through the medium of transformers, the capacity of the low potential switches located on the secondary side of these transformers shall be the capacity of the service entrance for the purposes of the above schedule.

Buildings of religious, charitable or educational character shall benefit of a reduction of fifty (50%) per cent if the total capacity of the service entrance or entrances of the building exceed 200 amperes.

The annual inspection of electrical installations shall be made free of charge in the following cases:

1. The garages with a storage capacity of 5 automobiles or less;
2. Workshops or factories where less than 10 persons are employed;
3. Hotels with a capacity of not more than 14 guests;
4. The properties of the Provincial or Federal Governments;
5. Public buildings, the electrical installations of which has been inspected a first time for which the fees have been paid, and the electrical installation of which is found to be in good order on annual reinspection.

34.—Plans:

The Board of Examiners may require that four (4) copies of the plans mentioned in article 3 of the Act be submitted and approved before the permit is issued. The contractor shall leave on the field, at the disposal of the electricians, 1 copy of the plan approved by the Board of Examiners and the inspector may, at any time, require the production of such copy.

Le Bureau des Examineurs pourra établir de quelle manière ces plans devront être faits et déterminer les renseignements qu'ils devront renfermer. Chaque plan pourra être complété par un cahier des charges ou un devis descriptif.

L'entrepreneur, sur demande du Bureau des Examineurs, devra fournir les plans de détails de certains appareils ou de certaines parties d'installation.

Dans le cas d'un édifice public, si les honoraires d'inspection exigibles en vertu des présents règlements s'élèvent à dix (\$10.00) dollars ou plus, un montant égal à cinquante (50%) pour cent de ces honoraires sera exigé en plus pour l'examen et l'approbation des plans. Ces honoraires seront payables dès l'émission du permis.

S'il est pris plus d'un permis pour le même travail d'installation électrique afin que les honoraires exigibles, en vertu des présents règlements, s'élèvent à moins de dix (\$10.00) dollars et si la somme globale des honoraires de ces divers permis s'élève alors à dix (\$10.00) dollars ou plus, la somme additionnelle de cinquante (50%) pour cent prescrite à l'alinéa précédent sera exigible pour chaque permis.

Tout détenteur de la licence temporaire mentionnée à l'article 23 de la Loi devra payer pour l'examen et l'approbation de tout plan le double tarif ci-dessus mentionné.

35. Les présents règlements deviendront en vigueur le premier juillet, 1940.

18 juillet 1940.

3727-o

The Board of Examiners may establish the method of preparing these plans and of determining the information to be contained. Each plan may be completed by a specification or a description of the work.

The contractor, upon request of the Board of Examiners, shall submit the detailed plans of certain apparatus or parts of installation.

In the case of a public building, if the inspection fees requirable under the present regulations amount to ten (10) dollars or more, an amount equal to fifty (50) per cent of these fees shall be required in excess thereof for the examination and the approval of the plans. These fees are payable when the permit is issued.

Should more than one permit be taken for the same electrical installation work so that the fees requirable under the present regulations amount to less than \$10.00 and if the lump sum of the fees of these various permits amount to ten (10) dollars or more, the additional sum of (50) per cent fixed by the preceding paragraph shall be required for each permit.

The holders of the temporary license mentioned in article 23 of the Act shall pay, for the examination and the approval of all plans, double the rate hereinabove mentioned.

The present regulations shall become effective on July first, 1940.

3728-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 mai 1940.

M. Auguste Guyon, inspecteur de la police judiciaire à Montréal: "directeur de la police des liqueurs à Montréal", avec résidence à Montréal ou dans les environs, pour exercer, sous la direction et le contrôle du procureur général, les fonctions de commandant de la police des liqueurs, dans le district de Montréal, à compter du 18 mai 1940.

Québec, le 30 mai 1940.

M. Antoine Richard, maître de poste, de St-Guillemme Nord: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 25 juin 1940.

MM. l'honorable Pierre-Emile Côté, C.R., ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries de la province de Québec: président de la Commission des eaux courantes de Québec; Olivier Lefebvre, I.C., de Montréal, ci-devant membre de la Régie provinciale de l'électricité: vice-président de la Commission précitée, et Stewart F. Rutherford, de Montréal: membre de ladite Commission, tous trois à compter du 22 juin 1940.

Québec, le 12 juillet 1940.

M. Henri Loudin, ex-secrétaire de la Fédération des Chambres de Commerce de la province de Québec, de Québec: membre de la Commission du Salaire Minimum à compter du 15 juillet 1940, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi 4 Geo. VI, chapitre 39.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Québec, May 27, 1940.

Mr. Auguste Guyon, inspector of judicial police at Montreal: to be "Director of the Liquor Police at Montreal", with residence in Montreal or its outskirts, to exercise, under the direction and control of the Attorney General, the duties of Commandant of the Liquor Police, in the district of Montreal, from and after the 18th of May, 1940.

Québec, May 30, 1940.

Mr. Antoine Richard, Postmaster, of St-Guillemme Nord: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Québec, June 25, 1940.

Messrs the Honourable Pierre-Emile Côté, K.C., Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries of the Province of Quebec: to be President of the Quebec Streams Commission; Olivier Lefebvre, C.E., of Montreal, heretofore member of the Provincial Electricity Board: to be Vice-President of the aforesaid Commission, and Stewart E. Rutherford, of Montreal: to be member of the said Commission, all three from and after the 22nd of June, 1940.

Québec, July 12, 1940.

Mr. Henri Loudin, Ex-Secretary of the Federation of Boards of Trade of the Province of Quebec, of Quebec: to be member of the Fair Wage Board, from and after the 15th of July, 1940, pursuant to the provisions of article 4 of the Act 4 Geo. VI, chapter 39.

M. C. Wayne Hall, de Lennoxville: Surveillant de l'anglais, au Département de l'Instruction Publique, nommé à compter du 1er juillet.

Mr. C. Wayne Hall, of Lennoxville: to be appointed as Supervisor of English, in the Department of Education, the appointment to date from July 1st.

Québec, le 20 juillet 1940.

Quebec, July 20, 1940.

M. Elzéar Beauregard, C.R., de Montréal: commissaire du bureau de censure des vues animées et président de ce bureau, à compter du 1er août 1940.

Mr. Elzéar Beauregard, K.C., of Montreal: to be Commissioner of the Board of Censors of moving pictures and President of the said Board, from and after the 1st of August, 1940.

M. D. Léon Langlois, de Québec: juge de paix avec juridiction étendue à toute la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

Mr. D. Léon Langlois, of Quebec: to be Justice of the Peace with jurisdiction extending over the whole Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

M. Paul Cagnon, demeurant au numéro 741 avenue Stuart, Outremont, registraire pour la mise en vigueur de la Loi de mobilisation: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

Mr. Paul Cagnon, residing at No. 741 Stuart avenue, Outremont, Registrar for the enforcement of the Mobilization Act: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

MM. François Landry, comptable, de Rivière-Blonde: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Kamouraska; Emile Bélanger, de St-Pierre du Lac, et Georges Sirois, de St-Irénée de Nemtaye, tous deux cultivateurs: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Rimouski; Arthur Lussier, rentier, Louis-Georges Hébert, commerçant, du village de Ste-Hélène, L.-Paul Lanoie et Noël Prouillard, cultivateurs, de la paroisse de Ste-Hélène: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de St-Hyacinthe.

Messrs François Landry, accountant, of Rivière-Blonde: to be Peace Commissioner for the judicial district of Kamouraska; Emile Bélanger, of St-Pierre du Lac, and Georges Sirois, of St-Irénée de Nemtaye, both farmers: Peace Commissioners for the judicial district of Rimouski; Arthur Lussier, annuitant, Louis-Georges Hébert, trader, of the Village of Ste-Hélène, L. Paul Lanoie and Noël Prouillard, farmers, of the parish of Ste-Hélène: to be Peace Commissioners for the judicial district of St-Hyacinthe.

MM. Jos. Deraiche, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Port-Daniel est (Bonaventure): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; J.-Odilon Lemire, inspecteur du comité paritaire de l'industrie de l'automobile, 1482, Closse, Montréal, et Jacques Tousignant, secrétaire, 1417, Blvd Pie IX, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Lt-Col. J.-P.-J. Godreau, commandant du Régiment de Montmagny, de Québec: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Montmagny et de Québec; Gérard Dorion, Lt-Adjudant des Voltigeurs de Québec, J.-Robert Cagnon, Sous-Lieutenant des Voltigeurs de Québec, Gustave Turgeon, agent d'assurances, 125, Maréchal Foch, L.-A. Plamondon, 111, Côte de la Montagne, et Jean-Marie Bouchard, secrétaire de la Commission des pensions de vieillesse, tous les cinq de la cité de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Paul-E. Dufresne, sec.-trés. du comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec, 437, St-Jacques-Ouest, Montréal: juge de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; l'abbé Joseph-Alfred Roy, ptre-curé de la paroisse de Ste-Germaine de Palmarolle: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, et Henri Bureau, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145). 3759-0

Messrs Jos. Deraiche, Inspector of the Old Age Pension Board, of Port Daniel East (Bonaventure): to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; J. Odilon Lemire, Inspector of the Joint Committee of the Automobile Industry, 1482 Closse, Montreal, and Jacques Tousignant, Secretary, 1417 Blvd Pie IX, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Lt-Col. J. P. J. Godreau, Commandant of the Montmagny Regiment, of Quebec: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Montmagny and Quebec; Gérard Dorion, Lt-Adjutant of the Voltigeurs de Québec, J. Robert Cagnon, Sub-Lieutenant of the Voltigeurs de Québec, Gustave Turgeon, insurance agent, 125 Maréchal Foch, L. A. Plamondon, 111

Mountain Hill, and Jean-Marie Bouchard, Secretary of the Old Age Pension Board, all five of the City of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Paul E. Dufresne, Sec. Treas., of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, 437 St-Jacques West, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Rev. Abbé Joseph Alfred Roy, Priest-Curé of the Parish of Ste-Germaine de Palmarolle: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, and Henri Bureau, Inspector of the Old Age Pension Board, of Trois-Rivières: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145). 3760

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

Canada, Province de Québec, } G. G. MELAN-
No R-373 } CON, épiciier de la
ville de Rouyn, (demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs HECTOR LAROCHELLE, de Glenwood, (défendeur dans l'instance originaire), saisi.

Comme appartenant audit défendeur:

Une bâtisse en planches, à deux étages, mesurant environ vingt-quatre pieds (24) de largeur, par environ vingt-six pieds (26) de longueur, située sur le lot six cent quatre vingt-quatorze (694) du bloc-neuf (9) du canton Rouyn, dans la localité dite Glenwood; avec circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Michel-Archange de Rouyn, Comté de Temiscamingue, le QUATORZIÈME jour du mois d'AOUT, 1940, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, P.Q., le 8 juillet 1940. 3411-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, } A. -A. DROUIN, marchand, d'Amos,
District d'Abitibi } (demandeur) saisissant;
No 4611 } vs MINRAND GOLD
LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse; et CROSSROADS GOLD MINES LTD., corporation légalement constituée en vertu d'une charte de la province d'Ontario, et ayant autrefois une place d'affaires à Val d'Or, mais sans place d'affaires connue en ce moment, dans la province de Québec, (Tierce-Saisie), Saisie.

Comme appartenant à ladite (Tierce-Saisie) Saisie.

Les demi-nord des lots 27 et 28, du rang VII, du canton Dubuisson, claims miniers au sujet desquels des lettres patentes ont été émises le 30 décembre 1933, claims désignés maintenant depuis l'établissement du cadastre en 1935 et de sa correction en 1940 comme étant le premier le lot 27-C, du rang VII, du canton Dubuisson, et contenant 44 acres, et le second le lot 28-C, du rang VII, du canton Dubuisson, et contenant 45.5 acres, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Martin de Malartic, district d'Abitibi, MARDI, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE, 1940, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, le 30 juillet, 1940. 3737-31-2-o
[Première publication, le 3 Août 1940]

Superior Court.—District of Abitibi

Canada, Province of Quebec, } G. G. MELAN-
No. R-373 } CON, grocer, of the
Town of Rouyn, (plaintiff in original suit) seizing; vs HECTOR LAROCHELLE, of Glenwood, (defendant in original suit) seized.

As belonging to said defendant:

A two-story building, in boards, measuring about twenty four (24) feet in width by about twenty six (26) feet in length, situate upon lot six hundred and ninety four (694) of Block nine (9) of the Township of Rouyn, in the locality called Glenwood—with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Michel Archange de Rouyn, County of Temiscamingue, on the FOURTEENTH day of the month of AUGUST, 1940, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, P.Q., July 8th, 1940. 3412-28-2
[First publication, July 13th, 1940]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, } A. -A. DROUIN, merchant, of Amos,
District of Abitibi, } Plaintiff. Seizing; vs
No. 4611 } MINRAND GOLD LIMITED, a body duly incorporated having its principal place of business in the City and district of Montreal, defendant; and CROSSROADS GOLD MINES LTD., a body duly incorporated under a charter of the Province of Ontario, and heretofore having a place of business at Val d'Or, but no known place of business at the present time, in the Province of Quebec, (Garnishee), Seized.

As belonging to the said (Garnishee) seized:

The north half of lots 27 and 28, of Range VII, of the Township of Dubuisson, Mining Claims with regard to which letters patent were issued the 30th of December, 1933, Claims now designated since the establishment of the cadastre in 1935 and its correction in 1940, as being firstly lot 27-C, of Range VII, of the Township Dubuisson, and containing 44 acres, and secondly lot 28-C, of Range VII, of the Township Dubuisson, and containing 45.5 acres—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Martin de Malartic, district of Abitibi, TUESDAY, the THIRD day of SEPTEMBER, 1940, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, July 30, 1940. 3738-31-2-o
[First publication, August 3rd, 1940]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { **PHILIPPE LACHAN-**
No 2862 { **CE**, marchand de
Princeville, demandeur; vs **ALBERT MORIS-**
SETTE, de St-Louis de Blandford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans le 12ième rang du canton de Blandford, paroisse de St-Louis, connue et désignée sous le numéro dix-sept A (17A) du cadastre officiel du canton de Blandford, paroisse de St-Louis, 12ième rang, avec bâtisses dessus érigées.

2. Une terre située dans le 12ième rang du canton de Blandford, paroisse de St-Louis connue et désignée sous les numéros seize A (16A) et seize B (16B) du cadastre officiel du canton de Blandford, paroisse de St-Louis, 12ième rang.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis de Blandford, comté d'Arthabaska, le DOUZIEME jour d'AOUT, 1940, à DEUX heures de l'après-midi (heure normale).

Le shérif,

Bureau du shérif, **MAURICE MAHEU**,
Arthabaska, 10 juillet 1940. 3461-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { **PHILIPPE LACHAN-**
No. 2862 { **CE**, merchant of
Princeville, plaintiff; vs **ALBERT MORISSET-**
TE, of St-Louis de Blandford, defendant.

As belonging to defendant:

1. A farm situated in the 12th range, township of Blandford, parish of St-Louis, known and designated on the number seventeen A (17A) of the official cadastre of township of Blandford, parish of St-Louis, 12th range, with building thereon erected.

2. A farm situated in the 12th range of township of Blandford, parish of St-Louis, known and designated on the numbers sixteen A (16A) and sixteen B (16B) of the official cadastre of township of Blandford, parish of St-Louis, 12th range.

To be sold at the parochial church door of St-Louis de Blandford, county of Arthabaska, the TWELFTH day of AUGUST 1940 at TWO o'clock in the afternoon (standard time).

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
Arthabaska, July 10th, 1940. 3462-28-2-o
[First publication, July 13th, 1940]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

No 190652 { **FAUCHER & FILS LIMITEE**,
{ a corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **OSIAS GAGNON**, de Lachute, district de Terrebonne, défendeur.

Les subdivisions officielles numéros quatre-vingts et quatre-vingt-un du lot cent trente (130-80 & 81), de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, dans le comté de Papineau, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Bonsecours de Montebello, le SEIZE AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, **J. ST-PIERRE**,
ce 9 juillet, 1940. 3439-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

No. 190652 { **FAUCHER & FILS LIMITEE**,
{ a body politic and corporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff; vs **OSIAS GAGNON**, of Lachute, District of Terrebonne, defendant.

Official subdivisions numbers eighty and eighty one of lot one hundred and thirty (130-80 and 81) of the parish of Notre-Dame de Bonsecours in the County of Papineau—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Bonsecours de Montebello, on the SIXTEENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. ST. PIERRE,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
July 9th, 1940. 3440-28-2
[First publication, July 13th, 1940]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford

Saint-Jean, à savoir: { **D**ans la cause de **ADEL-**
No 275 { **LARD LAPALME**,
journalier, autrefois de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, et actuellement de la cité et du district de Montréal, demandeur; vs **ELPHEGE DAUDELIN** et **J. G. McWILLIAMS**, tous deux de la ville de Farnham, défendeurs; Le défendeur **ELPHEGE DAUDELIN**, défendeur; Contre **ADELARD LAPALME**, ci-haut décrit, demandeur.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford

Saint-Jean, to wit: { **I**n the case of **ADELARD**
No. 275 { **LAPALME**, laborer, formerly of the town of Farnham in the district of Bedford, and actually of the city and the district of Montreal, plaintiff vs **ELPHEGE DAUDELIN** and **J. G. McWILLIAMS**, both of the town of Farnham, defendants; The defendant **ELPHEGE DAUDELIN**, defendant; Against **ADELARD LAPALME**, upon describe, Plaintiff.

Saisi comme appartenant à Adélar Lapalme.

"Une terre connue et désignée comme étant la moitié sud-est du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (No. P. 399) du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide d'Iberville, avec bâtiments y érigés; borné en front par le chemin public, en profondeur par le numéro officiel 506 du dit cadastre, d'un côté au sud-est par le numéro 400 du dit cadastre, de l'autre côté au nord-ouest par l'autre moitié dudit numéro 399;

"2. Un autre terrain connu et désigné par le lot numéro quatre cent un, (401) du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide d'Iberville, sauf et à distraire dudit lot numéro 401, les parties vendues au Canadien Pacific Railway, et au Gouvernement Provincial de Québec, et prises au sud du dit lot, le tout avec les servitudes en faveur de Bell Telephone Company.

Pour être vendu en bloc comme formant une seule propriété, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE, 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 30 juillet, 1940. 3739-31-2-o
[Première publication, le 3 août, 1940]

Seized as belonging to Adélar Lapalme.

"A farm known and designated as being the half south-east of the lot number three hundred and ninety-nine (No. P. 399) of the cadastre for the parish of Sainte-Brigide d'Iberville, with buildings upon erected, bounded in front by the public road, in depth by the official number 506 of the said cadastre, on one side to the south-east by the number 400 of the said cadastre, on the other side to the north-west by the other half of the said number 399;

"2. Another land known and designated by the lot number four hundred and one (401) of the cadastre for the parish of Sainte-Brigide d'Iberville, except and to be deduct of the said lot number 401, the parts sold to the Canadian Pacific Railway, and to the Quebec Provincial Government, and taken to the south of the said lot, the whole with the servitudes in favor of the Bell Telephone Company.

To be sold "en bloc" as being one and same property, at the church door of the parish of Sainte-Brigide, on the FOURTH day of SEPTEMBER, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, July 30th, 1940, 3740-31-2-o
[First publication, August 3rd, 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Joliette

Province de Québec, } J.-P. RICHARD, mar-
No 2098 } chand, de Joliette,
dans le district de Joliette, demandeur; contre
ADELARD COMTOIS, cultivateur de la pa-
roisse de St-Ambroise de Kildare, district de
Joliette.

Une terre connue et désignée comme étant le No 19 du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de Kildare dans le district de Joliette, contenant 3 arpents de largeur sur 25 arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtiments.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Ambroise de Kildare le QUINZIEME jour du mois d'AOUT 1940 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. BELANGER.
Joliette, 1er juillet 1940. 3441-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Joliette

Province of Quebec, } J. P. RICHARD, mer-
No. 2098 } chant, of Joliette, in
the district of Joliette, plaintiff; against ADE-
LARD COMTOIS, farmer, of the Parish of
St-Ambroise de Kildare, District of Joliette.

A farm, known and designated as being No. 19 of the official cadastre for the Parish of St. Ambroise de Kildare, in the District of Joliette, measuring 3 arpents in width by 25 arpents in depth, more or less—with buildings.

To be sold at the parochial church door of the Parish of St-Ambroise de Kildare, on the FIFTEENTH day of the month of August, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BELANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, July 1st, 1940. 3442-28-2
[First publication, July 13th, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } DAME MARIE LOUISE
No 190425 } PROVOST, veuve de
Alexandre Bouvier, tant personnellement qu'en
sa qualité d'usufruitière de la succession dudit
Alexandre Bouvier, demanderesse; vs DAME
ROSANNA POUPART, veuve de Noel-E. Guil-
let, tant personnellement qu'en sa qualité
d'exécutrice testamentaire de la succession de
Delle Mélanie Poupart, défenderesse.

Ces immeubles ayant front à la rue Poupart en la cité de Montréal, portant les numéros trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un et quarante-deux de la sub-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 190425 } PROVOST, widow of
Alexandre Bouvier, both personally and in her
quality of usufructuary of the estate of the said
Alexandre Bouvier, plaintiff; vs DAME RO-
SANNA POUPART, widow of Noel E. Guil-
let, both personally and in her quality of testamen-
tary executrix of the Estate of Miss Mélanie
Poupart, defendant.

Those immovables fronting on Poupart street, in the city of Montreal, bearing numbers thirty six, thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one and forty two of the official subdivi-

division officielle du lot numéro treize cent soixante et trois (1363-36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie.

Un autre lot de terre portant le numéro un de la resubdivision officielle du lot quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro treize cent soixante et deux (1362-44-1) des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie avec toutes les bâtisses érigées sur les dits lots de terre.

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZ'ÈME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,940.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Mackinnon, en date du 5 juillet 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE, Sheriff's Office,
Montréal, le 9 juillet 1940. 3415-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { GASTON LAVIGNE, Montreal, to wit: { GASTON LAVIGNE,
No 181034 { demandeur; vs LEO NIDAS GUENETTE, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente du lot originaire numéro trois mille neuf cent douze (3912-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, avec bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 5757 et 5759 dudit Boulevard Monk."

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZE du mois d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE, Sheriff's Office,
Montréal, 9 juillet 1940. 3413-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { WALTER JAMES, Montreal, to wit: { WALTER JAMES
No 102609 { GRAY, demandeur; vs ROBERT BRUCE TUDOR, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Clifton, en la cité de Montréal, composé de la resubdivision numéro un de la subdivision numéro quatre cent quatre-vingt quatre du lot officiel numéro cent soixante-dix (No 170-484-1) et de la resubdivision numéro un de la subdivision numéro deux cent huit du lot officiel numéro cent soixante et onze (No 171-208-1) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, ledit emplacement composé tel que susdit et mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec les bâtisses, sus-érigées, portant le numéro civique 2197, Avenue Clifton, dont les murs du pignon sont mitoyens avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$350 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Guibault, en date du 8 juillet 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE, Sheriff's Office,
Montréal, le 10 juillet 1940. 3465-28-2
[Première publication, 13 juillet 1940]

sion of lot number thirteen hundred and sixty three (1363-36, 37, 38, 39, 40, 41 and 42) of the official plan and book of reference for St. Mary's Ward.

Another lot of land bearing number one of the official resubdivision of lot forty four of the official subdivision of lot number thirteen hundred and sixty two (1362-44-1) of the said official plan and book of reference for St. Mary's Ward—with all the buildings erected on the said lots of land.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,940.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Mackinnon, dated the 5th July, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 9th July, 1940. 3416-28-2
[First publication, July 13th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { GASTON LAVIGNE, Montreal, to wit: { GASTON LAVIGNE,
No. 181034 { plaintiff; vs LEO NIDAS GUENETTE, defendant.

An emplacement fronting on Monk Boulevard, in the City of Montreal, known and designated as being subdivision number thirty of the original lot number three thousand nine hundred and twelve (3912-30) of the official plan and book of reference for the Parish of Montreal—with buildings thereon erected and bearing civic numbers 5757 and 5759 of said Monk Boulevard.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 9th, 1940. 3414-28-2
[First publication, July 13th, 1940.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { WALTER JAMES, Montreal, to wit: { WALTER JAMES
No. 102609 { GRAY, Plaintiff; vs ROBERT BRUCE TUDOR, Defendant.

An emplacement fronting on Clifton Avenue, in the city of Montreal, composed of resubdivision number one of subdivision number four hundred and eighty-four of official lot number one hundred and seventy (No. 170-484-1) and resubdivision number one of subdivision number two hundred and eight of official lot number one hundred and seventy-one (No. 171-208-1) on the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal, said emplacement composed as aforesaid measuring fifteen feet in width by eighty-two feet in depth, English measure more or less. With the buildings thereon erected, bearing civic number 2197 Clifton Avenue, the gable walls whereof are mitoyen together with all servitudes active and passive thereto attached.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$350.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of the Honourable Justice Guibault, dated the 8th July 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 10th, 1940. 3466-28-2-o
[First publication, July 13th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LA VILLE DE DOR-**
No 100725 { **VAL**, demanderesse;
vs **SIMEON GIROUX**, défendeur.

No 1. Ces immeubles situés en la ville de Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, connus sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de Lachine sous les numéros quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire huit cent soixante-et-douze (872-93, 94, 95 et 96), avec les bâtisses dessus construites. (Pour être vendu "en bloc").

No 2. Un lot de terre situé en la ville de Dorval, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-douze de la subdivision du lot numéro huit cent soixante-et-douze (872-92), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ainsi que le tout se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées;

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZE du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$326.50 quant au paragraphe No 1 et de \$32.50 quant au paragraphe No 2, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge MacKinnon, daté le 28 juin 1940.

Le shérif,

L.-P. CAISSE.
3417-28-2-o

Bureau du shérif,
Montréal, 9 juillet 1940.

[Première publication, 13 juillet 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **DAME ADA B. CLAR-**
No F-35145 { **KE**, veuve de feu
George G. Gales, demandeur; vs **COMO**
REALTY COMPANY LIMITED.

"Ces immeubles situés dans la municipalité du village de Como Est dans le comté de Vaudreuil, ayant front sur le chemin public, plus amplement connu comme étant:

(a) Le lot cadastral numéro quarante-sept (47) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Como, contenant en superficie environ trente-six (36) arpents;

(b) Les rés subdivisions numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, et sept de la subdivision numéro neuf du lot numéro quarante-quatre (44-9-1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7) au plan de subdivision et livre de renvoi dûment faits et déposés dudit lot cadastral numéro quarante-quatre (44) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Como; les subdivisions six, huit, dix et onze aux plan de subdivision et livre de renvoi dûment faits et déposés du lot cadastral numéro quarante-quatre (44-6, 8, 10 et 11) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Como; les subdivisions numéros quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente et un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixan-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE TOWN OF DOR-**
No. 100725 { **VAL**, plaintiff; vs
SIMEON GIROUX, defendant.

No. 1. Those immovables situate in the Town of Dorval, in the County of Jacques-Cartier, known on the official cadastral plan and book of reference for the Parish of Lachine under numbers ninety-three, ninety-four, ninety-five and ninety-six of the subdivision of original lot eight hundred and seventy-two (872-93, 94, 95 and 96)—with the buildings thereon erected. (To be sold "en bloc").

No. 2. A lot of land situate in the Town of Dorval, known and designated under number ninety-two of the subdivision of lot number eight hundred and seventy-two (872-92), of the official plan and book of reference for the Parish of Lachine, as the whole subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$326.50 as to paragraph No. 1 and \$32.50 as to paragraph No. 2, will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgement of the Hon. Justice MacKinnon, dated the 28th June, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office,
Montreal, 9th July 1940.

3418-28-2

[First publication, July 13th, 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **DAME ADA B. CLAR-**
No. F-35145 { **KE**, widow of the
late George G. Gales, plaintiff; vs **COMO**
REALTY COMPANY LIMITED, defendant.

"Those immovables situated within the Municipality of the Village of Como East in the County of Vaudreuil, fronting on the public highway, more particularly known as:

(a) "Cadastral lot number forty-seven (47) on the official plan and in the book of reference of the Village of Como, containing in superficies about thirty-six (36) arpents;

(b) Resubdivisions numbers one, two, three, four, five, six and seven of subdivision number nine of lot number forty-four, (44-9-1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7) on the subdivision plan and in the book of reference duly made and deposited of said cadastral lot number forty-four (44) on the official plan and in the book of reference of the Village of Como; subdivisions six, eight, ten and eleven on the subdivision plan and in the book of reference duly made and deposited of cadastral lot number forty-four (44-6, 8, 10 and 11) on the official plan and in the book of reference of the Village of Como; subdivisions numbers fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, twenty-five, twenty-six, twenty-seven, twenty-eight, twenty-nine, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-three, thirty-four, thirty five, thirty six, thirty-seven, thirty-eight, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-

te-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze, soixante-treize, soixante-quatorze, soixante-quinze, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit, soixante-dix-neuf, quatre-vingts, quatre-vingt-un, sur le plan de subdivision et livre de renvoi dûment fait et déposé du lot cadastral numéro quarante-quatre (44-14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Como;

(c) Un autre lopin de terre de figure irrégulière étant la portion non-subdivisée dudit lot cadastral numéro quarante-quatre (44) du village de Como, borné vers le nord-est par les rails du chemin de fer Canadien Pacifique, vers le sud-ouest par la ligne de démarcation entre cette corporation et la paroisse de St-Michel (de Vaudreuil), vers le sud-est par le lot cadastral numéro quarante (40) et vers le nord-ouest par les lots cadastraux numéros quarante-cinq et quarante-sept (45 et 47), le tout dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal."

Pour être vendus "en bloc" au bureau d'enregistrement comté de Vaudreuil, à Vaudreuil, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$200 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Mackinnon en date du 4 juillet 1940.

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 10 juillet 1940. 3467-28-2
[Première publication, 13 juillet 1940]

eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, seventy-three, seventy-four, seventy-five, seventy-six, seventy-seven, seventy-eight, seventy-nine, eighty, eighty-one, on the said subdivision plan and in the book of reference duly made and deposited of cadastral lot number forty-four (44-14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81) on the official plan and in the book of reference of the Village of Como;

(c) Another lot of land of irregular outline, being the unsubdivided portion of the said cadastral lot number forty-four (44) of the Village of Como, bounded towards the north-east by the Canadian Pacific Railway tracks, towards the south-west by the boundary line between this Corporation and the Parish of St. Michel (de Vaudreuil), towards the south-east by Cadastral lot number forty (40) and towards the north-west by cadastral lots numbers forty-five and forty-seven (45 & 47), the whole in the County of Vaudreuil, district of Montreal."

To be sold "en bloc" at the Registry office of the County of Vaudreuil, at Vaudreuil, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Mackinnon, dated July 4th 1940.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, July 10th, 1940. 3468-28-2-o
[First publication, July 13th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PIERRE LANOUE-
No 191256 } TE, Demandeur; vs
J.-ARTHUR ARCHAMBAULT, en sa qualité
de curateur à la succession vacante de Hercule
Gohier, Défendeur.

Deux lots vacants ayant front sur le Boulevard St-Laurent, quartier St-Michel, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-254 et 11-255) des plan et livre de renvoi Officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis mesurant chacun desdits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, moins la partie expropriée par la Cité de Montréal, suivant acte enregistré au Bureau de la division d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et de Jacques-Cartier sous les numéros 54546 et 342576.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard St-Laurent dans le quartier St-Michel en la Cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-256) du Village Incorporé de la Côte St-Louis, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à distraire dudit immeuble la partie en front expropriée pour l'élargissement dudit Boulevard St-Laurent.

Quatre lots de terre situés au village de Sault-au-Récollet, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, sous les numéros six, sept, huit et neuf de la subdivision officielle

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PIERRE LANOUE-
No. 191256. } Plaintiff; vs J.-AR-
THUR ARCHAMBAULT, in his quality of
curator to the vacant estate of Hercule Gohier,
Defendant.

Two vacant lots fronting on St. Lawrence Boulevard, St. Michael's Ward, in the City of Montreal, known and designated under numbers two hundred and fifty four and two hundred and fifty five of the official subdivision of original lot number eleven (11-254 and 11-255) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte St-Louis, measuring, each of the said lots, twenty five feet in width by eighty four feet in depth, less that part expropriated by the City of Montreal, according to deed registered at the Office of the Registration Division of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under numbers 54546 and 342576.

An emplacement fronting on St. Lawrence Boulevard, in St. Michael's Ward of the City of Montreal, known and designated under number two hundred and fifty six of the official subdivision of original lot number eleven (11-256) of the Incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty five feet in width by eighty four feet in depth, English measure and more or less, to be deducted from the said immovable the front part expropriated for the widening of said St. Lawrence Boulevard.

Four lots of land situate in the Village of Sault-au-Récollet, known and designated on the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, County of Hochelaga, under numbers six, seven, eight and nine of the official subdivi-

du lot originaire numéro cent vingt-six (126-6, 126-7, 126-8, 126-9)—sans bâtisse dessus construite.

Trois lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, sous les numéros cent soixante-trois, cent soixante-quatre et cent soixante-cinq, de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quarante-trois (643-163, 643-164, 643-165) mesurant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Un lot de terre situé à Cartierville, sur la rue Lefebvre, dans la paroisse St-Laurent, connu et désigné sous le numéro vingt-cinq, de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-dix-neuf (79-25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Un emplacement situé sur la rue Dorchester-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent trente-trois (333) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Quartier Ste-Marie, avec toutes les constructions dessus érigées et, notamment, celles portant les numéros civiques 1369, 1371, 1373 et 1375 de la dite rue Dorchester Est, ledit lot contenant quarante-deux pieds de front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 31 juillet 1940. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 3 août 1940]

sion of original lot number one hundred and twenty six (126-6, 126-7, 126-8, 126-9)—without any buildings thereon erected.

Three lots of land situate in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of St-Laurent, County of Jacques-Cartier, under numbers one hundred and sixty three, one hundred and sixty four and one hundred and sixty five, of the official subdivision of original lot number six hundred and forty three (643-163, 643-164, 643-165) measuring, each of the said lots, twenty five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less.

A lot of land situate at Cartierville, on Lefebvre Street, in the Parish of St-Laurent, known and designated under number twenty five of the official subdivision of original lot number seventy nine (79-25) of the official plan and book of reference for the parish of St-Laurent.

An emplacement situate on Dorchester Street East, in the City of Montreal, known and designated under number three hundred and thirty three (333) on the official plan and book of reference for St. Mary's Ward—with all the constructions thereon erected and particularly those bearing civic numbers 1369, 1371, 1373 and 1375 of said Dorchester Street East, the said lot measuring forty two feet in front by one hundred feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 31, 1940. Sheriff.
[First publication, August 3rd, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: J.-ARTHUR LESAGE, No 191542 { J. médecin, des cité et district de Montréal, et DAME HELENE CARTIER, veuve non remariée de Georges-E. Lesage, en son vivant, médecin, de la ville et du district d'Iberville, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs, de la succession du dit Georges E. Lesage, demandeurs; vs FERDINAND LEVERT, défendeur; et ALBERT LAMARRE, syndic à la faillite du dit défendeur, Mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur et présentement en la possession du dit mis-en-cause.

Un lot de terre comprenant vingt-cinq pieds de front par cent quatorze pieds de profondeur, connu et désigné sous le numéro deux cent cinq de la subdivision du lot numéro quatorze (14-205) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte St-Louis, avec maison portant les Nos 1760, 1762 et 1764, rue Mance, cité de Montréal, maintenant Nos 4878, 4880 et 4882 rue Jeanne-Mance, et autres bâtisses dessus érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot de terre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQ SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 31 juillet 1940. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 3 août 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: J. ARTHUR LESAGE, No. 191542 { J. physician, of the City and District of Montreal, and DAME HELENE CARTIER, unmarried widow of Georges E. Lesage, in his lifetime, physician, of the Town and District of Iberville, both in their quality of testamentary executors and administrators of the Estate of the said Georges E. Lesage, plaintiffs; vs FERDINAND LEVERT, defendant; and ALBERT LAMARRE, trustee of the estate of the said defendant, Mis-en-cause.

As belonging to the said defendant and now in the possession of the said Mis-en-cause.

A lot of land measuring twenty five feet in front by one hundred and fourteen feet in depth, known and designated under number two hundred and five of the subdivision of lot number fourteen (14-205) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis with the house bearing Nos. 1760, 1762 and 1764 Mance Street, City of Montreal, now Nos. 4878, 4880 and 4882 Jeanne Mance Street, and other buildings thereon erected and right of way in the lane in rear of the said lot of land.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, July 31, 1940. Sheriff.
[First publication, August 3rd, 1940]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Magistrat, District de Nicolet, No 1495, } OLIVIER BEAUDET, cultivateur de Ste-Sophie de Lévrard, District de Nicolet, demandeur; vs JEFFREY SPENARD, cultivateur de Ste-Sophie de Lévrard, district de Nicolet, défendeur.

Une terre située dans le sixième rang de la Seigneurie de Lévrard, connue et désignée au plan et livre de renvoi Officiel du cadastre de St-Pierre Les Becquets, comprenant la paroisse de Ste-Sophie de Lévrard, sous le numéro six cent seize (616) contenant environ deux arpents et trois quarts sud-ouest de large, sur trente arpents de profondeur, et ainsi bornée, au nord au chemin public du sixième rang de la Seigneurie de Lévrard, au nord-est à Bruneau Spénard, au sud-ouest à Wilfrid Lavallière, et au sud-est au chemin public du septième rang de la dite Seigneurie, avec les bâtisses dessus y érigées, circonstances et dépendances. A distraire du dit numéro six cent seize (616) un quart d'arpent de front sur trente arpents de profondeur du côté nord-est, appartenant à Bruno Spénard.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Sophie de Lévrard, District de Nicolet, MARDI le TROISIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent quarante, (1940) à DIX heure de l'avant midi (heure solaire).

Le shérif, J.-H. ROUSSEAU,
Bureau du shérif, Nicolet, 30 juillet 1940. 3741-31-2-o
[Première publication, le 3 août 1940]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Magistrate's Court, District of Nicolet, No. 1495, } OLIVIER BEAUDET, farmer, of Ste-Sophie de Lévrard, district of Nicolet, plaintiff; vs JEFFREY SPENARD, farmer, of Ste-Sophie de Lévrard, district of Nicolet, defendant.

A farm situate in the Sixth Range of the Seigneurie de Lévrard, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for St-Pierre les Becquets, comprising the parish of Ste-Sophie de Lévrard, under number six hundred and sixteen (616), measuring about two arpents and three quarters in width on the South-West, by thirty arpents in depth, and bounded as follows: on the North by the public road of the Sixth Range of the Seigneurie de Lévrard, on the North-East by Bruneau Spénard, on the South-West by Wilfrid Lavallière, and on the South-East by the public road of the Seventh Range of the said Seigneurie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from said number six hundred and sixteen (616) one quarter of an arpent in front by thirty arpents in depth from the North-East side, belonging to Bruno Spénard.

To be sold at the parochial church door of Ste-Sophie de Lévrard, District of Nicolet, TUESDAY, the THIRD day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and forty (1940), at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Nicolet, July 30, 1940. 3742-31-2-o
[First publication, August 3rd, 1940]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Magistrat, District de Richelieu, } Canada, } JOS. LACHARITÉ, ren-
Province de Québec, } No 5284 } tiant de St-Guillaume
d'Upton, district de Richelieu, demandeur; vs EDDY BOISVERT, cultivateur, du même endroit, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une portion de terre sise et située en la paroisse de St-Bonaventure, en le cinquième rang, contenant trois arpents et demi de front sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska pour la dite paroisse de St-Bonaventure par et sous le numéro cent quatorze (No 114) avec les bâtisses et dépendances y érigées et le foin se trouvant sur la dite portion de terre.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bonaventure d'Upton, MARDI, le TROISIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1940, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,
Bureau du shérif, Sorel, le 31 juillet, 1940. 3743-31-2-o
[Première publication, le 3 août 1940]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Magistrate's Court, District of Richelieu, } Canada, } JOS. LACHARITÉ an-
Province of Quebec, } No. 5284 } nuitant, of St-Guil-
d'Upton, district of Richelieu, plaintiff; vs EDDY BOISVERT, farmer, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

A parcel of land lying and situate in the parish of St-Bonaventure, in the Fifth Range, measuring three arpents and one half in front by twenty two arpents in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the County of Yamaska, for the said Parish of St-Bonaventure, as and under number one hundred and fourteen (No. 114)—with the buildings and dependencies thereon erected and the hay on the said parcel of land.

To be sold at the parochial church door of Saint Bonaventur d'Upton, TUESDAY, the THIRD day of the month of SEPTEMBER, 1940, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sorel, July 31, 1940. 3744-31-2
[First publication, August 3rd, 1940]

RIMOUSKI

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Rimouski
No 7123 { ANSELME COTÉ, & FILS LIMITEE, vs LOUIS GAGNON, savoir:

Partie du lot no cinq cent soixante huit (P. 568) au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain avec bâtisse, de 90 pieds de front sur 70 de profondeur, borné comme suit: au sud, à la rue St-Germain, à l'ouest aux Servantes de Jésus-Marie, à l'est à Léopold R. D'Anjou, et au nord à la Cie Price Brothers.

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Rimouski, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, 31 juillet, 1940. 3745-31-2-o
[Première publication, le 3 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Rimouski
No. 7123 { ANSELME COTÉ & FILS LIMITED, vs LOUIS GAGNON, to wit:

Part of lot number five hundred and sixty eight (Pt. 568) of the official cadastre for the Town of Rimouski, being a lot of land—with buildings, measuring 90 feet in front by 70 in depth, bounded as follows: on the South, by St. Germain Street, on the West by the "Servantes de Jésus-Marie", on the East by Léopold R. D'Anjou, and on the North by Price Brothers Co.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Rimouski, the THIRD day of SEPTEMBER next, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, July 31, 1940. 3746-31-2
[First publication, August 3rd, 1940]

SAGUENAY

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure
Province de Québec, { LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, vs GONZAGUE ET ULYSSE BOUCHARD.
District de Saguenay, {
No 6227

a) Le lot Numéro vingt et un D (No 21 D) du rang II Nord-Est, mesurant vingt chaînes de profondeur sur une largeur moyenne de douze chaînes, avec bâtisses et dépendances;

b) Le lot Numéro quatorze (No. 14) du rang II Nord-Est.

j) Le lot Numéro deux B (No 2 B), rang Nord, avec bâtisses et dépendances.

Tous dits lots du cadastre officiel pour le Canton Callières.

Pour être vendus le CINQ SEPTEMBRE, mil neuf cent quarante à la porte de l'église de la paroisse de St-Siméon à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.
La Malbaie, ce 31 juillet 1940. 3763-31-2-o
[Première publication, le 3 août 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court
Province of Québec, { LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, vs GONZAGUE and ULYSSE BOUCHARD.
District of Saguenay, {
No. 6227

a) Lot Number twenty one D (No. 21 D) of Range II North-East, measuring twenty chains in depth by a mean width of twelve chains—with buildings and dependencies;

b) Lot Number fourteen (No. 14) of Range II North-East.

c) Lot Number two B (No. 2 B), North Range, —with buildings and dependencies.

All of the said lots are of the official cadastre for the Township of Callières.

To be sold on the FIFTH of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and forty, at the church door of the parish of St. Siméon, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, July 31, 1940. 3764-31-2
[First publication, August 3rd, 1940]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières
No 5688 { J. DONAT THERIEN, courtier, de Ste-Monique, dans le district de Nicolet, demandeur; vs FRANÇOIS alias FRANCIS DUBE, de Ste-Perpétue, dans le district de Nicolet, et ALFRED DUBE, ci-devant de la dite paroisse de Ste-Perpétue et maintenant de La Tuque, dans le district de Québec, conjointement et solidairement, défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur François alias Francis Dubé, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre d'un arpent et demi de front, sur vingt arpents de profondeur, étant la moitié sud du lot numéro quarante-deux (42) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Perpétue, avec bâtisses dessus construites.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Trois-Rivières
No. 5688 { J. DONAT THERIEN, broker, of Ste-Monique, in the District of Nicolet, plaintiff; vs FRANÇOIS alias FRANCIS DUBE, of Ste. Perpetue, in the District of Nicolet, and ALFRED DUBE, heretofore of the said Parish of Ste. Perpetue, and now of La Tuque, in the District of Québec, jointly and severally, defendants.

As belonging to the said defendant François alias Francis Dubé, the following immovable, to wit:

A farm measuring one and one half arpent in front by twenty arpents in depth, being the south half of lot number forty two (42) on the official cadastre of the County of Nicolet, for the Parish of Ste. Perpetue—with buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Perpétue, le TREIZIÈME jour du mois d'AOUT, 1940, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, ce 10 juillet 1940. 3469-28-2-o
[Première publication, 13 juillet 1940]

To be sold at the church door of the Parish of Ste. Perpétue, on the THIRTEENTH day of the month of AUGUST 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois-Rivières, July 10th, 1940. 3470-28-2
[First publication, July 13th, 1940]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la Convention collective (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les compagnies ci-après mentionnées comme partie de première part lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; County Line, Ltd.; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd.; Cunard White Star, Ltd.; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Brothers, Ltd.; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Ltd.; Montréal Australia New Zealand Line, Ltd.; Montreal Shipping Co., Ltd.; Newfoundland Canada Steamships, Ltd.; New Zealand Shipping Co., Ltd.; Norwegian American Line; Ocean Dominion Steamship Corporation; St-Lawrence Freighting Corp.; Scandinavian American Line; Shipping, Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thompson Line (Cairn Line of Steamships, Ltd.); Maritime Agencies Ltd.; Vancouver St. Lawrence Line; J. F. Whitney & Company, ci-après appelées les Compagnies,

Et, D'AUTRE PART:

"The International Longshoremen's Association," et son local affilié, No 375, ci-après appelés les débardeurs, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions ci-après:

I. *Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle de la présente convention comprend tous les océaniques venant dans le Port de Montréal sous la juridiction des Compagnies.

II. *Taux de salaires et durée du travail*: a. Les heures de travail seront distribuées entre 7.00 a.m. à 12.00 midi, et entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m., durant ces périodes le taux de salaire sera de soixante-dix-sept sous (\$0.77) l'heure; entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., le taux de salaire sera de quatre-vingt-sept sous (\$0.87) l'heure; et entre minuit et 5.00 a.m. les taux de salaires seront de quatre-vingt-dix-sept sous (\$0.97) l'heure.

b. Temps double sera payé les dimanches, la St-Jean-Baptiste et le Jour de la Confédération.

c. Lorsque les débardeurs seront requis de travailler pendant les heures des repas, ils recevront temps double, au taux en vigueur, ainsi que pour toute autre heure subséquente, jusqu'à ce qu'ils soient suspendus pour les repas.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Companies hereinafter mentioned as party of the first part have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; County Line, Ltd.; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Brothers, Ltd.; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Newfoundland Canada Steamships, Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian American Line; Ocean Dominion Steamship Corporation; St-Lawrence Freighting Corp.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thompson Line (Cairn Line of Steamships, Ltd.); Maritime Agencies Ltd.; Vancouver St. Lawrence Line; J. F. Whitney & Company, hereinafter called the companies,

And, ON THE OTHER PART:

The International Longshoremen's Association, and its affiliated Local 375, hereinafter called the Longshoremen,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned according to the following conditions:

I. *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the present agreement comprises all ocean steamships coming into the harbour of Montreal under the Companies' jurisdiction.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a. The working hours shall be between 7.00 a.m. and 12 o'clock noon, and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., during which periods the rate of pay shall be seventy-seven cents (\$0.77) per hour; and between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., during which period the rate of pay shall be eighty-seven cents (\$0.87) per hour; and between midnight and 5.00 a.m., during which period the rate of pay shall be ninety-seven cents (\$0.97) per hour.

b. Double time shall be paid on Sundays, St. Jean Baptiste Day and Dominion Day.

c. When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

d. Les taux de salaires pour les ouvriers travaillant à la manipulation du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des cargaisons de porcelaine et d'engrais chimiques, au déplacement du charbon dans les soutes et au manèment de la cargaison qui doit être transportée dans des frigidaires à 32 degrés Fahrenheit ou plus bas, seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., et de un dollar et deux sous (\$1.02) l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et un dollar et douze sous (\$1.12) l'heure pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.

e. Les taux de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; un dollar et deux sous (\$1.02) l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., et un dollar et douze sous (\$1.12) pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; l'écoulement du grain dans les conduits doit être arrêté pendant que les hommes descendent dans la cale pour travailler; deux hommes doivent rester sur le pont durant ce temps si nécessaire.

f. Pour le travail exécuté dans l'entrepont où le grain passe par une écoute se rattachant au dit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., un dollar et deux sous (\$1.02) pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et un dollar et douze sous (\$1.12) pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; ce paragraphe ne s'applique pas aux hommes travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

g. Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J. G. Gillanders, en date du 25 avril 1940, les débardeurs recevront à titre de boni de guerre, un surplus de huit (8) cents sur les taux basiques spécifiés aux paragraphes "a" à "f" inclusivement.

h. Les heures fixées pour le commencement du travail de jour seront entre 7.00 a.m. et 7.30 a.m. et à 9.00 a.m., et entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les hommes appelés pour 9.00 a.m. seront mis au travail à cette heure ou devront recevoir un minimum d'une heure de salaire.

i. Les hommes recevant l'ordre de travailler la nuit devront être appelés pour 7.00 p.m. et devront être payés plein temps selon le taux en vigueur à partir de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; ces hommes doivent recevoir un minimum de salaire d'une heure au cas où ils ne commenceraient pas à travailler. Les ordres pour les hommes requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 4.00 p.m. ou avant ce temps.

j. Les hommes appelés le dimanche et les fêtes mentionnées au paragraphe "b" du présent article et qui ne seront pas mis au travail devront recevoir un minimum de salaire de deux heures de travail, au taux en vigueur.

k. Les parties à cette convention ont agréé les heures de travail définies dans la présente convention à condition que les deux parties prennent les dispositions qu'il leur est possible de prendre pour assurer que la moyenne des heures de travail des ouvriers n'excède pas quarante-huit heures par semaine suivant les dispositions de la convention.

III. *Garantie des Compagnies:* En considération des entreprises et des obligations assumées par les débardeurs, les Compagnies signataires

d. The rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, full cargoes of china clay and fertilizer, shifting bunker coal, and handling cargo in refrigerators which is to be transported at 32 degrees Fahrenheit or lower, shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7 p.m. to 11.00 p.m. and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

e. The rates of wages for grain trimming and bagging shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; the running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two men to stand on deck during that time, if necessary.

f. For work performed in open 'tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

g. In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillanders, dated April 25th, 1940, the Longshoremen will be paid, as a war bonus, eight cents (8c) per hour in addition to the basic rates of pay specified in subsections "a" to "f" inclusive.

h. The starting times for day work shall be between 7.00 a.m. and 7.30 a.m., and at 9.00 a.m., and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m. shall be put to work at that hour or paid a minimum of one hour's pay.

i. Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of one hour shall be paid in the event of the men not commencing work. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 4.00 p.m.

j. Men ordered out on Sunday and holidays mentioned in subsection "b" of the present section and not commencing work shall receive a minimum of two hours' pay at the prevailing rate.

k. The parties hereto have agreed to the hours of work set forth in this agreement with the provision that both parties shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week of the workers shall not exceed forty-eight over the term of the agreement.

III. *Guarantee of the Companies:* In consideration of the undertakings hereby entered into and obligations assumed by the Longshoremen,

aux présentes s'engagent et conviennent de fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie dûment incorporée qui agira aussi comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par les dites compagnies.

IV. *Garantie des Débardeurs*: En considération des échelles de salaires agréées par les dites Compagnies et de la cédule des conditions de travail et des autres entreprises assumées par les présentes, les débardeurs s'engagent:

a. A fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie dûment incorporée qui agira comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par les dits débardeurs.

b. A fournir les hommes nécessaires sous la juridiction des débardeurs pour accomplir le travail de débardeurs pendant la durée entière de la convention.

c. Sujet aux paragraphes "h" et "i" de l'article II, à manœuvrer la malle, les bagages, et messageries les dimanches, les jours de semaine en tout temps et les fêtes (excepté la fête du Travail) au taux de salaire en vigueur; le temps devant compter à partir de l'heure à laquelle les hommes sont appelés.

NOTE: Les Compagnies conviennent sous réserve à cette clause en considération de l'article 90, Chapitre 161 des Statuts Refondus du Canada, 1927, qui se lit comme suit:

"90. Est coupable d'un acte criminel, qui-conque abandonne, ou empêche d'avancer ou de passer, ou volontairement retarde, dans son passage ou dans sa marche, la poste, ou un wagon, un train, une locomotive, un tender, un véhicule, un navire, un avion, un cheval ou autre animal transportant la poste sur un chemin de fer, sur un chemin public, ou sur une rivière, un canal ou une voie de communication par eau."

V. Les Compagnies et les Débardeurs consentent et conviennent par les présentes que les deux obligations de garantie de deux mille dollars chacune auxquelles il est référé dans la présente convention seront gardées par les fidéicommissaires à condition que les obligations ainsi déposées par chacune des parties soient appliquées par lesdits fidéicommissaires en règlements de tout ou tous jugements ou ordres de n'importe quelle Cour de la province de Québec, en tenant compte de la priorité d'inscription, en faveur de l'autre partie jusqu'à la terminaison de la présente convention.

VI. Les débardeurs auront le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant sera élu à une assemblée générale des débardeurs.

VII. Les compagnies d'arrimages soussignées conviennent de remplir les conditions de la présente convention, en ce qui touche tous les navires océaniques venant dans le port de Montréal pour lesquels elles sont entrepreneurs arrimeurs:

Brown and Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co., Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.

VIII. *Dispositions spéciales*: a. Tous les contremaîtres et les hommes seront sous le contrôle du Surintendant de la Compagnie et/ou du contracteur arrimeur, mais tous les ordres devront être donnés aux hommes par leurs contremaîtres respectifs.

the Companies hereby undertake and agree to put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will also act as trustees for a guarantee of the due performance by them of this agreement.

IV. *Guarantee of the Longshoremen*: In consideration of the scales of wages hereby agreed to by the Companies and the schedule or working conditions and other undertakings hereby entered into, the Longshoremen undertake and agree:

a. To put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will act as trustees for a guarantee of the due performance by them of this agreement.

b. To supply the necessary men under the jurisdiction of the Longshoremen to perform the work of longshoremen throughout the term of this agreement.

c. Subject to paragraphs "h" and "i" of Section II, to handle mail, baggage, express on Sundays, week days at all times and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

NOTE:—The Companies agree under reservation of this clause in view of Section 90, Chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927, which states as follows:

"90. Every one who abandons, or obstructs, or wilfully delays the passing or progress of any mail, or any car, train, locomotive engine, tender vehicle, vessel, air vessel, horse or animal employed in conveying any mail on any railway, public highway, river, canal or water communication, is guilty of an indictable offence."

V. The Companies and the Longshoremen hereby consent and agree that the two bonds of Two Thousand Dollars each herein referred to will be held by the trustees upon the understanding that the bonds so deposited by each of the parties shall be applied by the said trustees in payments in order of priority of time, of any and all judgments or orders of any Court in the Province of Quebec, in favour of the other party until the termination of this Agreement.

VI. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

VII. The undersigned Stevedoring Companies agree to fulfil the terms of the present Agreement, in respect of all ocean steamships coming into the harbour of Montreal for which they are stevedoring contractors:—

Brown & Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co., Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.

VIII. *Special provisions*: a. All foremen and men shall be under the control of the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedore, but all orders to the men shall be given through their respective foremen.

b. Tout homme trouvé à fumer dans la cale, à voler ou sous l'influence de la boisson pendant le travail, sera renvoyé en tout temps.

c. Tout employé supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi sera payé à compter de 7.30 a.m., 9.00 a.m. ou 1.30 p.m., jusqu'à midi ou 6.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée, mais ledit employé supplémentaire peut être changé d'équipe si nécessaire.

d. Lorsqu'il faut qu'une équipe aille d'une place à une autre, après avoir reçu des ordres à cet effet, les hommes seront payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e. Lorsque l'on se servira de voitures à mains, à deux roues, deux hommes seront employés sur la voiture lorsque la charge excède 800 livres, pesant net de la cargaison. Si la charge ne comporte qu'un morceau, la base peut être 850 lbs.

f. Lefardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil si les hommes travaillent dans la cale.

g. Les baux des écoutes doivent être enlevés ou verrouillés lorsque les hommes travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h. Lorsqu'une cargaison en paquets est amoncelée dans le hangar plus de 7 paquets de hauteur, ou lorsque le foin en balles est amoncelé dans le hangar plus que 5 balles de hauteur, un homme supplémentaire sera employé.

i. Les vaisseaux en train de charger ou de décharger requerront 1 à 2 surveillants à pied (walking bosses) par embarcadere à la volonté du surintendant de la compagnie et/ou du contracteur-arrimeur.

j. Les compagnies et/ou les contracteurs-arrimeurs auront le droit de juger de quelle manière les hommes de l'équipe seront distribués, et auront également le droit de travailler avec des glissoires ou de toute autre méthode pratique et sûre de charger et de décharger.

k. Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans la présente convention sera soumise par le représentant des débardeurs sur les quais au surintendant de la Compagnie et/ou au contracteur arrimeur, et non pas aux employés. Aucun officier des compagnies ou des débardeurs n'a le droit de faire des changements dans cette cédule de conditions de travail. Dans le cas où une dispute ne pourrait être réglée entre les parties aux présentes, quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les hommes contingeront à travailler et telle dispute sera référée à un comité d'arbitrage formé de trois membres, un choisi par les compagnies, un par les débardeurs et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité siégera sans délai inutile, et une décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

IX. *Déchargement d'un vaisseau:* a. Seize hommes formeront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur voitures à mains, et lorsque ce nombre d'hommes est employé, ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture n'excèdera 1200 livres, pesant net de la cargaison, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2000 lbs., poids net de la cargaison, 5% de marge,

b. Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c. Any extra man called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 7.30 a.m., 9.00 a.m. or 1.30 p.m., until noon or 6.00 p.m. respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d. When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e. When using two-wheeled handtrucks two men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs. net weight of cargo. If one piece, it may be 850 lbs.

f. Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g. Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

h. When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up in the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i. Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Company's Superintendent and/or Contracting stevedore.

j. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k. Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the company's superintendent and/or contracting stevedore, and not with the men. No official of the companies or of the Longshoremen has the right to make any changes in this schedule of working conditions. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto, as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three members, one selected by the companies, one by the Longshoremen, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

IX. *Unloading of a ship:* a. Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1200 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or

excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet. Pas moins de six hommes dans la cale.

c. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur les quais ou sur les chars, quand cette cargaison ne sera pas déchargée au moyen de voitures à mains, camions mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1600 lbs poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2000 lbs poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les Compagnies et/ou les Contracteurs Arrimeurs auront le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le nombre d'hommes de l'équipe mais auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire.

f. Notwithstanding les paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grand Lacs:

Sacs: 320 lbs	5 par "élingue"
Sacs: 275 à 230 lbs	7 par "élingue"
Sacs: 230 à 180 lbs	8 par "élingue"
Sacs: moins de 180 lbs	10 par "élingue"

(poids net de la cargaison, 5% de marge).

Pâte de bois en balles:

Balles au-dessus de 280 lbs	6 par "élingue"
Balles 280 à 160 lbs	8 par "élingue"
Balles moins de 160 lbs	10 par "élingue"

(et pas moins de 20 hommes par équipe.)

Ferblanc: 10 boîtes par "élingue" ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2240 lbs, poids net de la cargaison, quand elle est déchargée sur des camions mécaniques et/ou remorques, ou quand elle est déchargée dans un autre vaisseau.

Bois de construction: 35 pieds de longueur ou plus, un par "élingue" de la cale et déchargé sur n'importe quelle sorte de voitures; mais quand il est déchargé du pont, deux ou plus par "élingue" selon les dimensions. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur: 6 par "élingue".

Caoutchouc: (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par "élingue".

X. *Chargement d'un navire:* a. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures à mains, et quand ce nombre d'hommes sera employé ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture ne devra excéder 1,400 lbs poids net de la cargaison 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des chars quand les voitures à mains ou à moteur ne sont pas employées et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1,600 lbs, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

package. Not less than six men in the hold.

c. Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on to wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 1600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f. Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities:

Raw Sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:

Bags, 320 lbs	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs	8 per sling
Bags, under 180 lbs	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin).

Baled Woodpulp:

Bales over 280 lbs	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs	8 per sling
Bales under 160 lbs	10 per sling

(and not less than 20 men in gang).

Tinplate: 10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2240 lbs. net weight of cargo, when unloaded on to mechanical trucks and/or trailers, or when unloaded into another vessel.

Timber: 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs. each): 6 bales per sling.

X. *Loading of a ship:* a. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men are employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

c. 1. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou remorques, quand les camions et/ou les remorques ne sont pas chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 lbs. poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

2. Dix-sept hommes (ne comprenant pas le conducteur d'une remorque) constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou de remorques, quand les camions et/ou les remorques sont chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 lbs. poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,000 lbs. poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les Compagnies et/ou les Contracteurs Arrimeurs auront le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article, et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le nombre d'hommes de l'équipe mais auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire.

f. Nonobstant les paragraphes "a" à "e" inclusivement, du présent article, les charges de la "élingue" seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Rouleaux de papier:

Jusqu'à 500 livres.....	3 par "élingue"
500 à 1,000 livres.....	2 par "élingue"
Au dessus de 1,000 livres.....	1 par "élingue"

(Lorsque chargé des voitures à mains).

Cuir:

Jusqu'à 1,000 livres.....	2 par "élingue"
Au dessus de 1,000 livres.....	1 par "élingue"

Paquets de bois:

Paquets de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par "sling" excepté les paquets de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Paquets de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par "sling".

Lorsque les paquets de sapin ou de pin sont manœuvrés ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (paquets) équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (reste des paquets), 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (reste des paquets), 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (reste des paquets), 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw brick), 4", 10 morceaux; bouleau 3", 12 morceaux; bouleau, 2", 16 morceaux; bouleau, 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, sera considéré comme du bois long et la charge sera de 10 morceaux.

Les quantités ci-haut mentionnées de paquets et/ou de bois couvrent les opérations faites au moyen de voitures à main seulement. Quand des camions à moteur et/ou des remorques sont utilisés, les quantités peuvent être augmentées.

c. 1. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are not loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

2. Seventeen men (excluding driver of two motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present Section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f. Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present Section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:—

Rolls of Paper:

Up to 500 lbs.....	3 per sling
500 to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

(When loading from handtrucks.)

Copper:

Up to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

Deals and Lumber:

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and/or lumber cover operations with handtrucks only. When mechanical trucks and/or trailers are used, the quantities may be increased.

Le chargement du bois des chars ou des quais découverts au vaisseau sera considéré comme opération séparée lorsque l'on ne se servira pas de voitures ou remorques, et la charge de l'élingue devra être conforme aux conditions existantes, l'équipe pour cette opération ne devant pas compter moins que seize hommes.

Les Compagnies conviennent de nommer un petit comité qui rencontrera un comité semblable des débardeurs, quand cela sera nécessaire, dans le but de régler tout grief légitime qui peut s'élever en rapport avec les dispositions de ce paragraphe.

XI. Durée de la convention: La présente convention deviendra en vigueur à compter du 24 avril, 1940, et se continuera jusqu'au 31 décembre 1940 et par après d'année en année à moins que ou jusqu'à ce que l'une ou l'autre des parties donne un avis par écrit à l'autre partie à ce contraire au moins soixante jours avant le 31 décembre 1940, ou soixante jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 août 1940. 3753-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que requête lui a été présentée à l'effet d'apporter la modification suivante au décret No 2522, du 28 juin 1940, relatif aux métiers du bâtiment dans le district de Montréal:

"Le paragraphe "e" du sous-article "9" de l'article XXII est radié."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 août 1940. 3755-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la Convention collective (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret No 1762 du 2 septembre 1938, amendé par les arrêtés Nos 2066 du 7 octobre 1938, 2677 et 2938 des 25 novembre et 9 décembre 1939 et 196 du 13 janvier 1940, relatif aux métiers de barbier et coiffeur des villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel, du comté de Rouville et du village de Contrecoeur:

1. Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"A Granby et dans un périmètre de deux (2) milles de rayon des limites de la ville, \$15.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$22.00."

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck or trailer is used, and the slingload shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

The Companies agree to appoint a small committee, which shall meet a similar committee of the Longshoremen, when necessary, for the purpose of adjusting any legitimate grievance which may arise in connection with the provisions of this paragraph.

XI. Duration of the Agreement: The present agreement shall come into force on April 24th, 1940, and shall remain effective until the 31st. of December 1940, and thereafter from year to year unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty days prior to December 31st, 1940, or sixty days prior to December 31st of any subsequent year.

During the thirty days from the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the present petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 3rd, 1940. 3754-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38) notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that a request has been presented to him to the effect to apply the following modification to the decree No. 2522, of June 28th, 1940, relating to the buildings trades in the Montreal district:

"Paragraph "e" of sub-section "9" of section XXII is stricken off."

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 3rd, 1940. 3756-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that a request has been presented to him to the effect to apply the following modifications to the decree No. 1762 of September 2nd 1938, amended by Orders Nos. 2066 of the 7th of October 1938, 2677 and 2938 of the 25th of November and 9th of December 1939 and 196 of the 13th of January 1940, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of St. Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel, in the county of Rouville and the village of Contrecoeur:

1. The second paragraph of subsection "a" of section IV is stricken off and replaced by the following:

"At Granby and within a perimeter of two (2) miles of radius from the limits of the town, \$15.00 per week plus 50% on all gross receipts in excess of \$22.00."

2. L'article V est modifié de façon que les taux à charger, dans la ville de Granby, pour les opérations ci-après mentionnées soient les suivants:

"Cheveux pour hommes: les lundi, mardi, mercredi, jeudi	\$0 30
les vendredi, samedi et veilles de fête	0 35
Cheveux pour femmes: les lundi, mardi, mercredi, jeudi	0 30
les vendredi, samedi et veilles de fête	0 35
Cheveux pour enfants: les lundi, mardi, mercredi, jeudi	0 20
les vendredi, samedi et veilles de fête	0 25
Shampooing	0 35
Massage	\$0 35-0.50"

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 3 août 1940.

3757-o

2. Section V is modified in such a manner that the rates to be charged, in the town of Granby, for the operations hereinafter mentioned be the following:

"Haircut for men: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	\$0 30
On Friday, Saturday and holiday eves	0 35
Haircut for women: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0 30
On Friday, Saturday and holiday eves	0 35
Haircut for children: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	0 20
On Friday, Saturday and holiday eves	0 25
Shampooing	0 35
Massage	\$0 35-0.50"

During the thirty days following the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 3rd, 1940.

3758-o

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 1er août, 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 3 août 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Executive Council dated August 1st, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on August 3rd, 1940.

Concernant un décret régissant l'industrie de la fourrure, section du gros—district de Montréal.

Concerning a decree governing the fur industry (wholesale), district of Montreal.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 1er août (1940) expose:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated August 1st (1940), sets forth:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), "The Montreal Furriers Association", "The Fur Trimmers Protective Association, Inc." et "The Furriers' Union of Montreal", Locaux 66 et 67 de "The International Fur Workers Union", lui ont conjointement présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the Montreal Furriers Association, The Fur Trimmers Protective Association, Inc. and The Furriers' Union of Montreal, Locals 66 and 67 of the International Fur Workers Union, have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

"The Montreal Furriers Association", "The Fur Trimmers Protective Association, Inc."; comprenant les employeurs signataires dont les noms suivent:

The Montreal Furriers Association, The Fur Trimmers Protective Association, inc.; including the following contracting employers:

Montroy Cloak Co., 1193, Philips Place; Margolese Fur Co. 1470 Peel St.; J. Nagy Fur, 3530 St. Lawrence Blvd.; Nu Mode Furs Co., 372 St. Catherine Est; Perfect Fur Co., 1010 est, Ste-Catherine; Princess Furriers, 282, Ontario ouest; H. Podbere Co. Ltd, 460 ouest, Ste-Catherine; S. Potash Fur Co., 372 ouest, Ste-Catherine; Northway Fur Co., 615 Sommer Bldg.; Parisian Fur Co., 282 ouest, Ontario; Quality Fur Co., 3615, boulevard St-Laurent; Quick Fur Service,

Montroy Cloak Co., 1193 Philips Square; Margolese Fur Co. 1470 Peel St.; J. Nagy Fur, 3530 St. Lawrence Blvd.; Nu Mode Furs Co., 372 St. Catherine St. East; Perfect Fur Co., 1010 St. Catherine St. East; Princess Furriers, 282, Ontario St. West; H. Podbere Co. Ltd. 460 St. Catherine West; S. Potash Fur Co., 372 St. Catherine West; Northway Fur Co. 615 Sommer Bldg.; Parisian Fur Co., 282 Ontario, West; Quality Fur Co., 3615, St. Lawrence Blvd.;

1193 Phillips Place; A. Raickles Fur, Sommer Bldg.; H. Richer Fur Co., 326 ouest, St-Paul; J. Rashevsky Fur, 1449, St-Alexandre; Royal Fur Co., 3618, boulevard St-Laurent; Schleider Fur Co., 3970, boulevard St-Laurent; J. Sabados Fur, 2078, Clarke; M. Sabados Fur, 261 est, Pine Avenue; J. Szabo, 3428, de Bullion; Simmons Fur Co., 372 ouest, Ste-Catherine; Seeman Fur Co., 3575, St. Lawrence Blvd.; Jos. Silver Fur Mfg., Albee Bldg. rue Mayor; Stamenized Fur Mfg., Albee Bldg. rue Mayor; Shuchat M & Co., 1407, Mountain; MillCraft Co., 5505 boulevard St-Laurent; D. Dishell, 4517 Esplanade; Mrs. R. Belisle, 3441, Jeanne Mance; E. B. Briskin Fur, Mayor Bldg.; Blau & Skarf Fur, 366 rue Mayor; Cohen & Dunn, 1485, Bleury; C. & R. Fur Co., 3575, rue St-Laurent; Empire Fur, 3575, rue St-Laurent; European Fur, 58 est, Pine; Et Co. Fur Co., 1449, St-Alexandre; M. Freiheiter Fur Co., 3575 St-Laurent; H. Feldman Furs, Mayor Bldg.; Fenster Bros., 1435 Bleury; Fishman M., Mayor Bldg.; Feldman Reg'd., 307 ouest, Ste-Catherine; Kirschberg & Co., 372 ouest, Ste-Catherine; Simon Kirsch Fur, 282 Ontario; London Fur Co., Mayor Bldg.; Majestic Garment, 423 Mayor; Albee Fur Co., 310 Albee Bldg.; Auckie Sanft Co., 1193 Phillips Place; Atlas Fur Co., 4617 Park Ave.; A & S Fur Co., 4298 St-Laurent; Anchel I. Furs, 1010 est, Ste-Catherine; Bleury Furs, 1435 Bleury; Bronstein A., 2003 St-Laurent; Bram Fur Co., 1435 Bleury; Bathurst Fur Co., 3610 St-Laurent; Brenhouse A., 3938 St-Urbain; Broadway Fur Co., Albee Bldg.; Belgo Fur, 1470 Peel; Berger & Sons, 1231 ouest, Ste-Catherine; Gittleman & Sons, 1435 Bleury; Gordon S., 2118 Bleury; Grannich & Co., 1449 St-Alexandre; Gerner M., 3638 St-Laurent; Helfield M., 1010 est, Ste-Catherine; Hendelman & Mazur, 1485 Bleury; Independent Fur, 708 Albee Bldg.; Kings Fur, 3880 St-Laurent; Kutzin Furs, 3634 St-Laurent; Koch Respitz, 1435 Bleury; Mitchnick S., 4089 Henri-Julien; Modern Fur, 423 Mayor; Abramovitch S., 216 ouest Villeneuve; Bouret J. L., 1294 Beaubien E.; Grossman L., 118 ouest, Laurier; Giguère J. H., 4516 Delorimier; Herman H. & Co., 5387 avenue Park; Liberty Fur Co., 5171 St-Laurent; McGill Fur Co., 4671 St-Laurent; Moller & Marois, 4415 des Erables; Moskovitch, L., 4138 St-Laurent; Pouliot L., 4616 Papineau; Perras Y., 5340 Jeanne Mance; Rivelis M., 4832 St-Laurent; Segal B. Furs, 4630 Park Ave.; Shapiro L., 359 est, Mont-Royal; Reinharz & Williams, 277 ouest, Laurier; Abramovitch M., 3656, St-Laurent; Cinq Mars P. E., 2118 Bleury; Fraser the Furrier, 1010 ouest, Ste-Catherine; Holt Renfrew Co. Ltd., Mountain St.; Labrador Fur Co., 1551 St-Laurent; Lazare L. P. & Co., 1454 Peel; Moscovitch D., 107 est, Mont-Royal; Leon Neiss, 1405 Peel; Ogilvy's Ltd., Ste-Catherine; Perlman Bros., 1245 ouest, Ste-Catherine; J. Szabo, 1254 ouest, Sherbrooke; Trudel J. E., 1413 Drummond; Toronto Fur, Albee Bldg, Mayor St.; Wiseman J., Fur, 1470 Peel; A. Wiseman Co., 1485 Bleury; S. Wiseman & Co., 190 ouest, St-Paul; Rose Garment & Co., 4324 St-Laurent; Sang & Lichter, 2003 St-Laurent; Shivilenko & Young, 3648 St-Laurent; I. Vinegor, 3632 St-Laurent; Famous Fur Products Co., 316 Youville S; B & L Fur Co., Unity Bldg., rue St-Alexandre; B. Goldberg Fur Co., 389 ouest, St-Paul; Hendelman & Herscovici, 440 McGill; Herscovici Bros Hendelman, 440 McGill; Kaufman Fur Co, 404 St-Pierre; Maurice & Marks Ltd, 358 ouest, St-Paul; J. Ornstein Co., 358 St-Paul; Richer Fur Co., 1435 Bleury; S & D Fur Co., 961 Inspector; Superior Fur Co., 686 Quick Fur Service, 1193 Phillips Square; A. Raickles Fur, Sommer Bldg.; H. Richer Fur Co., 326 St. Paul, West; J. Rashevsky Fur, 1449 St. Alexander St.; Royal Fur Co., 3618 St. Lawrence Blvd.; Schleider Fur Co. 3970 St. Lawrence Blvd.; J. Sabados Fur, 2078, Clark St.; M. Sabados Fur, 261 Pine Ave. East; J. Szabo, 3428 de Bullion St.; Simmons Fur Co., 372 St. Catherine West; Seeman Fur Co., 3575 St. Lawrence Blvd.; Jos. Silver Fur Mfg., Albee Bldg., Mayor St.; Stamenized Fur Mfg. Albee Bldg. Mayor St.; Shuchat M & Co. 1407 Mountain St.; MillCraft Co., 5505 St. Lawrence Blvd.; D. Dishell, 4517 Esplanade, Mrs. R. Pelisle, 3441 Jeanne Mance; E. B. Priskin Fur, Mayor Bldg.; Blau & Skarf Fur, 366 Mayor St.; Cohen & Dunn, 1485 Bleury St.; C. & R. Fur Co., 3575, St. Lawrence St.; Empire Fur, 3575, St. Lawrence St.; European Fur, 58 Pine, East; Et Co. Fur Co., 1449 St. Alexander; M. Freiheiter Fur Co., 3575 St. Lawrence; H. Feldman Furs, Mayor Bldg.; Fenster Bros., 1435 Bleury; Fishman M., Mayor Bldg.; Feldman Reg'd., 307 St. Catherine, West; Kirschberg & Co., 372 St. Catherine, West; Simon Kirsch Fur, 282 Ontario; London Fur Co., Mayor Bldg.; Majestic Garment, 423 Mayor; Albee Fur Co., 310 Albee Bldg.; Auckie Sanft Co. 1193 Phillips Sq.; Atlas Fur Co., 4617 Park Ave.; A & S. Fur Co., 4298 St. Lawrence; Anchel I. Furs, 1010 St. Catherine, East; Bleury Furs, 1435 Bleury; Bronstein A., 2003 St. Lawrence; Bram Fur Co., 1435 Bleury; Bathurst Fur Co., 3610 St. Lawrence; Brenhouse A., 3938 St. Urban; Broadway Fur Co., Albee Bldg.; Belgo Fur, 1470 Peel; Berger & Sons, 1231 St. Catherine West; Gittleman & Sons, 1435 Bleury Gordon, S., 2118 Bleury; Grannich & Co., 1449 St. Alexander; Gerner M., 3638 St. Lawrence; Helfield M., 1010 St. Catherine, West; Hendelman & Mazur, 1485 Bleury; Independent Fur, 708 Albee Bldg.; Kings Fur, 3880 St. Lawrence; Kutzin Furs, 3634 St. Lawrence; Koch Respitz, 1435 Bleury; Mitchnick S., 4089 Henri-Julien; Modern Fur, 423 Mayor; Abramovitch, S., 216 Villeneuve, West; Bouret J. L., 1294 Beaubien, East; Grossman, L., 118 Laurier, West; Giguère, J.-H., 4516 Delorimier; Herman, H. & Co., 5387 Park Ave.; Liberty Fur Co., 5171 St. Lawrence; McGill Fur Co. 4671 St. Lawrence; Moller & Marois, 4415 Maple; Moskovitch, L., 4138 St. Lawrence; Pouliot, L., 4616 Papineau; Perras, Y., 5340 Jeanne Mance; Rivelis, M., 4832 St. Lawrence; Segal B. Furs, 4630 Park Ave.; Shapiro L., 359 Mount Royal, East; Reinharz & Williams, 277 Laurier, West; Abramovitch, M., 3656, St. Lawrence; Cinq Mars, P. E., 2118 Bleury; Fraser the Furrier, 1010 St. Catherine, West; Holt Renfrew Co. Ltd., Mountain St.; Labrador Fur Co., 1551 St. Lawrence; Lazare, L. P. & Co., 1454 Peel St.; Moscovitch D., 107 Mount Royal, East; Leon Neiss, 1405 Peel; Ogilvy's Ltd., St. Catherine; Perlman Bros., 1245 St. Catherine, West; J. Szabo, 1254 Sherbrooke, West; Trudel, J. E., 1413 Drummond; Toronto Fur, Albee Bldg, Mayor St.; Wiseman, J., Fur, 1470 Peel; A. Wiseman Co. 1485 Bleury; S. Wiseman & Co. 190 St. Paul West; Rose Garment & Co., 4324 St. Lawrence; Sang & Lichter, 2003 St. Lawrence; Shivilenko & Young, 3648 St. Lawrence; I. Vinegor, 3632 St. Lawrence; Famous Fur Products Co., 316 Youville S; B. & L. Fur Co., Unity Bldg., St. Alexander; B. Goldberg Fur Co., 389 St. Paul West; Hendelman & Herscovici, 440 McGill; Herscovici Bros. Hendelman, 440 McGill; Kaufman Fur Co., 404 St. Peter; Maurice & Marks Ltd.; 358 St. Paul, West; J. Ornstein Co. 358 St. Paul; Richer Fur Co., 1435 Bleury;

ouest, Notre-Dame; Hy-Co Fur Co., 1187 Bleury; Murphy Fur Co., 209 ouest, St-Paul; Reinharz Moose Co., 209 ouest, St-Paul; H. J. Silver Co., 170 ouest, St-Paul; Chapiro Bros Ltd, 406, St-François-Xavier; Reliable Cloak, 1010 est, Ste-Catherine; S. Grossman Furs, 282 ouest, Ontario; M. Karp, 4527 de Bullion; Maurice Laniel, 7542, St-Hubert; C. Pincus, 5437 Waverley; Super Fur Co Ltd, 6409 Boyer; Supercraft Fur Co., 4547 St-Laurent; B. Taran Furs Co., 5150 St-Laurent; Y. Yassin Furs, 4604 Hutchison; M. Shapiro Fur, 4396 St-Laurent; Wolfe Jay & Co., 1193 Phillips Place; Bleau & Rousseau, 3852 St-Denis; Burelle S., 1443 Amherst; Bousset P., 2043 St-Hubert; Bolduc Mrs. O., 820 est, Mont-Royal; Braunstein A., 4450 St-Laurent; Canada Fur Co., 174 ouest, Ste-Catherine; Faucher A., 1272 est, Ste-Catherine; Gourdeau E., 1351 est Craig; Gelinat E., 1750 Amherst; Roy G., 4452 Papineau; Salih J. H. & Co., 154 ouest, Ste-Catherine; Woodhouse & Co. Ltd., 105 ouest, Ste-Catherine; Waisberg R., 3639 St-Laurent; Alexander A. J. Furs Co., 464 McGill; Silver Sam & Co., 416 McGill; Laberge Chevalier, 404 St-Pierre; Faucher Eng., 482 est, Rachel; U Need A Garment Co., 3650, St-Laurent; Liverpool Fur Dyers Co., 5031 Wellington; Lerner L., 3619, Colonial; Boutet & Galet, 1212 St-Denis; Mrs. Y. R. Johnstone, 1251 St-Denis; Abramovitch H., 1451 est, Beaubien; St-Amour R., 8136 St-Gérard; Darveau, L., 7166 St-Denis; Tessier R., 7368 St-Denis; Sansfaçon A., 5234 Marquette; Langlois A., 1623 Amherst; Lafortune L., 2179 Beaudry; Beriault H., 2222 Delorimier; Cheifitz L., 5264 Jeanne Mance; Faucher R., 5474 4ème avenue, Rosemont; Bourgeault G. R., 7463 St-Denis; Fournier E., 6627 St-Denis; Laurent S., 1129 Mont-Royal E.; Montreal Children Wear, 3575 St-Laurent; Thérout J. H., 2185 St-Denis; Litwin H. & Co., 1430 Stanley; Marois L. & Fils 6207 Delorimier; Siberian Furs Co., 5341 avenue Park; Katz J., 2003 St-Laurent; Volodarsky H., 4007 St-Urbain; Ouimet G., 4287 De la Naudière; Ravary L., 5020 Papineau; Rhéaume W., 1617 Amherst; Geo. Laporte, 408 est, Ste-Catherine; Fourrures Papineau, 4298 Papineau; Juneau Albert, 5189 St-Denis; Cummings & Cummings, 284 ouest, Notre-Dame; Doukis A., 369 ouest, Ste-Catherine;

S & D Fur Co., 961 Inspector; Superior Fur Co., 686 Notre Dame, West; Hy-Co Fur Co., 1187 Bleury; Murphy Fur Co., 209 St. Paul, West; Reinharz Moose Co., 209 St. Paul, West; H. J. Silver Co., 170 St. Paul, West; Chapiro Bros. Ltd.; 406, St. Francis Xavier; Reliable Cloak, 1010 St. Catherine, East; S. Grossman Furs, 282 Ontario, West; M. Karp, 4527 de Bullion; Maurice Laniel, 7542, St. Hubert; C. Pincus, 5437 Waverley; Super Fur Co. Ltd., 6409 Boyer; Supercraft Fur Co., 4547 St. Lawrence; B. Taran Furs Co.; 5150 St. Lawrence; Y. Yassin Furs, 4604 Hutchison; M. Shapiro Fur, 4396 St. Lawrence; Wolfe Jay & Co., 1193 Phillips Square; Bleau & Rousseau, 3852 St. Denis; Burelle, S., 1443 Amherst; Bousset, P., 2043 St. Hubert; Bolduc, Mrs. O., 820 Mount Royal, East; Braunstein, A., 4450 St. Lawrence; Canada Fur Co., 174 St. Catherine, West; Faucher, A., 1272 St. Catherine East; Gourdeau, E., 1351 Craig, East; Gelinat, E., 1750 Amherst; Roy, G., 4452 Papineau; Salih J. H. & Co., 154 St. Catherine, West; Woodhouse & Co. Ltd., 105, St. Catherine, West; Waisberg, R., 3639 St. Lawrence; Alexander, A. J. Furs Co., 464 McGill; Silver Sam & Co., 416 McGill; Laberge Chevalier, 404 St. Peter; Faucher Engr., 482 Rachel, East; U Need A Garment Co., 3650 St. Lawrence; Liverpool Fur Dyers Co., 5031 Wellington; Lerner L., 3619 Colonial; Boutet & Galet, 1212 St. Denis; Mrs. Y. R. Johnstone, 1251 St. Denis; Abramovitch, H., 1451 Beaubien, East; St-Amour, R., 8136 St. Gérard; Darveau, L., 7166 St. Denis; Tessier R., 7368 St. Denis; Sansfaçon, A., 5234 Marquette; Langlois, A., 1623 Amherst; Lafortune, L., 2179 Beaudry; Beriault H., 2222 Delorimier; Cheifitz, L., 5264 Jeanne Mance; Faucher, R., 5474, 4th Avenue, Rosemont; Bourgeault, G. R. 7463 St. Denis; Fournier, E., 6627 St. Denis; Laurent, S., 1129 Mount Royal East; Montreal Children Wear, 3575 St. Lawrence; Theroux, J.-H., 2185 St. Denis; Litwin, H. & Co., 1430 Stanley; Marois, L. & Fils, 6207 Delorimier; Siberian Furs Co., 5341 Park Ave., Katz J., 2003 St. Lawrence; Volodarsky H., 4007 St. Urbain; Ouimet, G., 4287 De la Naudière; Ravary, L., 5020 Papineau; Rhéaume, W., 1617, Amherst; Geo. Laporte, 408, St. Catherine East; Fourrures Papineau, 4298 Papineau; Juneau Albert, 5189 St. Denis; Cummings & Cummings 284 Notre Dame W.; Doukis, A., 369 St. Catherine, West.

ET, D'AUTRE PART:

"The Furriers' Union of Montreal", locaux 66 et 67 de "The International Fur Workers Union" sont rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers et de l'industrie visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 juin 1940;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail pour les métiers et l'industrie visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi 4 George VI, chapitre 38, avec toutefois, les nou-

AND, ON THE OTHER PART:

The Furriers' Union of Montreal, locals 66 and 67 of the International Fur Workers Union; be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades and the industry concerned according to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of June 15th, 1940;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the trades and the industry concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act have been duly observed with regard to the publication of the notices;

Whereas objections have been presented against the said request and have been submitted to the contracting parties, for consideration;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval in conformity with the provisions of section 6 of the Act 4 Geo. VI, chapter 38, with however, the following new

velles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 juin 1940.

I. *Définitions* : Les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée :

a. Un "finisseur" ou "finisseuse de première classe" désigne celui ou celle qui complète les opérations de finition de tout vêtement ou article de fourrure de première classe, ou fait toute partie desdites opérations.

b. Un "bloqueur et cloueur de première classe" est celui qui peut exécuter tout ouvrage de blocage de fourrure de première classe.

c. Un "préposé aux garnitures (*trimmer*) de première classe" est celui qui peut exécuter toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article.

d. Un "opérateur ou opératrice de première classe" est celui ou celle qui peut travailler la fourrure de première classe.

e. Les "coupeurs, opérateurs ou opératrices, cloueurs, finisseurs ou finisseuses de première classe, etc.", comprennent les ouvriers ou ouvrières exécutant des travaux sur des manteaux, vêtements ou tous autres articles de fourrure de première qualité telle que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul argenté, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (*skunk*) seal de mer (*real seal*), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée.

II. *Juridiction professionnelle* : Sont assujettis au présent décret tous les signataires dont les noms apparaissent sous le titre de parties de première part, ainsi que tous les grossistes, qu'ils aient ou non signé la convention collective. Quant aux détaillants, et à ceux qui font à la fois du gros et du détail, seuls sont assujettis aux dispositions du présent décret, les personnes ou corporations qui ont signé ladite convention.

Proviso : Au cas de difficultés au sujet de l'assujettissement d'un marchand de gros qui fait en même temps du détail et qui aurait signé les deux conventions, l'officier de conciliation du ministère du Travail aura le droit de déterminer sous quel décret tombe ledit marchand détaillant.

III. *Juridiction territoriale* : a. La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles autour et au-delà de ses limites; pour les fins d'application, ladite juridiction est divisée en deux zones :

Zone I : comprenant l'île de Montréal et un rayon de dix (10) milles autour de ses limites;

Zone II : comprenant un périmètre de quarante (40) milles de rayon autour et au-delà de la Zone I.

b. L'échelle de salaires mentionnée à l'article IV s'applique à tous les établissements de fourrure de la Zone I et de la Zone II; toutefois, les établissements de la Zone II auront le droit de travailler quarante-huit (48) heures par semaine formée de six (6) jours de huit (8) heures, de 8.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m., au taux de salaire et demi pour tout travail supplémentaire lequel ne devra pas dépasser celui permis dans la Zone I.

IV. *Salaires* : a. Les salaires minima dans l'industrie seront les suivants :

Coupeurs	1ère classe	\$40.00
"	2ième classe	32.50

provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of June 15th, 1940.

I. *Definitions* : The following terms shall have the hereinafter given significance :

a. A "first class finisher" male or female is one who completes finishing operations on any garment or article of first class furs or does any portion of any such operation.

b. A "first class blocker and nailer" is one who blocks first class furs.

c. A "first class trimmer" is one who makes the entire trimming operations on any garment or article.

d. A "first class operator" male or female is one who works on first class furs.

e. The "first class cutters, operators, nailers and finishers, etc." shall comprise those working on coats, garments or any other fur articles of the first class group such as mink, Russian sable, Jap mink, Kolinsky, Persian lamb, Russian caracul, squirrel, beaver, ermine, silver foxes, all kinds of foxes, raccoon, skunk, real seal, Russian broadtail, fitch, stone marten, Hudson seal, badger lynx, wolf, beaumarten, all kinds of martens and all other furs of the same value and drop skin work.

II. *Professional jurisdiction* : Are subject to the present decree, all the signers whose names appear among the parties of the first part, as well as all wholesalers, whether they have signed the agreement or not. As for retailers, and those doing both wholesale and retail business, only those having signed the said agreement are subject to the provisions of the present decree.

Proviso :—Should there be difficulties as to the subjection of a wholesale merchant engaged at the same time in retail business and having signed both agreements, the conciliation officer of the Department of Labour shall have the right to determine the decree by which the said wholesale merchant shall be covered.

III. *Territorial jurisdiction* : a. The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles around and beyond its limits; for purposes of enforcement, such territorial jurisdiction is divided in two zones :

Zone I : comprising the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits;

Zone II : comprising a perimeter of forty (40) miles around and beyond zone I.

b. The scale of wages mentioned in Section IV shall apply to all fur establishments of Zone I and Zone II; but all the fur establishments of Zone II shall be permitted to work 48 hours per week consisting of six (6) days of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and 1 p.m. to 5 p.m. with pay for time and a half for all overtime work which shall not exceed that permitted in Zone I.

IV. *Wages* : a. The following minimum wages shall prevail in the industry :

Cutter	1st class	\$40.00
"	2nd "	32.50

Opérateurs.....	1ère classe.....	32 50	Operators, male.....	1st ".....	32 50
".....	2ième classe.....	24 00	".....	2nd ".....	24 00
Opératrices.....	1ère classe.....	23 50	Operators, female.....	1st ".....	23 50
".....	2ième classe.....	18 00	".....	2nd ".....	18 00
Finisseuses.....	1ère classe.....	21 50	Finishers, female.....	1st ".....	21 50
".....	2ième classe.....	17 00	".....	2nd ".....	17 00
Apprentis-coupeurs.....		24 00	Apprentice-cutters.....		24 00
Bloqueurs et préposés aux garnitures (trim- mers).....	1ère classe.....	24 00	Blockers & trimmers.....	1st ".....	24 00
Bloqueurs.....	2ième classe.....	16 00	Blockers.....	2nd ".....	16 00
Préposés aux garnitu- res (trimmers).....	2ième classe.....	17 00	Trimmers.....	2nd ".....	17 00
Examineurs.....	1ère classe.....	28 00	Examiners.....	1st ".....	28 00
".....	2ième classe.....	17 00	".....	2nd ".....	17 00
Finisseurs.....	1ère classe.....	28 00	Male finishers.....	1st ".....	28 00
".....	2ième classe.....	24 00	".....	2nd ".....	24 00

b. 1. Tous les fermeurs exécutant du travail de première ou de seconde classe recevront le salaire d'un opérateur de première classe.

2. Les employés embauchés pour rembourrer ou garnir les collets recevront \$17.00 par semaine.

3. Les faiseurs de doublures seront considérés et rémunérés comme des opérateurs de seconde classe.

c. Les examinateurs préposés aux garnitures recevront: 1ère classe..... \$28 00

Les examinateurs préposés aux garnitures recevront: 2ième classe..... 17 00

Les finisseurs employés par les préposés aux garnitures (trimmers) 1ère classe..... 28 00

Les finisseurs employés par les préposés aux garnitures (trimmers) 2ième classe..... 24 00

Les employés préposés aux peaux en pièces et les commençants, i.e., les employés réguliers qui ont commencé à travailler sur des peaux en pièces..... 16 00

d. Tous les employés recevant plus que les minima bénéficieront également de l'augmentation.

e. Les employés faisant du travail de messenger, balayant et mouillant les peaux ne seront pas sujets à ce décret.

f. A compter du 31 décembre 1939, tous les employés de première classe recevront une augmentation de 10% sur leur salaire.

A compter du 31 décembre 1939, les employés de seconde classe bénéficieront également d'une augmentation sur leur salaire, égale à celle ajoutée aux minima.

g. Apprentis ou apprenties: Les deux années d'apprentissage seront divisées en quatre périodes de six mois:

1ère période.....	7 00
2ième ".....	8 00
3ième ".....	9 50
4ième ".....	11 00
Après deux ans.....	12 50

V. Durée du travail: a. La semaine de travail comprendra quarante (40) heures:

1. Pour les manufacturiers: Une semaine de cinq (5) jours et des jours de huit (8) heures, de 8.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

2. Pour les détaillants: La semaine de quarante (40) heures sera divisée de la manière suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, sept (7) heures, de 9.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; les samedi, de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

b. Tout travail exécuté en tout temps après 5.00 p.m. et tout travail fait les samedis par les manufacturiers (marchands de gros) sera considéré comme travail supplémentaire; tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

b. 1. All closers whether working on 1st or 2nd class work shall receive the wages of a first class operator.

2. Employees engaged in trimming and padding collars shall receive \$17.00 per week.

3. Lining makers shall be considered as second class operators and paid accordingly.

c. Examiners employed in trimming shall receive 1st class..... \$28 00

Examiners employed in trimmings shall receive 2nd class..... 17 00

Male Finishers employed by trimmers 1st class..... 28 00

Male Finishers employed by trimmers 2nd class..... 24 00

Employees employed on piece plates and beginners, i.e., regular workmen who commenced to work on pieces..... 16 00

d. All employees getting over the minimum shall benefit of the raise.

e. Any employee doing messenger work, sweeping and wetting skins will not be covered by this agreement.

f. All first class employees shall receive an increase of 10% over their wages as of and from December 31st 1939.

Second class employees must also benefit of an increase equivalent to the increase granted on the minimum over their wages as from December 31st 1939.

g. Apprentices male or female—The two years apprenticeship to be divided in four periods of six months:

1st period.....	\$ 7 00
2nd ".....	8 00
3rd ".....	9 50
4th ".....	11 00
after two years.....	12 50

V. Duration of labour: a. A week's work shall consist of forty (40) hours.

1. For the manufacturers: A five-day week, an 8-hour day from 8 a.m., to 12 a.m., and 1 p.m. to 5 p.m.

2. For the retailers: The 40-hour week shall be divided in the following manner: Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays 7-hour day from 9 a.m. to 12 a.m. and 1 p.m. to 5 p.m.; Saturdays from 8 a.m. to 1 p.m.

b. All work performed after 5 p.m. on any day and any work performed on Saturday by wholesalers (manufacturers) shall be considered as overtime work; all overtime work shall be paid for at the rate of time and one-half.

c. Tout travail fait en tout temps après 5.00 p.m. et tout travail fait après 1.00 p.m., les samedis par les détaillants sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de salaire et demi.

d. Tout travail supplémentaire est interdit pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin; toutefois, les préposés aux garnitures (trimmers) feront du travail supplémentaire à partir du premier juin au lieu du 1er juillet. Au cours des autres mois, le travail supplémentaire sera interdit à moins que tous les travailleurs de chaque manufacture soient employés.

e. Le travail supplémentaire dans tous les établissements visés ne dépassera pas vingt (20) semaines et ne devra jamais dépasser 9.00 p.m.

Aucun manufacturier, qu'il soit spécialisé dans les garnitures (trimmings), détaillant ou manufacturier de gros, ou qu'il soit à la fois manufacturier et spécialisé dans les garnitures, n'aura le droit de travailler plus de quatre (4) mois de temps supplémentaire durant la période permise, pendant une année; les quatre (4) heures supplémentaires, au taux régulier, seront régies par les dispositions du paragraphe "h" du présent article.

f. Tous les employés faisant du travail supplémentaire auront une demi-heure pour souper, ladite période n'étant pas rémunérée.

g. Notwithstanding les dispositions du présent article, les marchands de gros et les détaillants, auront le droit, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, de faire quatre (4) heures de travail supplémentaire pour lequel les employés seront rémunérés au taux régulier au lieu de salaire et demi; ceci s'applique aux employés qui ne seront pas forcés de faire ces quatre (4) heures de travail supplémentaire s'ils ne désirent pas le faire.

h. Les préposés aux garnitures (trimmers) auront le droit de faire, pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, quatre (4) heures de travail supplémentaire par semaine au taux régulier de salaire. Tout travail supplémentaire non compris dans la période mentionnée plus haut, ou en plus des quatre (4) heures, sera rémunéré au taux de salaire et demi; tel travail supplémentaire, au taux régulier, sera exécuté comme suit, exception faite des employeurs qui, à cause de leur religion, s'abstiennent de faire travailler le dimanche et le samedi, lesquels pourront faire les quatre (4) heures de travail supplémentaire durant la semaine.

1. Pour les marchands de gros : les samedis matin, de 8.00 a.m. à midi;

2. Pour les détaillants : les samedis après-midi;

3. Pour les préposés aux garnitures (trimmers) : les samedis matin, de 8.00 a.m. à midi.

i. Pour les cas d'urgence, le travail supplémentaire ne sera permis, pendant les périodes non prévues par ce décret, que sur l'émission d'un permis spécial du comité paritaire.

VI. Paiement du salaire : Tout salaire devra être payé en espèces et chaque semaine.

VII. Rémunération des jours de fêtes : Tous les employés devront être payés les jours de fêtes suivants : Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce, la fête de Noël, le Jour de l'An. Pour avoir droit à tel paiement, les employés devront avoir travaillé une partie de la semaine de paie où se trouve cette fête et, dans ce cas, l'employé recevra une proportion du salaire correspondant à la durée de son travail durant la semaine, pour ledit jour de fête. Si un employé travaille ces jours de fêtes, il recevra le salaire

c. All work performed after 5 p.m. on any day and any work performed on Saturday after 1 p.m., by retailers shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and one half.

d. No overtime work shall be performed during the months of January, February, March, April, May and June; however, trimmers shall do overtime work from the 1st of June instead of the 1st of July. During the other months, no overtime shall be permitted unless all the workers of each factory are fully employed.

e. Overtime work in any given establishment shall not exceed twenty (20) weeks and shall never extend beyond 9.00 p.m.

No manufacturer whether trimmer, retailer or wholesaler or both trimmer and manufacturer, shall be entitled to work more than four months overtime during the time allowed in any one year; the four (4) overtime hours at the regular rate shall be governed by the provisions of subsection "h" of the present section.

f. All employees working overtime shall be given a half-hour period for supper without pay.

g. Notwithstanding the provisions set out in this present Section, wholesalers and retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December to work four (4) hours overtime for which the employees are to be paid single time instead of time and a half, this subject to employees not being forced to work such four (4) hours who do not desire to do so.

h. Trimmers shall be permitted to work during the months of June, July, August and September, four (4) hours each week of overtime at single pay. Any overtime work outside the period herein stipulated or in addition to the four (4) hours herein stipulated shall be paid for at the rate of time and a half; such overtime work at single pay shall be done as follows except for those employers who from religious point of view have habitually refrained from working on Sundays and Saturdays, the latter being permitted to work the four hours overtime during the week;

1. For the wholesalers: Saturday morning from 8 a.m. to noon;

2. For the retailers: Saturday afternoon;

3. For the trimmers: Saturday morning from 8 a.m. to noon.

i. In urgent cases, overtime work may be permitted during the periods not provided for in this agreement only on special permit granted by the Joint Committee.

VI. Wages in cash: All wages shall be paid in cash and weekly.

VII. Remuneration on holidays: All the employees shall be entitled to be paid for the following holidays: Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, New Year's Day. In order to be entitled to such payment the employees must have worked some part of the pay week in which such holiday occurs and in the event of such employees working part of such week, he or she shall be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time worked bears to the full working time of the said week. In the even of any

régulier pour une journée de travail plus salaire et demi, mais l'employeur ne devra pas le forcer à travailler ce jour-là. Si l'on ne travaille pas dans un établissement durant la semaine où se trouve une fête, les employés recevront leur salaire en entier pour ce jour de fête.

Il n'y aura pas de travail le jour de la fête du Travail.

VIII. *Réduction des salaires*: Pendant la durée de ce décret, il n'y aura aucune réduction des salaires des travailleurs présentement ou occasionnellement employés avec un salaire déterminé.

IX. Lorsqu'il y a, dans une compagnie ou corporation quelconque, deux associés de bonne foi, ces associés auront le droit d'exécuter du travail dans la fabrique, c'est-à-dire du travail identique à celui fait par les employés, sujet cependant, à la condition qu'un des deux associés soit considéré comme appartenant à la classe de n'importe quel employé assujéti à ce décret, excepté en ce qui touche les conditions relatives aux salaires.

X. *Apprentis*: Les employeurs, dans les manufactures employant moins que quinze (15) personnes, pourront engager ou remplacer un apprenti pendant la durée du présent décret, et toute manufacture employant plus de 15 personnes pourra engager ou remplacer deux apprentis pendant la durée dudit décret.

Quant aux apprenties, les manufacturiers peuvent employer telles apprenties au besoin, mais elles doivent avoir de 16 à 20 ans inclusivement.

XI. *Promotions*: a. Les employeurs pourront promouvoir tout ouvrier de seconde classe à la première classe à la condition que ledit ouvrier lorsque promu reçoive une augmentation de 25% de la différence des salaires entre la première classe et la seconde et une nouvelle augmentation de 25% de telle différence à chaque six (6) mois qu'il travaille jusqu'à ce qu'il ait reçu le minimum d'un employé de première classe.

Ce paragraphe s'applique également aux employés du sexe féminin.

b. Les apprentis ou apprenties peuvent être promus au travail régulier de la seconde classe; ils seront sujets aux arrangements prévus pour les promotions de la deuxième classe à la première.

XII. *Contrats individuels*: Il est interdit à un employeur de signer dorénavant un contrat individuel avec ses employés ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute valeur de ses employés; il lui sera aussi interdit de passer un contrat avec ses employés dans le but de leur assurer de l'emploi durant un certain temps.

XIII. a. Tout travail à contrat ou à sous-contrat ou travail à la pièce sera interdit, soit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur ou dans une fabrique extérieure ou ailleurs, à moins que ce genre de travail soit exécuté dans des établissements assujettis au décret, dont les conditions de travail sont conformes à celles décrétées par le présent décret.

b. Aucun travail de finition ne pourra être envoyé aux sous-entrepreneurs à moins que les finisseurs, généralement employés pendant la saison par tout manufacturier, soient employés et aucun travail d'opérateur ne sera donné aux sous-entrepreneurs, à moins que toutes les machines qu'un manufacturier peut se procurer ne fonctionnent à plein rendement.

employee working upon the above holidays, he shall receive a day's pay at the regular rate and in addition thereto time and one-half but it shall be optional with the individual employee as to whether he or she will consent to work on such holiday. In the event of the firm refraining from operating during the week in which a holiday shall occur, employees shall be entitled to full pay for such holiday.

No work shall be permitted on Labour Day.

VIII. *No reduction in wages*: There shall be no reduction in wages during the term of this decree for help presently employed or once employed with a determined salary.

IX. Where there are, in any firm or corporation, two *bona fide* partners, both partners shall be privileged to do actual work in the factory, that is similar work as is done by the help employed, subject, however, to the condition that one of the said partners shall be considered in the same category as any of the employees under this decree, and subject to its terms and conditions, except in so far as wages are concerned.

X. *Apprentices*: As regards male apprentices, in factories employing less than fifteen (15) help, such factories shall be entitled to engage one apprentice during the term of this decree or replace such apprentice, and any factory employing more than fifteen (15) help shall be entitled to engage two apprentices or replace same during the term of this decree.

As for female apprentices, the manufacturers may employ such apprentices as are necessary for their requirements, but such female apprentices are restricted to females between the ages of 16 and 20 inclusive.

XI. *Promotions*:

a. The employers shall have the right to promote any second class workman with the understanding that when such workman is promoted from second class to first class he shall receive an increase on the date of his promotion of 25% of the difference in the wages between a first class and second class employee and a further increase of 25% of such difference each six months he is employed until he has received the minimum of a first class employee.

This subsection also applies to female employees.

b. Apprentices may be promoted to regular second class work subject to the same arrangements as set out for promotions from second class to first class.

XII. *Individual contracts*: No employer shall hereinafter make any individual contracts with any employee nor exact or accept any cash deposit or other securities from any employee nor shall any agreement be entered into with any individual employee guaranteeing any length of employment.

XIII. a. No contracting or sub-contracting or piece work shall be permitted whether inside the factory of the employer or at an outside plant or premises, unless sent to a factory submitted to the present agreement wherein such conditions exist as are consistent with this decree.

b. No finishing shall be sent to sub-contractors unless all the finishers generally employed during the season by any manufacturer are fully employed and no operating shall be given out to sub-contractors unless all the machines available to any manufacturer are fully in use.

Tous les manufacturiers donnant de l'ouvrage à l'extérieur aux entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent aviser le comité paritaire à cet effet.

Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent porter sur un registre les salaires et heures de travail, mais ils seront considérés comme employés en ce qui touche les salaires et heures de travail et de plus, ils seront assujettis à toutes les conditions du présent décret.

XIV. *Travail à la maison*: Il est défendu à tout employeur de permettre ou même de tolérer à un ou plus de ses employés d'apporter de l'ouvrage à la maison et de travailler à leur profit. Il est également interdit à tout employé d'apporter du travail à la maison et d'exécuter ce travail pour le compte de son employeur.

XV. Pour les fins du présent décret, il est entendu que tout employé faisant de l'ouvrage de première classe, conformément au paragraphe "e" de l'article I, sera considéré comme travaillant sur de la fourrure de première classe et rémunéré comme tel.

XVI. *Durée du décret*: Le présent décret demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1942. Trente (30) jours avant l'expiration du décret, les parties contractantes, par l'entremise de leurs représentants respectifs qui seront nommés au besoin, tenteront de négocier une nouvelle convention pour répondre aux besoins d'alors de l'industrie.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier du Comité Exécutif.

3765-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 1er août 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 3 août, 1940.

Concernant un décret relatif à l'industrie de la fourrure, section du détail, — région de Montréal.

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 1er août (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), l'Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc., section de la fourrure, lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada, corps politique et incorporé, agissant aux présentes pour ses fins personnelles et pour les fins de tous les employeurs qui font partie de ladite association et comprenant les noms suivants:

A. Pichet, A. Lachance, Joncas Ltée, Strohmayr-Morrison Ltd, Bradner Fur Co., Bradner Co., J. Walsh Furs, A. Beaupré, A. Giguère, Enrg., Charles Desjardins Ltée, Albert Duquette, N. A. Gascon, J.-B. Turcotte, O. Boulay, Georges Faucher, Evangéliste Bélanger, H. Sasseville, G. Lefebvre, J. F. Reid, Mme H. Savard, D. Blais, J.-B. Thibault, J. V. Quinn, A. Braunstein, G. Pouliot, Albert Miller, Emery's Furs, Rowat, Cusson, Ross Ltd, Louis Chukly, D. Monette, A. Nicholas Co., Emile Fisher, Alb. Rochon, Albert Juneau, Gilbert Boulet,

All manufacturers giving outside work to contractors or sub-contractors must notify the Parity Committee of such contracts or sub-contracts.

All contractors and sub-contractors must keep records of wages and hours of labour, but will be considered as employees as regards wages and hours of labour and be furthermore submitted to all conditions of this decree.

XIV. *Home work*: It is prohibited to any employer to permit or even tolerate to one or more of his employees to bring work home or work at home for his or their benefit. It is also prohibited to all employees to bring work at home and work for the benefit of their employers.

XV. For the purposes of the present decree it is understood that any employee doing work on first class furs, in accordance with sub-section "e" section I, shall be considered as working on the first class furs and shall be paid accordingly.

XVI. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until April 30th, 1942, and, thirty (30) days prior to the termination of this decree, the parties will, through their respective representatives who will be appointed when necessary, make every effort to negotiate an agreement for the future needs of the industry as the occasion may then require.

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

3766-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated August 1st, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on August 3rd, 1940.

Concerning a decree governing the fur industry, Retail Section,—district of Montreal.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated August 1st (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), "L'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., section de la fourrure", has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada", a political and incorporate body, acting hereto for its personal purposes and for the purposes of all the employers of the said Association and comprising the following names:

A. Pichet, A. Lachance, Joncas Ltée, Strohmayr-Morrison Ltd., Bradner Fur Co., Bradner Co., J. Walsh Furs, A. Beaupré, A. Giguère Enrg., Charles Desjardins Ltée, Albert Duquette, N. A. Gascon, J. B. Turcotte, O. Boulay, Georges Faucher, Evangéliste Bélanger, N. Sasseville, G. Lefebvre, J. F. Reid, Mme H. Savard, D. Blais, J. B. Thibault, J. V. Quinn, A. Braunstein, G. Pouliot, Albert Miller, Emery's Furs, Rowat, Cusson, Ross Ltd., Louis Chukly, D. Monette, A. Nicholas Co., Emile Fisher, Alb. Rochon, Albert Juneau, Gilbert Boulet, Wilfrid Clermont

Wilfrid Clermont Ltée, Racicot & Tremblay, G. Orban, Robert Scheen, J.-A. Turcotte, Mme A. Blondeau, O. Allard, Alf. Dion, J.-B. Galipeau Enrg., Emile Masson, Arsène Boudreau, L. Faucher, N.-A. Ostiguy, J. E. McComber, Chabot Frères, Georges N. Thimineur, J. B. Mathieu, C. Descoteaux, Grande & Marchand Limited, Mme E. Lachance, Dupuis Frères, Jules Lacombe Enrg., Mme Jeannette Blanchard, Henri Pageau, R. Guay, Laberge Frères, Germain Roy, Mme L. Durand, A.-P. Dostert, J. Szabo, J. Myrovitch & Co. Furs, J.-Alfred Bélanger, J.-H. Cusson, P.-A. Asselin, S. David, F. Joncas, J.-O. Ricard, Albert Brault, V.-N. Giroux, S. Limoges, A. Lachance Enrg., U. Mailloux, Armand Doin, F. Wilband Ltd., C. Rivet Fils, J.-G. Mathieu, A. Lefebvre, J.-L.-E. Larivière, Marcel Boivin, Normandin Fils Ltée, Emilien Labelle, G. Leclair, Maurice Chevalier, G.-J. Papillon, G. Thibeault, Mercier & Dion, A. Bourgeault, Gnaedinger Furs Limited, Flomen & Udashkin, Hector Blouin, Madame S. Burelle, Arpin-Gendron, Ltée, Julius Izabo;

Ltée, Racicot & Tremblay, G. Orban, Robert Scheen, J. A. Turcotte, Mme A. Blondeau, O. Allard, Alf. Dion, J. B. Galipeau Enrg., Emile Masson, Arsène Boudreau, L. Faucher, N. A. Ostiguy, J. E. McComber, Chabot Frères, Georges H. Thimineur, J. B. Mathieu, C. Descoteaux Grande & Marchand Limited, Mme E. Lachance Dupuis Frères, Jules Lacombe Enrg., Mme Jeannette Blanchard, Henri Pageau, R. Guay, Laberge Frères, Germain Roy, Mme L. Durand, A. P. Dostert, J. Szabo, J. Myrovitch & Co. Furs, J. Alfred Bélanger, J. H. Cusson, P. A. Asselin, S. David, F. Joncas, J. O. Ricard, Albert Brault, V. N. Giroux, S. Limoges, A. Lachance Enrg., U. Mailloux, Armand Doin, F. Wilband Ltd., C. Rivet fils, J. G. Mathieu, A. Lefebvre, J. L. E. Larivière, Marcel Boivin, Normandin Fils Ltée, Emilien Labelle, G. Leclair, Maurice Chevalier, G. J. Papillon, G. Thibeault, Mercier & Dion, A. Bourgeault, Gnaedinger Furs Limited, Flomen & Udashkin, Hector Blouin, Madame S. Burelle, Arpin-Gendron Ltée, Julius Izabo;

ET, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

L'Union Nationale du Vêtement, section de la fourrure, corps politique et incorporé suivant les dispositions de la Loi des compagnies de la province de Québec, agissant aux présentes pour ses fins personnelles et pour les fins de tous les employés qui font partie de ladite union et de tous les autres employés qui pourront devenir membres de ladite union

"L'Union nationale du Vêtement, section de la fourrure", a political and incorporate body under the provisions of the Quebec Companies' Act, acting hereto for its personal purposes and for the purposes of all the employees of the said union and of all the other employees which may become members of the said union,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 6 avril 1940;

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of April 6th, 1940;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail pour l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act, with regard to the publication of notices, have been duly observed;

Attendu que des objections ont été présentées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Whereas objection have been presented against the said request and have been submitted to the approval of the contracting parties;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande l'acceptation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 4 George VI, chapitre 38, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 6 avril 1940.

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends the approval of the said request, in conformity with the provisions of section 6 of the Act 4 Geo. VI, chapter 38, with the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of April 6th, 1940.

I. Définition: a. Dans le premier décret, le terme "maitre-fourreur" ou "détaillant en fourrure" désigne toute personne dont l'occupation consiste dans la fabrication et la vente à l'unité des manteaux et autres articles en fourrure, qui fabrique elle-même, dans son atelier, lesdits articles, pour les revendre directement au client ou au consommateur et qui exécute pour le compte de ses clients, des réparations ou du nettoyage sur tous articles en fourrure et qui fait également l'entreposage.

I. Definitions. a. In the present decree the term "master-furrier" or "fur retailer" means any person whose occupation consists in producing and selling, by unit, fur coats and any other fur articles; in making himself, in his shop, the said articles to be sold directly to the customer or consumer; in making for customers the repairing and cleaning of any fur article, and in storing fur articles.

b. Dans ce décret, le mot "apprenti" désigne un employé qui n'a pas travaillé effectivement pendant trente (30) mois dans l'établissement d'un maitre-fourreur; l'employeur peut lui demander n'importe quelle sorte de travail. L'apprenti devra avoir 16 ans révolus. Pour les fins du présent paragraphe, un mois de travail effectif doit comprendre au moins 173 heures de travail.

b. In this decree, an "apprentice" is an employee not having effectively worked for 30 months in the shop of a master-furrier; the employer may require him to do any kind of work. The apprentice must be 16 years old. For the purposes of this section, a month of effective labour shall consist of at least 173 hours of labour.

c. Pour devenir un "coupeur qualifié", l'apprenti-coupeur ou garnisseur devra avoir travaillé effectivement au moins trois (3) ans dans cette opération, en plus du stage régulier d'apprentissage; si, après cette période, de trois ans, l'apprenti n'a pas acquis l'adresse requise pour devenir un coupeur qualifié, il peut demander au comité paritaire la permission de continuer ce travail pendant douze mois additionnels, au salaire dont le comité paritaire décidera.

II. Jurisdiction: a. Jurisdiction professionnelle:

1. Les dispositions du présent décret s'appliquent à tous les signataires de cette convention ainsi qu'à tous les marchands détaillants dans le commerce de fourrure faisant affaires dans la juridiction territoriale décrite au paragraphe "b" du présent article. Tous les employés, ouvriers qualifiés, de même que les apprentis de sexe masculin ou féminin, seront sous le contrôle du comité paritaire à être formé suivant les dispositions de la loi et du présent décret.

2. Le présent décret ne s'applique pas à l'industrie de la garniture en fourrure et de la teinture des fourrures; il ne couvre pas non plus les établissements s'occupant des travaux appartenant à ladite industrie.

Proviso: Au cas de difficulté au sujet de l'assujettissement d'un marchand détaillant qui fait en même temps du gros et qui aurait signé les deux conventions, l'officier de conciliation du ministère du Travail aura le droit de déterminer sous quel décret tombe ledit marchand détaillant.

b. *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un périmètre de cinquante (50) milles de rayon de ses limites.

III. *Durée du travail:* a. La durée hebdomadaire du travail sera de quarante (40) heures distribuées suivant les besoins de l'employeur entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., chaque jour de la semaine à l'exception du dimanche. Tout ouvrage exécuté après 6.00 p.m. de même que tout temps dépassant la période hebdomadaire de quarante (40) heures, sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi, excepté durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre où les huit (8) premières heures supplémentaires seront rémunérées au taux régulier; cependant, ce dernier privilège ne sera pas accordé aux employeurs qui n'engagent des employés qu'après 6.00 p.m. Les heures supplémentaires ne devront pas excéder vingt (20) par semaine et ne devront pas se continuer après 10.00 p.m. Le travail supplémentaire ne sera autorisé que durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre.

b. Cependant, les employeurs faisant affaires en dehors de l'île de Montréal auront droit à la semaine de quarante-huit (48) heures, aux taux réguliers, mais demeureront assujettis à toutes les autres dispositions du présent article, en ce qui concerne les heures de travail de leurs employés.

IV. *Jours de fête rémunérés:* Tous les employés seront rémunérés les jours de fêtes suivants: Le Vendredi Saint, le jour de l'Ascension, le jour de la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le jour de la Toussaint, le jour de l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Aucun des jours de fêtes énumérés ci-dessus ne pourra être substitué par un autre, à moins que l'employeur n'en obtienne l'autorisation écrite du comité paritaire. Cependant, pour avoir droit à ce congé payé, les employés devront avoir travaillé au moins une partie

c. To become a "qualified cutter", the "apprentice cutter or trimmer" should have at least worked effectively for three years in this operation in addition to the regular period of apprenticeship; if, after this 3-year period, the apprentice has not acquired the required skill to become a qualified cutter, he may request from the Joint Committee the authorization to work as such for twelve additional months, at wage rates determined by the Joint Committee.

II. Jurisdiction: a. Professional jurisdiction:

1. The provisions of the present decree apply to all parties hereto and to all retail merchants in the fur trade operating within the territorial jurisdiction described in subsection "b" of the present section. All the employees, qualified workmen as well as apprentices, male or female, shall be under the control of the Joint Committee to be appointed under the provisions of the Act and of the present decree.

2. The present decree does not apply to the fur trimming and dyeing industry, neither to establishments performing works pertaining to the said industry.

Proviso: Should there be difficulties as to the subjection of a retail merchant engaged, at the same time, in wholesale business and having signed both agreements, the conciliation officer of the Department of Labour shall have the right to determine the decree by which the said retail merchant shall be covered.

b. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the Island of Montreal and a perimeter of fifty (50) miles of radius from its limits.

III. *Duration of labour:* a. The weekly duration of labour shall be of 40 hours, distributed, according to the needs of the employer, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. every day of the week, with the exception of Sunday. Any work performed after 6.00 p.m. as well as any time exceeding the 40-hour weekly period, shall be considered as overtime works and paid time and a half; nevertheless during September, October, November and December, the first eight overtime hours shall be paid the regular rate; however, the employers hiring employees after 6.00 p.m. only shall not benefit by this privilege. Overtime hours shall not exceed 20 hours per week and shall not continue after 10.00 p.m. Overtime work shall be allowed but during September, October, November and December.

b. However, the employers doing business outside the Island of Montreal, shall have the 48-hour week at the regular rate, but shall be subject to all the other provisions of the present section, inasmuch as the working hours of their employees are concerned.

IV. *Remuneration on holidays:* All the employees shall receive a remuneration for the following holidays: Good Friday, Ascension Day, St. John Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. No other holiday shall be substituted to those mentioned above unless the employer obtains an authorization, in writing, from the Parity Committee. However, to be entitled to this paid holiday, the employees should have worked at least a part of the week

de la semaine où le dit congé tombe et, dans ce cas, l'employé recevra, pour ce jour, une rémunération proportionnée à la durée de son travail.

Si l'employé travaille ces jours-là, il devra recevoir le taux régulier de salaire, plus salaire et demi, mais en aucun cas, un employeur ne pourra obliger son employé à travailler ces jours-là. Si l'établissement ferme ses portes pendant la semaine où un congé tombe, les employés devront recevoir leur salaire complet pour ces jours.

V. *Définitions spéciales*: a. Pour chaque opération, le nombre des employés de la classe "A" devra représenter au moins 50% des préposés à telle dite opération. Si l'employeur devenait obligé de réduire son personnel, il sera quand même tenu de garder la même proportion de 50% de la classe "A" et de la classe "B" pour chaque opération.

b. Quand le nombre des employés affectés à une opération est impair, l'un d'eux recevra la moyenne du total des gages payés aux classes "A" et "B" de la même opération. Cependant, dans l'atelier où il n'y a qu'un employé affecté à l'une quelconque des opérations, cet employé recevra en plus du salaire moyen, \$1.00 par semaine, si cet employé était auparavant habituellement payé au taux de la classe "A"; si, au contraire, il était auparavant habituellement payé au taux de la classe "B", il recevra ledit salaire moyen moins \$1.00 par semaine.

VI. *Taux de salaires*: a. Les taux minima de salaires suivants seront payés:

	de l'heure	à la semaine
Coupeur qualifié (classe A).....	\$ 1.00	\$ 40.00
Coupeur qualifié (classe B).....	0.85	34.00
Opérateur (classe A).....	0.75	30.00
Opérateur (classe B).....	0.60	24.00
Finisseur (classe A).....	0.70	28.00
Finisseur (classe B).....	0.55	22.00
Bloqueur (classe A).....	0.60	24.00
Bloqueur (classe B).....	0.40	16.00
Opératrice (classe A).....	0.60	24.00
Opératrice (classe B).....	0.45	18.00
Finisseuse (classe A).....	0.55	22.00
Finisseuse (classe B).....	0.45	18.00

b. Les apprentis recevront les taux de salaires minima ci-après:

Apprentis—de sexe masculin ou féminin:

	de l'heure	à la semaine
1ère année, 1er 6 mois.....	\$ 0.17½	\$ 7.00
1ère année, 2ième 6 mois.....	0.21½	8.60
2ième année, 1er 6 mois.....	0.27½	11.00
2ième année, 2ième 6 mois.....	0.30	12.00
3ième année, 1er 6 mois.....	0.35	14.00

Apprentis—coupeurs ou garnisseurs:

1ère année, 1er 6 mois.....	0.57½	23.00
1ère année, 2ième 6 mois.....	0.60	24.00
2ième année, 1er 6 mois.....	0.62½	25.00
2ième année, 2ième 6 mois.....	0.65	26.00
3ième année, 1er 6 mois.....	0.67½	27.00
3ième année, 2ième 6 mois.....	0.70	28.00

c. *Dispositions concernant les détaillants à l'extérieur de l'île de Montréal*: Les salaires des ouvriers qualifiés, dans tout établissement situé en dehors de l'île de Montréal, dans une ville de moins de 25,000 âmes comprise dans la juridiction territoriale définie au paragraphe "b" de l'article II, seront déterminés d'après les taux ci-dessus mentionnés, avec une réduction de 25% desdits taux. Il est entendu que cette réduction n'affectera

where the said holiday occurs and, in this case, the employee shall receive for this day a remuneration in proportion to the duration of labour he has worked.

Should an employee work on the said holidays, he shall receive the regular rates of wages, plus time and a half, but an employer shall not compel his employee to work on such days. Should the establishment close in the course of the week wherein there is a holiday, the employees shall receive their complete wages for those days.

V. *Special definitions*: a. For each operation, the number of employees of class A shall represent at least 50% of the number of employees for said operation. Should the employer be forced to reduce his personnel, he shall have to keep the same 50% proportion of class A and class B for each operation.

b. Should the number of employees performing one operation be an odd number, one of them shall receive the average of the total of the wages paid to classes A and B of the same operation. However, a shop employing but one employee to perform anyone of the operations shall pay the said employee, in excess of the average wages, \$1.00 per week if he was previously receiving the rate of class A; if, on the contrary, he was receiving the rates of class B, he shall be paid the average wages less \$1.00 per week.

VI. *Wages*: a. The following minimum wages shall be paid:

	per hour	per week
Qualified cutter (class A).....	\$ 1.00	\$ 40.00
Qualified cutter (class B).....	0.85	34.00
Operators (class A).....	0.75	30.00
Operators (class B).....	0.60	24.00
Finishers (class A).....	0.70	28.00
Finishers (class B).....	0.55	22.00
Blockers (class A).....	0.60	24.00
Blockers (class B).....	0.40	16.00
Operators female (class A).....	0.60	24.00
Operators female (class B).....	0.45	18.00
Finishers female (class A).....	0.55	22.00
Finishers female (class B).....	0.45	18.00

b. The apprentices shall receive the following minimum wages:

Apprentices—male or female:

	per hour	per week
1st year, 1st 6 months.....	0.17½	7.00
1st year, 2nd 6 months.....	0.21½	8.60
2nd year, 1st 6 months.....	0.27½	11.00
2nd year, 2nd 6 months.....	0.30	12.00
3rd year, 1st 6 months.....	0.35	14.00

Apprentices—cutters or trimmers:

1st year, 1st 6 months.....	0.57½	23.00
1st year, 2nd 6 months.....	0.60	24.00
2nd year, 1st 6 months.....	0.62½	25.00
2nd year, 2nd 6 months.....	0.65	26.00
3rd year, 1st 6 months.....	0.67½	27.00
3rd year, 2nd 6 months.....	0.70	28.00

c. *Provisions concerning the retailers outside the Island of Montreal*:—The wages of qualified workmen in any shop located outside the Island of Montreal, in a town of less than 25,000 souls, comprised in the territorial jurisdiction determined in subsection "b" of section II, shall be fixed according to the hereinabove given rates, with a reduction of 25% on the said rates. It is understood that this reduction shall not affect,

d'aucune manière les apprentis qui devront recevoir leur salaire complet, d'après les échelles établies par le présent décret.

d. Toute succursale d'un établissement opérant dans les limites de l'île de Montréal ouverte au cours de la durée du présent décret, ne bénéficiera pas de la réduction de 25% dans les tarifs de salaires, prévue au paragraphe précédent.

VII. *Apprentissage*: a. Tout employeur peut avoir deux apprentis.

b. Un employeur ayant cinq employés peut avoir trois apprentis.

c. Un employeur ayant dix employés peut avoir quatre apprentis.

d. Un employeur ayant quinze employés peut avoir cinq apprentis.

e. Un employeur ayant vingt-cinq employés peut avoir six apprentis.

La proportion ci-dessus mentionnée devra toujours être gardée dans l'établissement.

Tout apprenti devra détenir une carte d'enregistrement émise par le comité paritaire. Quand il laissera l'établissement, l'employeur devra spécifier sur ladite carte, sous sa signature, le temps de service de cet apprenti.

VIII. Le présent décret s'appliquera aux associés d'une société commerciale, ainsi qu'aux actionnaires de compagnies à fonds social, si les associés ou actionnaires exécutent du travail d'atelier.

IX. Les inspecteurs nommés par le comité paritaire auront accès à toutes places d'affaires de tout employeur régi par le présent décret, sans avis préalable. Ils auront le droit de surveiller le travail exécuté dans l'atelier et d'interroger sur les lieux patrons et employés.

X. *Durée du décret*: Le présent décret demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1942. Il se renouvellera automatiquement à la date de son expiration, pour une autre période de deux (2) ans, à moins que l'une des parties aux présentes ne signifie à l'autre partie, par écrit, son intention de ne pas le renouveler, au moins deux mois avant la date de son expiration.

Certifié,

A. MORISSET,

Greffier Conseil Exécutif.

3767-o

in any way, the apprentices who shall receive their full wages according to the scales established in this decree.

d. Any branch office operating within the limits of the Island of Montreal, doing business during the existence of the present decree, shall not benefit by the 25% reduction in wages, as stipulated in the preceding sub-section.

VI. *Apprenticeship*: a. Any employer may have two apprentices.

b. An employer having five employees may have three apprentices.

c. An employer having ten employees may have four apprentices.

d. An employer having fifteen employees may have five apprentices.

e. An employer having twenty-five employees, may have six apprentices.

The hereinabove-mentioned proportion shall always be observed in the shop.

Every apprentice shall hold a registration card issued by the Parity Committee. Upon his leaving the shop, the employer shall state on the said card, under his signature, the period during which the apprentice has been in his employ.

VIII. This decree shall apply to partners in a commercial partnership and to shareholders of a capital-stock company if the said partners or shareholders perform shop work.

IX. The inspectors named by the Parity Committee shall have admittance into all places of business of the employers governed by this decree without preliminary notice. They shall have the right to watch the work being performed in the shop and to question therein the employers and the employees.

X. *This decree shall remain in force until May 1st, 1942. It shall renew itself automatically, at the end of such period, for another term of two years, unless one of the parties hereto give notice in writing, at least two months before the expiration of the agreement, of its intention not to renew the same.*

Certified,

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

3768-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 31

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Bolduc vs Mercier	2319
Guérin vs Faubert	2319
Lavallée vs Tétrault	2319

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

No 2780—Concernant l'adoption des règlements relatifs aux électriciens et aux installations électriques	2332
Concernant l'industrie de la fourrure, section du gros, district de Montréal	2361
Concernant l'industrie de la fourrure, section du détail, district de Montréal	2368

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

2313

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Bolduc vs Mercier	2319
Guérin vs Faubert	2319
Lavallée vs Tétrault	2319

ORDERS-IN-COUNCIL:—

No. 2780—Respecting the approval of the regulations respecting electricians and electrical installations	2332
Respecting Fur Industry, wholesale section, District of Montreal	2361
Respecting Fur Industry, Retail section, District of Montreal	2368

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:—

2313

AVIS DIVERS:—

Association des Employés de Bennett Ltd.	2324
Olivet Baptist Church of Sutton	2319
Quebec North Shore Paper Co.	2320
Régie Provinciale des Transports et Communications— <i>re</i> Ordonnance générale No 9.	2320
Seigneuries de Ste-Anne-de-la-Pérade et Grondines	2324
Seigneuries de Ste-Anne-de-la-Pérade et Grondines	2319
Sorel, cité de	2323

BUREAU-CHEF:—

North River Motors, Ltd.	2325
--------------------------	------

CHARTER—ABANDON DE:—

Apollo Confectionary Inc.	2325
---------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Mitchell, Succession de Malcolm-W.	2325
------------------------------------	------

ERRATUM:—

Nomination de: Martineau, J-B.	2332
--------------------------------	------

LETTRES PATENTES:—

Anglo-French Development Corporation, Ltd.	2314
Gallagher's Restaurants Inc.	2315
Hilstone Developments Limited	2316
La Cie de Mica, Mistassibi limitée	2317
La Compagnie des Terrains Champlain, ltée	2317
Les Immeubles Maisonneuve Inc.	2318

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Barbiers et coiffeurs des villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel	2360
Débardeurs du Port de Montréal—Navigation océanique	2354
Métiers du bâtiment—district de Montréal	2360

NOMINATIONS:—

Diverses	2343
----------	------

PROCLAMATION:—

Canton de Desandrouins	2326
------------------------	------

VENTE POUR TAXES:—

Aylmer, ville de	2327
Lauzon, ville de	2328
St-Lambert, ville de	2329

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Drouin vs Minrand Gold, Ltd.	2345
Melançon vs Larochelle	2345

ARTHABASKA:—

Lachance vs Morissette	2346
------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Association des Employés de Bennett Ltd.	2324
Olivet Baptist Church of Sutton	2319
Quebec North Shore Paper Co.	2320
Provincial Transportation and Communication Board <i>re</i> General Order No. 9.	2320
Seigniories of Ste. Anne de la Pérade and of Grondines	2324
Seigniories of Ste. Anne de la Pérade and Grondines	2319
Sorel, City of	2323

CHIEF-OFFICE:—

North River Motors, Ltd.	2325
--------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF:—

Apollo Confectionary Inc.	2325
---------------------------	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Mitchell, Estate of Malcolm W.	2325
--------------------------------	------

ERRATUM:—

Appointment of: Martineau, J-B.	2332
---------------------------------	------

LETTERS PATENT:—

Anglo-French Development Corporation, Ltd.	2314
Gallagher's Restaurants Inc.	2315
Hilstone Developments Limited	2316
La Cie de Mica, Mistassibi limitée	2317
La Compagnie des Terrains Champlain, ltée	2317
Les Immeubles Maisonneuve Inc.	2318

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Barbers and hairdressers of the towns of St-Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel	2360
Ocean Longshoremen, Harbour of Montreal	2354
Building trades—district of Montreal	2360

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous	2343
---------------	------

PROCLAMATION:—

Township of Desandrouins	2326
--------------------------	------

SALE FOR TAXES:—

Aylmer, town of	2327
Lauzon, town of	2328
St-Lambert, town of	2329

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Drouin vs Minrand Gold, Ltd.	2345
Melançon vs Larochelle	2345

ARTHABASKA:—

Lachance vs Morissette	2346
------------------------	------

HULL:—

Faucher & Fils Limitée vs Gagnon 2346

IBERVILLE:—

Lapalme vs Daudelin *et al.* 2346

JOLIETTE:—

Richard vs Comtois 2347

MONTREAL:—

Clarke vs Comeau Realty Company Limited 2349

Gray vs Tudor 2348

Lanouette vs Archambault 2350

Lavigne vs Guenette 2348

Lesage vs Levert 2351

Provost vs Poupert 2347

Ville de Dorval vs Giroux 2349

NICOLET:—

Beaudet vs Spénard 2352

RICHELIEU:—

Lacharité vs Boisvert 2352

RIMOUSKI:—

Anselme Côté & Fils, ltée vs Gagnon . . . 2353

SAGUENAY:—

Banque Canadienne Nationale vs Bouchard *et al.* 2353

TROIS-RIVIÈRES:—

Therien vs Dubé *et al.* 2353

HULL:—

Faucher & Fils Limitée vs Gagnon 2346

IBERVILLE:—

Lapalme vs Daudelin *et al.* 2346

JOLIETTE:—

Richard vs Comtois 2347

MONTREAL:—

Clarke vs Comeau Realty Company Limited 2349

Gray vs Tudor 2348

Lanouette vs Archambault 2350

Lavigne vs Guenette 2348

Lesage vs Levert 2351

Provost vs Poupert 2347

Town of Dorval vs Giroux 2349

NICOLET:—

Beaudet vs Spénard 2352

RICHELIEU:—

Lacharité vs Boisvert 2352

RIMOUSKI:—

Anselme Côté & Fils, ltée vs Gagnon . . . 2353

SAGUENAY:—

Banque Canadienne Nationale vs Bouchard *et al.* 2353

TROIS-RIVIÈRES:—

Therien vs Dubé *et al.* 2353